

Profil bas au Liban

En dépit des explications officielles, le retrait des quarante-cinq observateurs militaires français qui restaient à Beyrouth et dans la région a une valeur de symbole : il signifie que Paris a décidé d'adopter un « profil bas » au Liban et d'y limiter de plus en plus sa présence au domaine culturel.

Cette décision ne constitue pas une rupture avec la politique française suivie au Liban avant le 16 mars dernier, mais s'inscrit plutôt dans son prolongement. Depuis plusieurs mois, on s'interrogeait en effet à l'Elysée sur l'utilité de ces observateurs pris entre deux feux, cibles idéales de toutes les factions voulant faire parvenir un message de mort à la France. La décision de les retirer avait même été prise, mais on avait préféré, en haut lieu, attendre les élections législatives pour en partager la responsabilité avec le nouveau gouvernement.

C'est ce qui vient de se passer. M. Chirac, qui n'a jamais caché au cours des derniers mois qu'il était favorable à une présence française minimale sinon au Liban, du moins dans le chandron qu'est devenu Beyrouth-Ouest, a fait sienne la décision élyséenne. Le nouveau premier ministre pourrait même aller plus loin - quitte à froisser certains de ses alliés de l'UDF toujours prompts à dénoncer tout « abandon » des chrétiens du Liban - et remettre en cause la présence à Beyrouth-Ouest de la vingtaine d'enseignants qu'y maintient la France. M. Chirac a aussi envisagé un moment de demander aux médias français de ne plus envoyer de journalistes, au moins dans la partie ouest de Beyrouth, mais il n'a plus évoqué cette question depuis son arrivée au pouvoir.

A brève échéance, les autorités françaises devront enfin se prononcer sur une autre affaire, elle aussi hautement symbolique : c'est le 19 avril en effet que le Conseil de sécurité de l'ONU doit se prononcer sur le renouvellement du mandat de la Force intermédiaire des Nations unies (FINUL), stationnée dans le sud du Liban et à laquelle nous fournissons actuellement un contingent de 1 500 hommes. Si le principe de la participation de ce contingent ne semble pas devoir être remis en question, sa mission pourrait être revue en baisse, ce qui permettrait éventuellement d'en réduire les effectifs.

La redéfinition de la politique de Paris au Liban, officiellement, n'a rien à voir avec la détention des huit otages français. Officiellement seulement ! Il est clair en effet qu'elle est la conséquence et que les ravis-seurs viennent de remporter un premier succès. Certains de leurs messages ne mentionnent-ils pas les observateurs français en les assimilant à des espions ? Et ne cherchent-ils pas par la terreur à effacer toute présence occidentale dans la région qu'ils contrôlent ?

Le retrait des observateurs sera également bien vu à Damas, où le président Assad - qui a fort peu apprécié que Paris n'ait pas fait pression sur le président Amine Gemayel pour qu'il se rallie à l'accord intermuslimien mis au point par la Syrie - a toujours estimé que la présence française au Liban devait se cantonner au domaine culturel.

Est-ce à dire que Paris, échaudé par l'extrémisme chiite, est en train de se rallier sous la contrainte à ce point de vue, préférant finalement une « syrianisation » du Liban à son « iranisation » ? Même s'il est trop tôt pour l'affirmer, on ne peut pas désavouer l'excuse. Il resterait à voir quelles conclusions les autorités françaises tireraient de cette évolution pour leur politique dans la région. L'alternative serait alors soit de chercher à équilibrer notre appui à l'Irak par des ventes discrètes d'armes à l'Iran, soit de tout miser sur l'Irak dans l'espoir d'enrayer le « mal khomayniste » avant qu'il ne menace le Golfe.

(Lire page 28.)

Première réunion de la nouvelle Assemblée

• M. Jacques Chaban-Delmas devait retrouver la présidence

• Tractations entre le RPR et l'UDF pour le partage des postes-clés

M. Frédéric-Dupont, quatre-vingt-quatre ans, élu du Front national à Paris et doyen d'âge en l'absence de M. Marcel Dassault, quatre-vingt-quatre ans, député RPR de l'Oise, souffrant, devait présider la première séance de la rentrée parlementaire au Palais-Bourbon, mercredi 2 avril. Toutefois, il devait lire le

discours préparé par M. Dassault. Cette séance devait être essentiellement consacrée à l'élection du président de la nouvelle Assemblée nationale. Le maire de Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas, candidat du RPR et de l'UDF, était certain de retrouver le « perchoir », qu'il avait quitté en 1981.

La seule question était de savoir si l'élection de M. Chaban-Delmas interviendrait à la majorité absolue requise au premier ou au deuxième tour de scrutin (289 voix) ou bien au troisième tour, à la majorité relative.

A l'Elysée, en revanche, personne ne confirmait que M. François Mitterrand délivrerait le jour même, ou le lendemain, le message qu'il se propose d'adresser au Parlement. Le président de la République semblait s'interroger sur le moment le plus opportun pour une telle communication.

La répartition des postes dans les instances dirigeantes de

l'Assemblée nationale est toujours en suspens. Les dirigeants du RPR et de l'UDF ont décidé de réserver à leurs députés le partage des présidences des différentes commissions, tout en acceptant la participation de l'opposition au bureau de l'Assemblée nationale. Le Front national et le Parti communiste seraient réduits à la portion congrue dans cette répartition. Les députés devront voter à bulletin secret, vendredi.

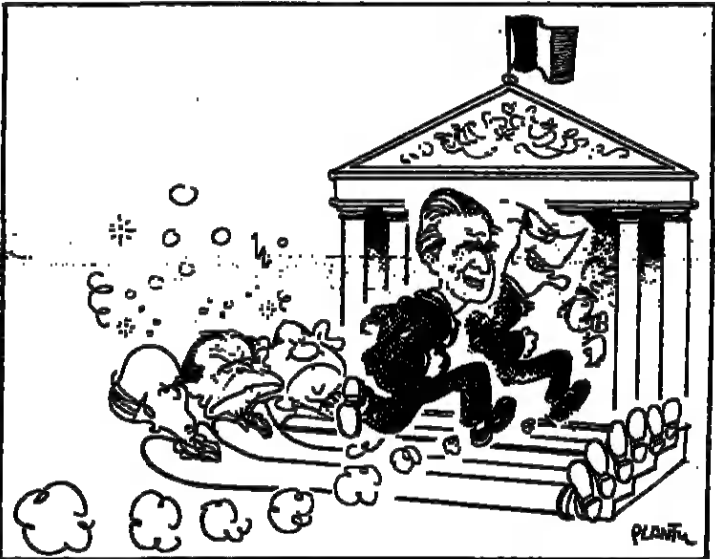
Pour sa part, le premier ministre, M. Chirac, devait assister à la séance de rentrée avant de se rendre au Sénat, à 17 heures, pour la même cérémonie.

Recevant à déjeuner à l'hôtel Matignon les principaux responsables du RPR et de l'UDF (à l'exception de M. Jean Lecanuet, absent, comme la semaine dernière), le chef du gouvernement a confirmé mardi à ses alliés au sein de la nouvelle majorité qu'ils seront associés aux travaux de redécoupage des futures circonscriptions législatives dans la perspective du retour au scrutin majoritaire. Les dirigeants de l'UDF ont souhaité que le gouvernement prenne son temps, et que l'élaboration du projet soit menée en étroite concertation avec tous les élus. M. Chirac a donné sur ce point des assurances à ses bêtes.

Le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, qui sera le maître d'œuvre de cette réforme, devra donc tenir compte de l'avis de l'UDF. La constitution d'une commission de magistrats qui donnera un avis public rejoint un souhait exprimé par M. Mitterrand lui-même. En février dernier, à Arles, le chef de l'Etat avait, en effet, souhaité qu'en cas de rétablissement du scrutin majoritaire le redécoupage des circonscriptions soit confié à « une commission composée de gens qui apportent des garanties d'impartialité ».

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi matin à l'Elysée, devait notamment procéder à plusieurs nominations de hauts fonctionnaires.

(Lire nos informations page 8.)



LES ATOLLS CONTRE L'ATOME

La France, mal-aimée du Pacifique

Création d'un secrétariat d'Etat spécialement chargé de la région, déclarations répétées du premier ministre néo-zélandais, M. Lange, à l'adresse des Français, contentieux nucléaire et néo-calédonien, séquences de l'affaire du Rainbow Warrior, incertitudes pesant sur l'avenir du pacte de PANZUS (1) et tournée du secrétaire américain à la défense, M. Weinberger, dans le secteur : le Pacifique sud demeure au cœur de l'actualité.

De notre envoyé spécial

Wellington. - 1985 restera dans les mémoires comme l'année où le Pacifique sud a cessé d'être un lac américain, estimait à la fin de l'année dernière le *New Zealand Times*. Vu de Wellington, peut-être. Les ports néo-zélandais ont cessé, en effet, d'être un havre pour la flotte américaine aux confins des mers du Sud et de l'Antarctique. Pour le « gendarme » américain, ce n'est quand même pas rien. Et puis, les vents redoublés de l'allergie nucléaire océanique ont, c'est vrai, irrité Washington plus que de coutume. Mais si les Américains qui ne font jamais que passer dans ce lointain secteur - n'ont pas été à la fête l'an dernier, que dire du « lac français » des mers du Sud ?

Soubresauts néo-calédoniens, sabotage-cafoillage néo-zélandais, campagnes anti-nucléaires et campagnes d'invectives, mensonges et gestes de défi : la France au banc des accusés, son gouvernement ébranlé, ses

services secrets brocardés et deux « espions » en prison : au fil des tempêtes, 1985, année saumâtre, eut un avant-goût de désastre.

Sous l'effet des drames et des diatribes, la région a cessé, pour beaucoup, d'être un paradis de carte postale. Au-delà d'une vision idyllique rassurante, mais de clichés dangereusement réduits (palmeraies et parcs, tendres vahinés, méchants canaques), les Français auront eu le loisir de découvrir certaines dimensions et réalités - obstinément méconnues - du Sud pacifique.

Plus indépendante, plus unitaire et plus antinucléaire que jamais, malgré bien des différences et contradictions, c'est une région où la France, devenue en quelque sorte « facteur d'union », fait souvent l'unité contre elle. Elle s'y trouve :

1) De plus en plus isolée tout en étant, paradoxalement, de moins en moins seule (tant les Etats indépendants s'y sont multipliés) ;

2) Perçue comme le danger numéro un (nucléaire et Nouvelle-Calédonie) ;

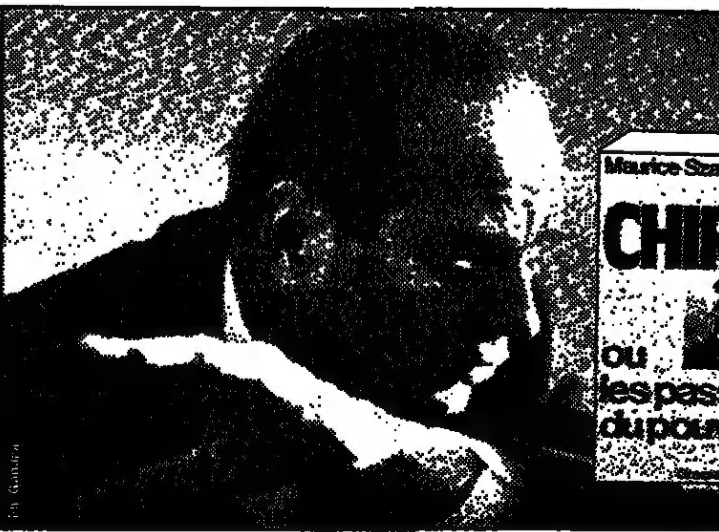
3) De plus en plus mal-aimée. « Le réveil est dur. Mais tout cela est si loin, et on a si longtemps bercé l'opinion d'illusions », remarque un diplomate.

Une seule année (1985) aura sans doute autant fait pour l'infamie de la France aux antipodes que les cent précédentes.

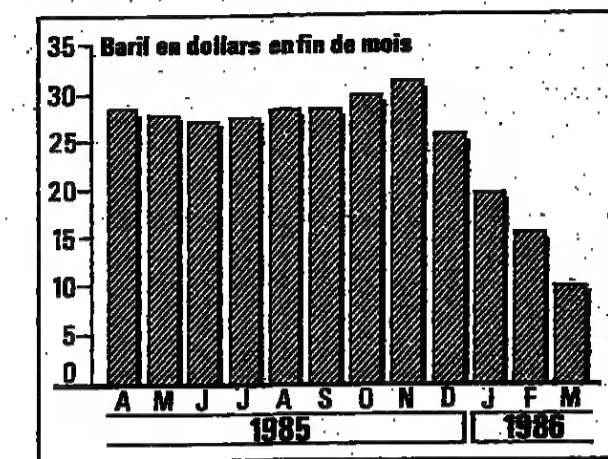
R.-P. PARINGAUX.

(Lire la suite page 6.)

(1) Pacte de défense régional qui réunit l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis.



Pétrole : l'inquiétude américaine



Alors que le brut oscille autour des 10 dollars, le vice-président des Etats-Unis se rend dans les pays du Golfe.

PAGE 24

La tentation de M. Hissène Habré

Le président tchadien souhaiterait reconquérir le Nord.

PAGE 7

L'« affaire Greenpeace »

La télévision néo-zélandaise « découvre » la troisième équipe.

PAGE 28

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le Monde présente une sélection de spectacles et d'expositions. (Pages 13 à 16.)

Débats : Cohabiter à Paris et dans les régions (2) • Etranger (3 à 7) • Politique (8 à 10) • Société (11 et 12) • Communication (21) • Economie (24 à 27)

Programme des expositions (16) • Programmes des spectacles (17 à 19) • Radio-télévision (20) • Informations services : Mots croisés (20) • Météorologie (21) • Carnet (22) • Annonces classées (22)

Vers l'Europe des universités

La matière grise est la ressource principale de l'Europe. Et pourtant rien - ou bien peu de chose - n'a été fait pour lui permettre d'en tirer pleinement profit. L'Europe des hommes et des esprits reste à faire.

Alors que les jeunes voyagent de plus en plus, les échanges d'étudiants et de professeurs restent extrêmement limités. Les futurs cadres vont compléter leur formation aux Etats-Unis plutôt que dans le pays voisin, même s'ils peuvent trouver dans ce dernier des hommes et des équipements d'une qualité comparable.

Et pourtant plusieurs indices indiquent que quelque chose bouge. La Communauté européenne vient de mettre au point deux projets qui, s'ils étaient appliqués rapidement, permettraient de faire faire un sérieux pas en avant à l'internationalisation des études supérieures.

Le premier - intitulé COMETT - vise à développer les relations entre les universités et les entreprises en multipliant les stages d'étudiants à l'étranger. Le second - BRAMUS - propose qu'à partir de 1992, 10 % au moins des étudiants de chaque pays européen aient fait une partie de leurs études dans un autre Etat membre.

Ces initiatives ne sont pas les seules. D'autres ont un caractère plus privé. Comme celle de ce groupe informel de PDG de grandes entreprises, qui a pris le nom de Table ronde et qui rêve de créer une institution universitaire de haut niveau, capable de concurrencer les centres américains et japonais les plus prestigieux et de faire de l'Europe un des grands pôles mondiaux de recherche et de formation.

(Lire page 23.)

MAURICE SZAFRAN

Chirac ou les passions du pouvoir

Aiguë et subtile, la biographie d'un formidable animal politique.

GRASSE

débats

Enfin responsables...

Sommes-nous devenus définitivement des responsables ?

par CHRISTIAN MEGRELIS (*)

Nous sommes désormais capables de juger et de corriger nos erreurs, et sanctionnons de plus en plus sévèrement ceux qui se montrent incapables d'en faire autant (PC).

Un brevet difficile à gagner

Constatations :
- Nous avons définitivement perdu nos illusions sur la magie des idées et leur pouvoir sur les choses ;
- Nous refusons de concéder notre pouvoir à nos politiciens, et les contrainsons à surveiller leurs actes, leurs gestes et leurs paroles (ainsi, par exemple, ce n'est plus le Président qui « donne » un premier ministre à la France, mais bel et bien l'inverse, comme il se doit) ;
- Nous utilisons au mieux notre culte de l'écriture (Constitution), et châtions ceux qui s'imaginent la plier à leur fantaisie (Barre) ;

sations des uns et des autres. D'ores et déjà, l'électeur jugera sur pièces et plus sur intentions.

La crédulité semble être morte le 16 mars 1986, et nous devons faire en sorte qu'elle ne ressuscite plus. Au régime du discours doit succéder celui de la raison. L'usage de se servir encore et toujours du même super-marché des idées reçues, les Français des années 80, que quelques préceptes s'échinent à lui répéter depuis le dix-huitième siècle : apprends à penser par toi-même, vois la réalité, analyse-la lucidement, et tranche selon ta raison et ton cœur sans te soucier de l'opinion d'autrui, des Églises, des loges et des écoles ! Au bout du chemin, une société plus fraternelle, donc plus à même d'accepter les différences.

Les démocrates, mes amis, ne s'y trompent pas, qui s'alignent avec sympathie notre entrée, au terme d'un long chemin, dans l'étroit espace de la liberté maternelle. Qui sait si finalement, nous ne risquons pas de retrouver un jour la place que nous n'occupions jamais dû perdre, qui était la nôtre au siècle des Lumières : celle de guide avancé de l'humanité dans la conquête de la responsabilité.

(*) Chef d'entreprise.

COHABITER A PARIS ET DANS LES RÉGIONS

Faut-il tout inventer dans la situation politique nouvelle ? Daniel Amson nous rappelle les leçons de l'histoire dans des phases de pouvoir bicéphale. Christian Megrelis applaudit à la sagesse des Français qui ont imposé la cohabitation. Alain Griotteray, enfin, s'inquiète de l'avenir fiscal et financier des régions.

Juridisme et volonté des citoyens

Le refus de signer des ordonnances n'est pas sans risque

par DANIEL AMSON (*)

Il n'est pas contraire à la tradition politique française que le chef de l'État refuse de signer certains actes proposés par son premier ministre. Déjà, Napoléon III avait refusé, en 1870, de signer la nomination des ministres de la guerre et de la marine choisis par Emile Ollivier, auquel il avait pourtant promis de « faire fonctionner régulièrement le régime constitutionnel ».

Moins de dix ans plus tard, le maréchal de Mac Mahon, président de la République, refusa de signer les décrets présentés par le chef du gouvernement et aux termes desquels un certain nombre de généraux étaient déplacés ou mis en disponibilité.

Plus près de nous, André Maurois rapporte que le président Lebrun, dont les pouvoirs n'étaient cependant pas exorbitants, avait déclaré à Léon Blum, qu'il venait de désigner à la présidence du conseil en 1936 : « Souvenez-vous qu'il y a des choses que je ne signerai jamais ».

M. Mitterrand ne sort donc pas du rôle traditionnel du chef de l'État en s'opposant, par avance, à certaines décisions qui pourraient être prises par le gouvernement. La seule question qui se pose est celle de savoir s'il dispose d'une force politique suffisante pour maintenir longtemps cette position. Mac Mahon dut se résoudre à démissionner parce qu'il avait perdu tout espoir qu'un autre gouvernement mènerait une politique

différente de celle qu'il reprochait. A l'inverse, Emile Ollivier et dans une moindre mesure - Léon Blum, ne tentant pas leur position bien assurée, s'efforcèrent de ne pas engager avec le chef de l'État un conflit portant sur l'essentiel.

En refusant, le cas échéant, de signer une ordonnance, M. Mitterrand ne méconnaît pas la Constitution, mais il prendrait un double risque : d'une part, celui que tous les leaders de la majorité s'engagent à ne pas accepter d'être nommés premier ministre à la place de M. Chirac. Le chef de l'État se retrouverait alors dans la situation d'Alexandre Millerand en 1924 qui, ne pouvant briser la « grève des présidents du conseil », à laquelle il se heurtait, n'eut d'autre ressource que de présenter sa démission.

En d'autres termes, le droit, pour le chef de l'État, de ne pas signer une ordonnance existe sans aucun doute. Mais il ne peut être mis en œuvre utilement que si la majorité parlementaire accepte qu'il le soit ou si le président peut penser qu'elle est trop divisée pour lui opposer une réplique ferme et unanime. Chacun le sait : il est peu d'exemples, dans une démocratie, que le juridisme ait pu tenir longtemps en échec la volonté clairement exprimée des citoyens.

(*) Auteur de La cohabitation politique en France, la règle de deux, 1985, P.U.F.

La boîte de Pandore

Le nouveau pouvoir doit délimiter le champ d'intervention des conseils régionaux

par ALAIN GRIOTTERAY (*)

« QUAND on parle de décentralisation, j'ai toujours envie de dire : moi je suis pour la France et un indivisible. » Ainsi s'exprimait Fernand Braudel peu de jours avant sa mort. Et il ajoutait : « Je trouve qu'elle (la décentralisation) aura beaucoup de peine à réussir ».

Au moment où, après dix ans chargés des finances du conseil régional d'Ile-de-France, je quitte cette fonction, m'appliquant ma propre règle anti-cumul, je ne puis que m'associer à ces conclusions du grand historien disparu. Membre fondateur du district en 1962, chargé des finances, plus de vingt ans de pratique des financements publics me font mal augurer de l'avenir financier et fiscal des régions. Nulle acrimonie dans ce propos, mais simple remarque d'un élu qui voit s'ouvrir devant lui une nouvelle boîte de Pandore et qui s'inquiète de voir une kyrielle d'impôts en sortir.

Les élections législatives ont éclipsé le débat sur les régions. Ainsi aura été faite l'économie d'une réflexion. Songe-t-on par exemple combien le débat sur le déficit budgétaire de l'État en est devenu sans objet ? A quel point en effet compromet les dépenses publiques à l'échelon régional ? Or, à cet égard, il n'existe aucun garde-fou.

Un ample problème financier

Subrepticement s'est installé ce quatrième échelon d'administration dont on clamait de toute part qu'il était trop lourd pour la France. Mais on ne revient pas sur une « conquête de suffrage universel », n'est-ce pas ? Dès lors, le 21 mars dernier s'installait, pour longtemps soyons-en sûrs, au conseil régional d'Ile-de-France, une curieuse assemblée de 197 membres élus à la proportionnelle départementale. Il restera à l'actif du conseil régional d'avoir, de 1981 à 1986, diminué les impôts régionaux de 20 % en tenant tous ses objectifs sur l'investissement. Nous mettons, sans que nul le remarque, en pratique un modeste équivalent de la proposition 13 qui, en Californie, fit probablement basculer l'histoire de cette fin de siècle.

La nouvelle assemblée pourra-t-elle poursuivre ce chemin ? Répondre à cette question est une tâche ardue, car elle implique de se demander si la sagesse de l'expression populaire, depuis deux cents ans qu'existe un Parlement censé contrôler les dépenses publiques, en quoi celles-ci ont-elles jamais diminué ?

Les conseils régionaux n'ont pas eu la volonté, ou le courage, de refu-

ser les transferts de compétences que le pouvoir socialiste a décidés.

La construction et l'entretien des lycées par exemple sont désormais de leur ressort. Four y faire face ils ne disposent que des crédits que l'État a transférés à cet effet. Qui sont insuffisants ! Outre un problème technique, le conseil régional étant une sorte d'administration de missions, c'est-à-dire peu faite pour gérer des centaines d'établissements, se pose un problème financier dont on mesure mal l'ampleur. Or, les ressources dont dispose la région sont archaïques. On parle déjà, ici et là, d'emprunts, autrement dit d'impôts différés comme si c'était une solution miracle. Comment une assemblée politique sans réelle majorité comme le conseil régional d'Ile-de-France pourra-t-elle résister à la pression démagogique des associations de parents, des enseignants et des élus ? Ainsi, les régions négligent leur mission première, qui était d'investir là où nulle commune - fût-elle la plus grande - n'aurait pu le faire, ne pouvant assumer la tâche.

« Je ne résiste à tout sauf à la tentation », écrivait Oscar Wilde, dont l'ironie maxime pourrait être inscrite au fronton de chaque assemblée.

Les conseils régionaux veulent tout faire et se montrer partout. Et faire savoir ce qu'ils font. Nouer les contacts avec leurs homologues. A l'époque des grands empires, quelle déraison !

Je crains que les politiques, qui affirment si volontiers, que les militaires français sont toujours en retard d'une guerre, n'aient conçu l'organisation de la France comme il est peut-être fallu l'imaginer à la fin du siècle dernier. Je sais qu'on ne reviendra pas sur l'existence des assemblées territoriales régionales. Qu'au moins, s'épargnant la démagogie qui, tant de fois, conduisit les régimes à l'abîme, le nouveau pouvoir définit de façon stricte le champ d'intervention des conseils régionaux.

Contrairement à ce qu'il est dit un peu partout, la loi de 1982 sur la décentralisation n'est nullement limitative.

Elle indique les champs possibles d'action sans interdire aux conseils régionaux de s'en ajouter autant qu'ils le souhaitent.

Tenter de verrouiller ce système ne constitue en rien la panacée, mais ce serait, sans doute, le moyen de limiter les dégâts. Si on ne le fait pas, craignons que, dans dix ans, cette simple mesure, qu'il serait encore possible aujourd'hui d'adopter, ne figure dans le fleuron des grandes occasions perdues.

(*) Député, ancien vice-président, chargé des finances de l'Ile-de-France.

COUPRIEUX SONDAGES

Soupons, faits et sondages

(...) Dans le Monde du 22 mars, en page 2, sous la plume de M. Brohier, je relève la phrase : « Les socialistes, plus novateurs de la tradition républicaine... », au sujet des recours aux ordonnances, ce qui me paraît pour le moins subjectif, et surtout la conclusion, consacrée au projet de découpage électoral : « ... mais peut-être M. Toubon parlait-il sous l'emprise de ce qu'il est convenu d'appeler une promesse électorale ? ». Je vois bien les soupçons, mais où sont les faits ?

Le Monde du 25 mars titre en première page : « Selon un sondage IPSOS... les Français sont hostiles à certains projets de la majorité... » page 13, les commentaires dudit sondage indiquent que certaines réformes annoncées par la nouvelle majorité ne sont pas souhaitées par les Français. Or la question posée était : « Pour chacune des réformes suivantes (...), souhaitez-vous, ou non, que elle soit réalisée en priorité ? ». Les commentaires de votre rédacteur ignorent la présence des mots « en priorité », qui donnent un sens tout autre à la question posée (d'ailleurs mal posée, de ce fait). En effet, les réponses négatives regroupent aussi bien les Français opposés à la réforme que ceux qui, favorables, ne la considèrent pas comme prioritaire. Appuyés sur ce sondage (téléphonique) seulement, le titre et les commentaires sont excessifs.

Dans l'espoir qu'il s'agisse là d'erreurs techniques et non d'une réurgence des travers dont notre journal a souffert dans le passé.

GEORGES WINTER, membre fondateur de la Société des lecteurs du Monde.

Une précision de M. Emile Arrighi de Casanova

Les commentaires publiés dans le Monde du 23 mars sur l'élection du président de l'Assemblée de Corse ayant pu induire mes lecteurs en erreur sur mon attitude, je suis amené à faire la mise au point suivante : je n'ai pas posé ma candidature à la présidence de cette assemblée. Je n'aurais accepté de le faire que si une volonté de dépassement des clivages traditionnels s'était manifestée, afin d'assurer une majorité de gestion, seule susceptible de sortir l'Assemblée de Corse de l'enlèvement et de la paralysie. Cette volonté ne s'étant pas manifestée de manière équilibrée à droite et à gauche, j'ai estimé que ma candidature n'aurait pas de sens. J'ai, dans ces conditions, engagé mon désaccord sur la manière dont l'Assemblée de Corse a été jusqu'ici conduite et pour traduire mes craintes quant aux risques d'impuissance qu'engendrerait l'absence de majorité. J'ai apporté mon suffrage à M. de

Rocca-Serra au troisième tour, en raison de l'intention que m'a fait part de changer de méthodes et d'élargir son assise au-delà de sa majorité relative.

Ceci étant, je jugerai le nouvel exécutif à ses actes.

E. ARRIGHI DE CASANOVA, membre de l'Assemblée de Corse.

Subjonctivité

Touchant la subjonctivité, Pierre Bourgeois (le Monde du 27 mars) se montre en effet très subjectif. Si ce mot indique la dépendance, le subordonné, notamment dans l'action, il peut exprimer non moins le contraire du doute. Le parfait subordonné, en particulier militaire, ne doit connaître aucun doute quant à l'ordre qu'il reçoit ou que son devoir lui dicte.

Quant à M. François Mitterrand, s'il n'écrit pas mieux que Cornélius, ce n'est déjà pas si mal. « Que voulez-vous qu'il fit contre trois ? » : plus qu'un doute.

« Qu'il mourût ! » : pas l'ombre d'un doute. (...)

Mais pouvez-vous douter qu'il en allait (1) ainsi ?

YVES FLORENNE, docteur.

(1) Et non : « qu'il s'en aille... » Même si ce n'est pas l'avis grammatical de Pierre Bourgeois.

Retirez-nous le droit de vote...

Au nom de toutes les femmes conscientes de n'être que des créatures faibles et vulnérables, aux capacités intellectuelles limitées, je tiens à remercier M. Chirac de sa sollicitude à notre égard.

La composition de son gouvernement ne figure qu'une seule femme parmi les ministres, révélée en effet un désir louable de nous éviter tout souci politique.

Je pense que les femmes qui ont voté pour son parti s'en félicitent déjà ; les autres regretteront de ne pas l'avoir fait.

Je me permets maintenant d'engager au nouveau gouvernement une réforme simple et qui renforcerait cette protection dont il semble nous faire bénéficier.

Retirez-nous le droit de vote, Monsieur Chirac. Après tout, on ne nous l'a généreusement accordé que depuis quarante ans ; nous reprendrions facilement l'habitude de ne pas voter.

Je pense que vu sa composition à 94 % masculine, le Parlement ne s'y opposera pas, et vous, mes chères collègues, vous épargneriez ainsi bien des préoccupations forcément dommageables à notre santé.

Vous avez bien commencé, continuez !

FLORENCE PERRONIN, professeur agrégé (Paris).

EUROPE

Le Parti social-démocrate en matière

Le Parti social-démocrate suédois a obtenu, lors des élections législatives du 14 mars, une victoire éclatante. Il est parvenu à la tête du gouvernement, ce qui constitue une véritable révolution politique dans ce pays. Le parti, dirigé par Olof Palme, a remporté 42,5 % des voix, contre 38,5 % pour le parti conservateur de Ulf Kristersson. Cette victoire a permis au Parti social-démocrate de former une coalition avec le parti libéral et le parti chrétien, ce qui a permis à Olof Palme de devenir Premier ministre.

Olof Palme, 57 ans, est un homme d'État expérimenté. Il a été Premier ministre de la Suède de 1969 à 1976, puis de 1982 à 1986. Il est connu pour sa politique de neutralité et de coopération internationale. Sa victoire aux élections de 1986 a été saluée comme une victoire pour la démocratie et la justice sociale en Suède.

Le Parti social-démocrate a également obtenu une victoire aux élections municipales du 14 mars. Il a remporté la majorité dans 100 communes sur 290. Cette victoire a permis au parti de renforcer sa position de force majeure en Suède.

SELON UN RESPONSABLE

La dernière proposition de M. « ne se substitue pas » à la de visite aux États-Unis

M. Chirac a déclaré, lors de sa visite aux États-Unis, que la dernière proposition de loi sur la décentralisation « ne se substitue pas » à la loi de 1982. Cette déclaration a été saluée comme une victoire pour la décentralisation en France.

LES ACCORDS

Le Congrès

Le Congrès de la décentralisation a été organisé à Paris le 27 mars. Il a réuni des représentants de tous les conseils régionaux de France. Le Congrès a permis de discuter des problèmes de décentralisation et de trouver des solutions communes.

Le Congrès a également permis de discuter des problèmes de financement des régions. Les participants ont convenu de travailler ensemble pour trouver des solutions à ces problèmes.

Le Congrès a été une réussite. Il a permis de renforcer la coopération entre les régions et de trouver des solutions communes aux problèmes de décentralisation.

Le Congrès a également permis de discuter des problèmes de formation des élus régionaux. Les participants ont convenu de travailler ensemble pour améliorer la formation des élus.

Le Congrès a été une occasion importante pour les régions de France. Il a permis de discuter des problèmes de décentralisation et de trouver des solutions communes.

Le Congrès a également permis de discuter des problèmes de financement des régions. Les participants ont convenu de travailler ensemble pour trouver des solutions à ces problèmes.

Le Congrès a été une réussite. Il a permis de renforcer la coopération entre les régions et de trouver des solutions communes aux problèmes de décentralisation.

Le Congrès a également permis de discuter des problèmes de formation des élus régionaux. Les participants ont convenu de travailler ensemble pour améliorer la formation des élus.

Le Congrès a été une occasion importante pour les régions de France. Il a permis de discuter des problèmes de décentralisation et de trouver des solutions communes.

étranger

EUROPE

Allemagne fédérale

Le Parti social-démocrate énonce sa doctrine en matière de sécurité

De notre correspondant

Bonn. — Après plusieurs mois de débats internes, et souvent houleux, la commission des affaires de sécurité du Parti social-démocrate ouest-allemand a fini par mettre au point un texte de synthèse réaffirmant la place de la RFA dans l'organisation militaire intégrée de l'OTAN et la nécessité d'une nouvelle stratégie orientée vers une seconde phase de la détente. Après avoir été discuté par le comité directeur du parti, ce texte sera présenté comme motion lors du prochain congrès de Nuremberg, qui doit approuver en août la plate-forme du parti pour les élections législatives de 1987.

L'importance du préambule consacré à l'appartenance de la RFA à l'alliance Atlantique reflète la conviction du candidat social-démocrate à la chancellerie, M. Johannes Rau, qui se serait bien volontiers passé ces derniers mois des polémiques soulevées à ce sujet. Il était allé, en février dernier, donner des assurances sur ce point à Washington, où il avait notamment été reçu par le président Reagan. Pendant son séjour américain, M. Rau n'avait cependant cessé de souligner qu'être fidèle à l'alliance ne signifiait pas forcément un alignement total sur les positions de l'administration américaine en place. Le texte du SPD reprend cette démonstration en insistant sur la nécessité du « consensus » et des « compromis » pour parvenir à « un équilibre entre les intérêts de tous les alliés en matière de sécurité ».

Accusé par le gouvernement du chancelier Helmut Kohl d'anti-américanisme et de tentatives nationalistes, le SPD se pose désormais non pas en briseur d'alliance, mais en partenaire incommode qui entend exprimer des choix différents. Sur certains thèmes, comme le refus de l'initiative stratégique du président Reagan (IDS) ou du déploiement d'armes chimiques de la nouvelle génération en RFA, le SPD peut d'ailleurs faire valoir qu'il n'est pas

soul à s'élever contre les présentations de Washington.

Son plaidoyer en faveur d'une dénucléarisation du théâtre européen et d'un réaménagement de la doctrine d'emploi des forces alliées en Europe dans un sens strictement défensif s'appuie sur la conviction que seuls des gestes de bonne volonté permettront de rompre la logique de la course aux armements. Mais cela risque d'être beaucoup plus controversé. Le flou artistique qui entoure les propositions du SPD en la matière laisserait à un chancelier social-démocrate une marge d'appréciation importante, tout en l'exposant à une sérieuse source de conflit avec sa base.

Pour une réforme de la Bundeswehr

Ces propositions reflètent la résonance que continuent d'avoir au sein de l'appareil les idées développées ces dernières années par le Mouvement de la paix. Dans ce conflit entre les partisans du *status quo* et ceux d'un arrangement avec l'Est, les suggestions faites ces derniers mois par certains responsables du parti en faveur d'un renforcement de la coopération avec la France dans le cadre d'une communauté ouest-européenne de défense n'entrent pas en ligne de compte. Il n'est fait dans la motion qu'une seule vague référence aux intérêts spécifiques des Européens de l'Ouest au sein de l'alliance.

La reprise du dialogue soviéto-américain et les ouvertures dont il a lui-même bénéficié au cours des derniers mois de la part des capitales ouest-européennes confortent le SPD dans sa conviction qu'il est possible d'envisager une « seconde phase de la détente » qui devrait permettre aux pays de l'Est et de l'Ouest de sceller une sorte de « partenariat de sécurité ». Refusant la logique de la confrontation, les sociaux-démocrates estiment qu'aucun pro-

blème ne peut être résolu « aussi longtemps que l'on fonde les programmes d'armement et les analyses stratégiques en présupposant le pire ».

Ils demandent que l'alliance atlantique revienne à sa stratégie en éliminant tout ce qui pourrait avoir un caractère agressif tant dans le type d'armements déployés que dans leur concept d'emploi. Les forces armées de l'alliance atlantique, souligne le texte, « ne doivent en aucun cas être en mesure de mener une attaque en profondeur au-delà de ses frontières ». Dans ce même ordre d'idées, les Occidentaux doivent renoncer à l'emploi en premier des armes atomiques. Le pacte de Varsovie est lui-même prié de renoncer à la structure offensive de ses forces, sans qu'il soit cependant clair dans le texte s'il s'agit d'une précondition ou non pour toute modification de la stratégie de l'alliance elle-même.

Le SPD, estimant inévitable la diminution des effectifs de la Bundeswehr au cours de la prochaine décennie en raison de la courbe démographique allemande, préconise une réforme de l'armée. Il s'agit de développer une défense de l'avant purement territoriale, s'appuyant sur une meilleure formation des réserves et sur un dispositif renforcé de défenses antichars et anti-aériennes. Le SPD s'oppose catégoriquement à l'augmentation de la durée du service militaire à dix-huit mois et au renforcement du corps d'active prévu par l'actuel gouvernement pour maintenir à 595 000 hommes les effectifs en temps de paix. Si cet objectif est considéré comme irréaliste par de nombreux militaires, le scénario imaginé par les stratèges sociaux-démocrates est jugé « angélique » dans les mêmes milieux. Le texte est d'ailleurs sujet à interprétations contradictoires, dans la mesure où le SPD s'oppose en même temps à toute initiative de défense européenne (EVI), qui vise précisément à renforcer la capacité de défense de l'Europe contre des avions ou des missiles adverses.

Sur le plan nucléaire, le SPD réaffirme son refus de la dissuasion, qui ne « saurait garantir à long terme la sécurité ». En attendant, il s'en tient à la position pour ne pas venir à ses deux principaux objectifs immédiats : retrait parallèle des armes à moyenne portée déployées ces dernières années en Europe par les Etats-Unis et l'Union soviétique, et création d'un corridor dénucléarisé au centre de l'Europe. Le SPD appuie, en revanche, la proposition soviétique de moratoire sur l'installation de nouveaux missiles pendant les négociations, ainsi que l'interdiction des essais nucléaires et du développement d'armes antissatellites ou de défense spatiale.

HENRI DE BRESSON.

TRIBUNE INTERNATIONALE

Message sur l'état de la dissidence à l'Est

par PAVEL TIGRID (*)

La dernière pièce de Václav Havel, *Largo desolato*, est jouée au Théâtre La Bruyère (1). L'auteur, dramaturge tchèque dont les œuvres sont aujourd'hui portées à la scène dans le monde entier, n'a pas vu sa première parisienne, de même qu'il n'a assisté à aucune représentation de ses pièces depuis une quinzaine d'années. Car il est aussi dissident, l'un des fondateurs de la Charte 77, mouvement d'initiative civique qui s'est fait connaître par neuf ans d'une activité incessante de défense des droits de l'homme et du citoyen en Tchécoslovaquie. Cet engagement a déjà valu à l'écrivain un séjour de quatre ans et demi en prison. Il est harcelé sans répit par la police politique qui lui propose périodiquement de quitter le pays — sans visa de retour. Mais Václav Havel ne veut pas émigrer.

Le héros de *Largo desolato* est un anthropologue, philosophe, dont les écrits ont eu le meilleur de la censure du régime totalitaire sous lequel il vit. Il s'attend donc à être arrêté, mais en même temps ses proches — intellectuels, « travailleurs », amis — attendent, eux aussi, quelque chose de lui : une action d'éclat, un grand coup qu'ils voudraient d'autant plus retentissant qu'ils sont eux-mêmes insignifiants, égoïstes, lâches.

Une succession d'échecs

Dans les dictatures de type soviétique, la dissidence est en effet une affaire essentiellement personnelle, une décision qui dépend avant tout de la conscience et de la mentalité de chacun. C'est pourquoi les contestataires se recrutent en majeure partie parmi les intellectuels, dans les couches de la société qui sont les plus sensibles à la privation de leurs droits civils. Plus d'une fois, les idées de cette rébellion intellectuelle ont pénétré jusqu'aux masses populaires et donné le branle à des révoltes. Mais la contestation est plus souvent un combat individuel, solitaire, non violent, dont l'issue se laisse prévoir avec une régularité désespérante : l'arrestation, la prison, le camp de travail, l'hôpital psychiatrique, l'exil ou, dans le meilleur des cas, la déchéance des droits civils, sanction de durée indéfinie qui frappe également le téméraire de ceux qui « pensent autrement ». Ces contraintes ont un contre-coup pervers. On peut dire que les enfants des dissidents forment actuellement une nouvelle génération de proscrits, prêts à prendre la relève, mais qui promettent d'exercer parmi leurs contemporains une influence à laquelle leurs pères n'ont jamais pu atteindre.

Il est de fait que, dans tous les régimes dits socialistes, les militants

mis hors de combat, muselés ou exilés, sont remplacés par des hommes nouveaux, non moins révoltés — bien que ce renouveau ait, selon les pays, une envergure, un dynamisme et une cadence variables.

Cela tient un peu du miracle, quand on pense que la première génération des dissidents n'a connu — à l'instar des régimes mêmes qu'elle a voulu mettre en question — que des échecs. Aucune des manifestations de désaccord que nous venons d'évoquer n'a réussi à modifier de façon durable et décisive ni, à plus forte raison, à démolir, la structure du régime en place. Les révoltes populaires ont été écrasées par les chars soviétiques ou la milice locale. La contestation intellectuelle a été réduite au silence ou, du moins, neutralisée par l'omniprésente police politique, par les arrêts draconiens des tribunaux, par les pressions sociales et économiques, ou simplement par l'inégalité du combat.

En Union soviétique, où une dissidence intellectuelle relativement importante était active dans les années 60 et 70, on n'entend plus parler, hormis les quelques milliers de refusés dont l'unique désir est d'émigrer, que d'un seul homme malade — l'académicien Selcharov, — de son épouse dévouée et de leurs rares amis moscovites. Le KGB a embauché ou liquidé tout le reste. Les quelques vaincus dont l'opinion se souvient encore sont échangés — comme récemment Anatoli Chicharenko, il en va de même en RDA — les ouvriers travaillent et ne soupirent pas, les intellectuels contestataires ont émigré, les étudiants ne s'occupent que de leurs études. S'il est vrai que la dissidence polonaise demeure vivace et conserve la symphonie de la presque totalité de la population, il est également incontestable que l'énergie révolutionnaire de la société a été au moins temporairement épuisée par la dissolution de Solidarité. L'opposition en Bulgarie est quasi inexistante. En Roumanie, les contestataires ont été délinquants ou contraints de se réfugier à l'étranger. Les malades qui se font sentir sporadiquement en Yougoslavie se manifestent plutôt par des conflits ethniques que par une revendication de liberté civique. Quant à la Tchécoslovaquie, la Charte 77 y demeure isolée d'une société emportée dans les rouages de l'économie parallèle (le marché noir, le travail au noir). Tableau bien sombre...

Et pourtant ! Le bilan serait incomplet si l'on omettait d'énumérer aussi les facteurs positifs. C'est avant tout le fait que le système néostalinien a définitivement perdu les suffrages et l'appui tant des masses travailleuses que de l'intelligentsia — non seule-

ment dans la partie de l'Europe qui se trouve sous domination communiste, mais aussi dans presque tous les pays du monde. Il n'est plus, pour la jeune génération, qu'un épouvantail ou un objet de rière. Les intellectuels communistes, récemment encore le pilier du stalinisme, peuvent être comptés aujourd'hui sur les doigts d'une main et ne se manifestent d'ailleurs que dans les démocraties occidentales. L'avenir radieux, tant de fois promis, semble avoir été renvoyé sine die. En revanche, on a dévoilé de façon dramatique le passé sanglant du système qui prétendait libérer l'homme de la misère à la fois matérielle et morale.

Noblesse

En bref, chacun sait que le roi est nu et, même si beaucoup sont toujours contraints de marcher au pas sous le bannière du régime, plus personne ne lui fait confiance, chacun le trompe et l'attend que de pouvoir saisir la balle au bond. Les droits de l'homme et du citoyen, déniés à des nations entières, sont désormais à l'ordre du jour de toutes les conférences internationales. Les mérites en reviennent — en grande partie — à ces dissidents aujourd'hui si durement traités.

Un autre fait indéniable, peut-être le plus important, c'est que la dissidence dans les pays du bloc soviétique tient un langage d'une noblesse et d'une hauteur de vues tout à fait exceptionnelles dans notre fin de siècle cynique et matérialiste. Sa voix est à la fois un exemple et un défi.

La dissidence, aujourd'hui tarabotée, demain à l'avant-garde de la révolte, ne veut être ni plainte ni idéologie. Il suffit de ne pas l'oublier, de ne pas minimiser son importance, mais au contraire de la soutenir par tous les moyens disponibles, dans l'arène politique et diplomatique, au niveau culturel, même, bien sûr, que dans le cadre de la plus élémentaire solidarité civique. Tout ce que nous entreprenons dans ce sens sera fait dans notre propre intérêt. Car, comme Václav Havel a écrit dans l'un de ses essais : « La dissidence dans le bloc soviétique subit une expérience spécifique à l'époque moderne, l'expérience de la vie sur le récif le plus avancé du pouvoir déshumanisé. En cette qualité, la dissidence n'est pas seulement la possibilité, mais encore le devoir, de réfléchir sur cette expérience, d'en rendre témoignage et de la communiquer à ceux qui ont la chance de se la voir épargner. »

(*) Journaliste d'origine tchèque.

(1) La critique est parue dans le Monde du 22 février 1986.

SELON UN RESPONSABLE SOVIÉTIQUE

La dernière proposition de M. Gorbatchev « ne se substitue pas » à son projet de visite aux Etats-Unis

Moscou (AFP). — Le rejet par la Maison Blanche de l'offre de M. Gorbatchev de rencontrer rapidement en Europe le président Reagan ne modifie en rien l'attitude de l'URSS concernant la tenue, cette année, d'un sommet soviéto-américain aux Etats-Unis, a indiqué en substance, mardi, M. Gueorgui Kornienko, premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères.

En proposant un tel sommet dans son intervention télévisée du 29 mars, a-t-il dit au cours d'une conférence de presse, M. Gorbatchev n'avait pas l'intention de « le substituer à la rencontre convenue à Genève [en novembre 1985] et qui se présenterait sous la forme d'une visite aux Etats-Unis » du secrétaire général du PCUS.

Le vice-ministre soviétique a affirmé que l'URSS n'avait toujours pas reçu de « réponse officielle » à la dernière offre de M. Gorbatchev, qui portait, a-t-il ajouté, sur « une rencontre spéciale consacrée à un sujet particulier ».

Le responsable soviétique a cependant laissé planer le doute quant aux perspectives d'un sommet à Washington. Pour qu'une telle rencontre puisse avoir lieu, a-t-il déclaré, « nous devons être assurés de son succès et de son caractère constructif. (...) Il ne serait pas opportun de fixer une date avant de voir ce que la rencontre pourra donner ». Tout en affirmant que « n'importe quelle date peut être acceptable », il a confirmé que Soviétiques et Américains n'avaient « actuellement aucun contact en vue de l'organisation » d'un tel sommet.

Interrogé sur la livraison de missiles Stinger américains aux rebelles afghans et à l'UNITA (opposition au régime angolais), M. Kornienko a répondu que Moscou considérait ce geste « de la façon la plus négative ». « Il n'est pas exclu que nous ayons à ce sujet des contacts directs avec les Américains », a-t-il ajouté.

Estimant que les dernières actions des Etats-Unis, notamment à l'égard de la Libye, « ne sont pas conformes à l'esprit de Genève », le responsable soviétique a dit : « Nous avons

les nerfs solides, et on ne nous incitera pas à rompre le dialogue. »

M. Kornienko a, enfin, affirmé que Moscou n'avait pas encore demandé aux Etats-Unis l'agrément à la nomination d'un ambassadeur à Washington pour succéder à M. Anatoli Dobrynine.

LES ACCUSATIONS CONTRE L'ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU

Le Congrès juif mondial va transmettre le dossier Waldheim au président de la République autrichienne

Le Congrès juif mondial a rendu public le mardi 1^{er} avril à New-York de nouveaux documents incriminant l'ancien secrétaire général aux Nations unies, actuellement candidat à l'élection présidentielle en Autriche, M. Kurt Waldheim. Certains de ces documents, signés Kurt Waldheim et portant la mention « secret », mentionnent, selon le Congrès juif mondial, que, contrairement à ce qu'il affirme aujourd'hui, M. Waldheim n'était pas qu'un simple intermédiaire de l'armée allemande, mais « un officier de renseignement de rang assez élevé pour faire main et sol sur rapport au chef de l'état-major d'une unité de l'armée allemande commandée par le général Alexander Locher ». Le général Locher, qui a été pendu en 1947 pour crimes de guerre, était responsable de la déportation à Auschwitz, en 1943, de quarante-trois mille Grecs de Salonique.

Un autre document confirme, selon le CJM, les textes publiés la semaine dernière, qui présentaient M. Kurt Waldheim comme l'un des participants à la campagne brutale menée en 1942 contre les partisans en Yougoslavie. Il s'agit d'un texte découvert dans les archives yougoslaves, qui cite M. Kurt Waldheim parmi les membres de l'état-major du groupe de combat qui avait organisé et exécuté l'opération Kozara au cours de laquelle des milliers de Yougoslaves ont été massacrés ou capturés.

D'autres textes de l'époque portant la signature de M. Waldheim font référence à des opérations de

« nettoyage » en Yougoslavie et en Grèce.

Un autre, enfin, portant toujours la même signature et daté du 6 décembre 1944, est un rapport sur les activités de l'un des chefs des partisans grecs, M. Georges Papanikolaou, père de l'actuel chef du gouvernement grec.

Le Congrès juif mondial a décidé de communiquer l'ensemble des documents dont il dispose à M. Kirschlager, l'actuel président de la République autrichienne, dont M. Kurt Waldheim brigue la succession à l'élection du 4 mai prochain. Le directeur exécutif du CJM, M. Elan Steinberg, a, pour sa part, affirmé que son organisation n'agissait qu'afin d'« établir la vérité » et qu'elle était insensible aux sondages indiquant que M. Waldheim bénéficie de plus d'intentions de vote en Autriche depuis les premières accusations portant sur son passé nazi.

Vingt membres du CJM travaillant actuellement à plein temps sur cette affaire à partir des archives rassemblées à New-York, à l'Imperial College de Londres. Des membres du CJM ont, d'autre part, manifesté mardi devant le siège de l'ONU à New-York pour réclamer l'ouverture des archives de l'organisation. Seuls les gouvernements peuvent, en principe, avoir accès aux documents concernant des individus rassemblés par la Commission des Nations unies sur les crimes de guerre, organisme fondé en 1943 par les Alliés.

Dans un entretien publié mardi à Belgrade par la revue *Novosti*,

M. Waldheim se déclare prêt à se soumettre « à tout instant à une commission d'historiens yougoslaves ». « Je suis innocent, et je n'ai pas de sang sur les mains », affirme l'ancien secrétaire général des Nations unies. Il refuse le témoignage d'un prisonnier de guerre, John Mayer, conservé dans les archives yougoslaves et publié la semaine dernière par la presse de ce pays, témoignage accablant pour lui. Ce témoignage, dit M. Waldheim, « est le fruit de son imagination et destiné à lui sauver la vie ». Il ajoute que Mayer était un être « enclin au mensonge ».

M. Waldheim affirme à nouveau ne pas s'être trouvé en Bosnie lors des massacres de l'opération Kozara, en été 1942, mais au Montenegro, où il assurait les fonctions de traducteur auprès de la division alpine italienne *Fuhrer*.

Il nie catégoriquement avoir été mêlé aux exactions commises par les troupes allemandes lors de leur retraite de Grèce. « Je tiens à dire que j'ai toujours voyagé en avion, de sorte que je n'ai jamais participé à des incendies de villages ni à des mesures de représailles et encore moins à des exécutions. »

Il réaffirme également n'avoir « rien vu des déportations des juifs » et jure n'avoir « jamais vu un seul partisan » pendant la guerre. Il ajoute qu'il s'était rendu compte, en consultant sa documentation personnelle, qu'il ne se trouvait pas en Grèce lors des déportations des juifs de Salonique (nord de la Grèce), mais à Vienne, en permission. — (AFP, Reuters.)

PRIX DES LIBRAIRES

Robert Mallet



ELLYNN

roman

GALLIMARD

rf

كتاب من الاصل

EUROPE

Bulgarie

Le treizième congrès du parti serait largement consacré aux problèmes économiques

Le treizième congrès du PC bulgare s'est ouvert mercredi 2 avril à Sofia sous la présidence de M. Todor Jivkov, secrétaire général d'un parti qu'il dirige depuis pas moins de trente ans, et en présence d'une délégation soviétique ayant à sa tête M. Nikolai Ryjkov, membre du bureau politique et premier ministre. Le congrès, où il devrait être essentiellement question d'efficacité économique et de « révolution scientifique et technique », a été précédé depuis le début de l'année par une série de nominations et de changements d'affectation, tant au gouvernement - qui est doté d'un nouveau premier ministre, M. Atanasov - que dans les instances dirigeantes du parti, où quelques hommes apparemment bien placés pour une éventuelle succession à M. Jivkov ont consolidé leur position en assurant leur présence au bureau politique et au secrétariat du comité central. Dans le même temps, une série de sanctions ont été prises, en particulier dans la capitale, au nom de la lutte contre l'inefficacité, l'incompétence et la corruption.

Les autorités bulgares ont mis le monde dans l'impossibilité de couvrir sur place le déroulement du congrès, en déclarant « indésira-

ble » l'envoyé spécial désigné par notre journal.

A la veille de l'ouverture du congrès, M. Sergueï Antonov, le principal accusé bulgare du procès sur l'attentat contre le pape Jean-Paul II, est arrivé à Sofia par avion spécial. L'acquiescement, par manque de preuves, de M. Antonov tombe à point nommé pour illustrer ce que la presse et les officiels de Sofia présentent comme la découverte des tenants de la « filière bulgare », assimilée dès l'origine à une « machination » de la CIA.

Cependant, une autre affaire, celle de la « bulgarisation » forcée de l'importante minorité turque du pays (le Monde du 2 août 1985), en particulier à partir du mois de décembre 1984, est venue entre-temps compromettre gravement l'image de la Bulgarie dans le monde, et ses relations avec la Turquie voisine. Profitant de l'ouverture du congrès du parti pour attirer une fois de plus l'attention sur cette douloureuse question, l'organisation Amnesty International a publié ce 2 avril un bilan partiel des victimes de la « campagne » établie à partir d'un nombre important de témoignages.

Les victimes de la campagne de « bulgarisation » des Turcs selon Amnesty International

Les noms de plus de cent personnes tuées par les forces de sécurité bulgares au cours de la campagne de « bulgarisation » de la minorité turque sont passés à la connaissance d'Amnesty International. L'organisation affirme aussi connaître l'identité de deux cent cinquante personnes arrêtées parce qu'elles s'opposaient aux mesures d'assimilation forcée destinées, entre autres, à amener les quelque neuf cent mille Bulgares d'origine turque (10 % de la population) à adopter des noms à consonance bulgare.

Un des nombreux témoignages cités par Amnesty décrit l'enfermement du village de Gornik-Livov en Bulgarie du Sud, près de la frontière avec la Grèce, par la police accompagnée de chiens et par des militaires avec des chars. Des officiers se sont rendus dans toutes les maisons pour remettre aux habitants (tous d'origine turque) des cartes d'identité portant de nouveaux noms. Cinq personnes, qui ont refusé de prendre ces cartes, ont été arrêtées.

Le lendemain, les habitants du village, ainsi que d'autres villages des environs, ont manifesté pacifiquement contre la campagne de changement des noms. Les forces de sécurité ont alors réagi en lançant des bombes lacrymogènes et en tirant sur les manifestants. Selon Amnesty, six d'entre eux ont été tués, dont une fillette de deux ans et sa mère, et quarante personnes blessées.

Toujours selon le rapport, certains opposants ont été transférés de force dans d'autres régions. Un homme, arrêté et emprisonné pendant deux

mois en Bulgarie centrale pour avoir refusé sa nouvelle carte d'identité, a trouvé à son retour sa maison vide : toute sa famille avait été transférée ailleurs.

Amnesty International évoque également les efforts déployés par le gouvernement de Sofia pour éliminer la langue turque. Ainsi, toute personne surprise en train de parler turc risque une amende. Des lettres de l'étranger adressées à des membres de l'ethnie turque sous leurs anciens noms ont été renvoyées avec la mention « inconnus ». Des conversations téléphoniques ont été interceptées et les personnes ont reçu l'ordre de ne pas parler turc.

La tradition musulmane de circoncision est officiellement désapprouvée et peut être punie d'une forte amende et de trois mois de prison.

PROCHE-ORIENT

Israël

Combat d'arrière-garde contre l'instauration de l'heure d'été

De notre correspondant

Jérusalem. - Israël se mettra-t-il cette année à l'heure d'été ? L'adoption de cet usage, devenu ailleurs routinier, reste ici matière à controverse. M. Moshe Shahal, ministre de l'énergie - travailliste, - avait prévu de longue date d'instaurer l'heure d'été comme en Europe, de fin mars à fin septembre, mesure qui permettrait à l'Etat juif d'épargner 6 millions de dollars. Mais c'était compter sans l'hostilité tenace du ministre de l'intérieur, le rabbin Itzhak Peretz, à qui revient légalement le dernier mot.

Chef du parti orthodoxe séfarade Shas, M. Peretz étaye son refus sur deux arguments. L'instauration de l'heure d'été, assure-t-il, désacralise le repos sabbatique qui, chaque samedi, s'achève bien avant l'apparition de la première étoile, au mépris de la tradition juive. Nombre de commerçants, en effet, n'attendent pas la tombée de la nuit pour reprendre leurs activités. En outre, ajoute le ministre-rabbin, les juifs pratiquants qui, chaque matin, se ren-

dent à la synagogue avant le travail, ont moins de temps pour prier.

Introduite par les Britanniques, l'heure d'été subsistait pendant les dix premières années de l'indépendance jusqu'au jour où les orthodoxes obtinrent sa suppression. En 1984, M. Yossef Burg - autre ministre de l'intérieur religieux - dut s'abstenir à l'injonction de la Cour suprême et accepter l'heure d'été, à titre d'essai, pendant deux ans. Décidé à remettre en question cette pratique, M. Peretz traîne les pieds avant de nommer une commission d'experts, qui a rendu, mardi 1^{er} avril, un jugement de Salomon : trois voix pour, trois contre. M. Peretz a promis de trancher au plus vite.

Si ce dernier maintient son refus, M. Shahal saisira de l'affaire le prochain conseil des ministres. Il se sait soutenu par la grande majorité des Israéliens. Avec l'heure d'été, les accidents de la route sont moins nombreux, la productivité meilleure et le moral aussi. Plusieurs ministères ont d'ores et déjà décidé d'appliquer le nouvel horaire, en toute hypothèse. L'obstination du rabbin Peretz est d'autant moins légitime que, selon les sondages, les juifs religieux sont, eux aussi, largement favorables aux longues soirées d'été. Signe des temps : le Parti national religieux (PNR) - qui dirige M. Burg - vient de tourner casaque et de se rallier à l'avis du plus grand nombre. Seul, ou presque, contre tous, le rabbin Peretz prolongera-t-il longtemps son combat d'arrière-garde ?

J.-P. LANGELLIER.

M. RABIN PIÉGÉ PAR UN « POISSON D'AVRIL »

Jérusalem. - Pendant quelques heures, mardi 1^{er} avril, Israël s'est interrogé sur le sort de M. Rabin, chef du mouvement libéral chite Ahal, dont la radio nationale répétait, dans ses flashs d'information, qu'il venait d'être blessé lors d'une tentative d'assassinat à Beyrouth. M. Itzhak Rabin, ministre israélien de la défense, « planche » devant une commission de la Knesset lorsqu'il apprend la nouvelle, qu'il annonce aux députés présents. Un peu plus tard, on lui glisse une note l'informant que le prétendu attentat n'était qu'un poisson d'avril. Cette plaisanterie du genre d'adultère avait été concoctée par un soldat furieux des services de renseignement. M. Rabin n'a pas apprécié cette marque d'humour. Son auteur comparaîtra devant la justice militaire pour infraction à la discipline. Rira bien...

J.P. L.

Les négociations égypto-israéliennes sur Tabat. La septième session des négociations égypto-israéliennes sur l'enclave contestée de Tabat, sur le golfe d'Akaba, s'est achevée mardi soir 1^{er} avril au Caire, sans qu'aucun autre rendez-vous ait été pris. Selon le porte-parole de la délégation égyptienne, M. Mahmoud Osman, la date de la prochaine rencontre, qui aura lieu en principe à Hertzliya, près de Tel-Aviv, doit être fixée par voie diplomatique. Contrairement aux six autres, la septième session n'a duré qu'un seul jour et n'a pas permis d'aboutir à un accord sur la composition du comité d'arbitrage qui sera chargé de ce délicat contentieux territorial. - (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

CHILI

Explosions et manifestations à Santiago

Santiago. - Une vingtaine de bombes ont explosé, dans la nuit du 31 mars au lundi 1^{er} avril à Santiago, où des heurts violents entre manifestants de gauche et policiers se sont produits aussi lundi. Quatre personnes ont été blessées par balles. Ces manifestations avaient été organisées pour commémorer l'assassinat l'an dernier de trois dirigeants communistes enlevés, selon l'opposition chilienne, par des membres de la police militaire ou des forces paramilitaires.

D'autre part, la conférence épiscopale chilienne a annoncé mardi que la visite du pape Jean-Paul II commencerait le 2 avril 1987 et durerait cinq jours. Outre la capitale, Santiago, le pape se rendra dans les villes d'Antofagasta, la Serena, San-Felipe et Concepcion dans le sud du pays. - (Reuters, UPI.)

MEXIQUE

Le retour d'un policier haï

Mexico. - L'un des hommes les plus détestés du Mexique, l'un des plus craints aussi, l'ancien chef de la police de la ville de Mexico, Arturo Durazo, dit « le Noir », soixante-huit ans, a été extradité des Etats-Unis, mardi 1^{er} avril, vers son pays. Officiellement, M. Durazo n'est poursuivi que pour « extorsion et détournement d'armes ». Mais sa carrière criminelle dépasse largement ce chef d'accusation. Accusé des agissements les plus horribles, il serait impliqué dans des fraudes en tous genres, le trafic des blancs, le vol, la torture et l'assassinat. Sa réputation a été confirmée par l'un de ses anciens adjoints, José Gonzalez, qui lui a consacré un livre, puis un film. M. Durazo fut le chef de la police de Mexico pendant la présidence de M. Lopez Portillo de 1976 à 1982. En décembre 1982, il avait fui le Mexique. Mais, en juin 1984, il était arrêté à Porto-Rico par la FBI, alors qu'il se rendait du Brésil en Europe. Il était détenu depuis dans une prison de Los Angeles. Son extradition a été décidée par la Cour suprême des Etats-Unis. - (AFP.)

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Attentat à l'explosif à Bangui

Bangui. - Un attentat à l'explosif, qui n'a pas fait de victimes, a détruit, mardi matin 1^{er} avril, à Bangui, une portion de la route qui mène à l'aéroport. Seules deux personnes ont été commotionnées par le souffle de l'explosion due à une charge de forte puissance. Cet attentat survient six jours après l'accident meurtrier d'un Jaguar de l'armée de l'air française qui s'est écrasé sur un quartier populaire de la capitale centrafricaine. Le bilan de cet accident est aujourd'hui de trente-cinq morts, quatre personnes hospitalisées à Paris étant décédées des suites de leurs blessures. Des responsables du gouvernement centrafricain, indique l'AFP, ont affirmé que cet attentat n'a pu être commis « sans une aide venue de l'étranger » et ont mis en cause des « éléments pro-Beyens » qui cherchent « par tous les moyens à déstabiliser le régime du président Kolingba ». A la suite de la manifestation antifranaise qui avait suivi l'accident du Jaguar, une douzaine d'étudiants ont été arrêtés par les services de sécurité. - (AFP, Reuters.)

MOZAMBIQUE

Important remaniement du gouvernement

Maputo. - Le président mozambicain, M. Samora Machel, a quitté Moscou, mardi 1^{er} avril, à l'issue d'une visite de travail de quatre jours. M. Gorbatchev a accepté l'invitation du président Machel de se rendre en visite au Mozambique. Les questions de coopération militaire étaient l'un des points essentiels de la visite du président mozambicain ainsi que celle de la fourniture de pétrole soviétique à Maputo. La veille de son départ, vendredi 28 mars, le président Samora Machel avait procédé à un important remaniement au sein du gouvernement mozambicain, accordant des pouvoirs très étendus à trois de ses proches conseillers, qui deviennent des « super-ministres ». M. Mario Machungo, jusque-là ministre du plan, supervise désormais huit ministères, notamment les finances, le secteur bancaire, le commerce extérieur, les transports, l'industrie et les communications. M. Armando Guebuza, jusque-là ministre sans portefeuille auprès de la présidence, se voit confier l'agriculture, les industries légères et alimentaires, le commerce intérieur et le tourisme. Enfin, M. Jorge Rebelo, secrétaire du FRELIMO (parti unique) chargé de l'idéologie, prend en charge l'éducation, la santé, la justice, l'information et la culture. D'autre part, le bilan de l'accident d'un avion militaire Antonov-26, qui s'est écrasé dimanche 30 mars près de Pemba (le Monde du 2 avril), s'élève à quarante-neuf morts, dont trois Soviétiques membres de l'équipage. - (Reuters, AFP.)

LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS

Les Flacons de la Séduction

Relié pleine toile, 24 x 31 cm, 168 p. 200 reproductions dont plus de 150 en couleurs - 450 F

3, place de l'Odéon - 75006 Paris
Tél. (1) 46 33 18 18

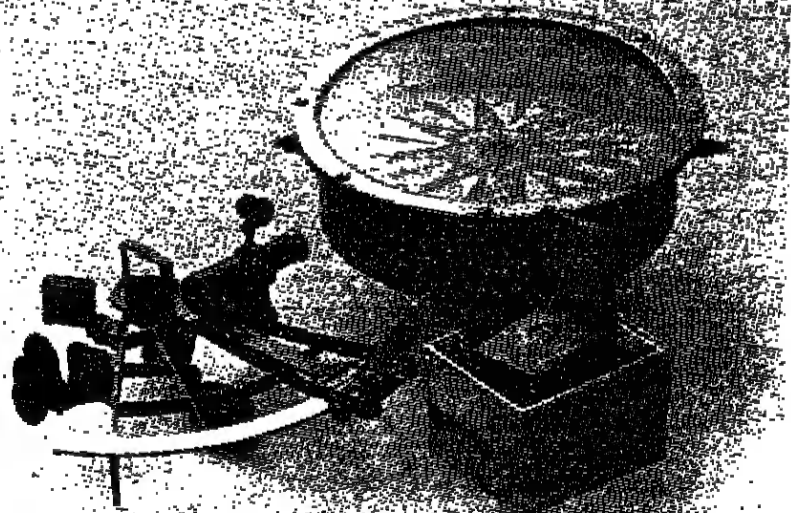
CHECKPOINT

de Paul E. Miller

Pour faire le point en anglais ! Méthode accélérée, guide de vocabulaire et grammaire simplifiée.

110 F

GIBERT, FNAC, HARMATTAN (éditeur) SMITH & SONS.



PARTEZ BIEN ORIENTÉ

Vous partez vivre et travailler à l'étranger ? Pour partir bien orienté, venez d'abord consulter les monographies de l'ACIFE. Réalisées par le Ministère des Relations Extérieures, ces monographies vous informent totalement et concrètement sur plus de 100 pays. Du prix du kilo de pommes de terre aux écoles pour vos enfants, en passant par le droit du travail et la fiscalité, vous saurez tout avant de partir. Vous pouvez commander les monographies de votre choix. Joignez un chèque de 60 F par monographie, établi à l'ordre du Comité d'Entraide aux Français Rapatriés. Pour plus d'informations, appelez l'ACIFE.



Accueil et information des Français à l'étranger

30, rue La Pérouse - 75116 Paris
Tél. (1) 45 02 14 23 - Postes 40, 70 et 90 20

MONOGRAPHIES ACIFE. ALLEZ EN PAIX.

A. TRAS ZEMZEMI

LA GUERRE IRAK-IRAN

PRÉFACE DE ROGER GARAUDY
TRADUIT EN NEUF LANGUES

Cet ouvrage me paraît démontrer parfaitement l'influence que les données nationales et religieuses peuvent avoir sur cette guerre.

J. Chirac

L'auteur apporte sans conteste un éclairage particulièrement intéressant sur le conflit.

J.-M. Daillat

Membre de la Commission de la Défense Nationale

Cette démonstration est intéressante parce qu'elle émane d'un observateur qui n'est ni iranien, ni chéte.

J.-C. Mouvet

La Cité Bruxelles

Albatros 21 rue Cassette 75006 Paris (Tél. : 42 22 77 00)
Distribution Hachette

Bonjour! Bienvenue à bord de notre avion français.



Vous quittez la France. Vous continuez pourtant à fouler le sol français: celui de notre confortable Airbus, construit à Toulouse. Néanmoins, à bord de ses autres appareils, Lufthansa peut aussi

vous rappeler votre pays natal. Comme le confort d'un siège français. Ou la dégustation d'une boisson. De plus, être servi par une hôtesse française n'est pas dû au

hasard. Car si notre image est typiquement allemande en matière de sérieux et de ponctualité, nous n'hésitons pas cependant à penser européen lorsqu'il s'agit du personnel et du service.



Lufthansa

OCÉANIE

La France, mal-aimée du Pacifique

(Suite de la première page.)

D'autant plus que le cap des cent tirs atomiques a, dit-on, été atteint. C'est, en tout cas, l'impression dominante qui se dégage d'un voyage à travers la région, chez les voisins anglo-saxons, mélanésiens, polynésiens. Des gens et des gouvernements pourtant réputés modérés, par nature et par nécessité.

Face à cet état de choses, les réactions françaises, toutes tendances confondues, sont connues. D'abord, soupçon pour ce qui est perçu comme un « complot anglo-saxon » contre l'influence, voire la présence, de la France (2). Ensuite, repli nationaliste sur une politique de grandeur et de puissance : mission culturelle, impératifs de défense. Enfin, abstraction faite de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, Paris affiche un certain dédain pour ces micro-Etats, têtes d'épingles émergentes au sein de l'immensité océanique, dont la population totale ne dépasse pas 5 millions d'habitants (3,5 millions pour la seule Papouasie-Nouvelle-Guinée). Du point de vue du rapport de forces, de la Realpolitik, ceux-là ne font évidemment pas le poids.

« Tuvalu » (qui vient de s'offrir le luxe d'interdire son lagon à la marine française) « Combien de canons ? » Aucuns. « Armée ? » Néant. « Population » ? 8 300 habitants... Il faut une loupe pour localiser les atolls ensablés qui composent ce trébuchon. Alors, au

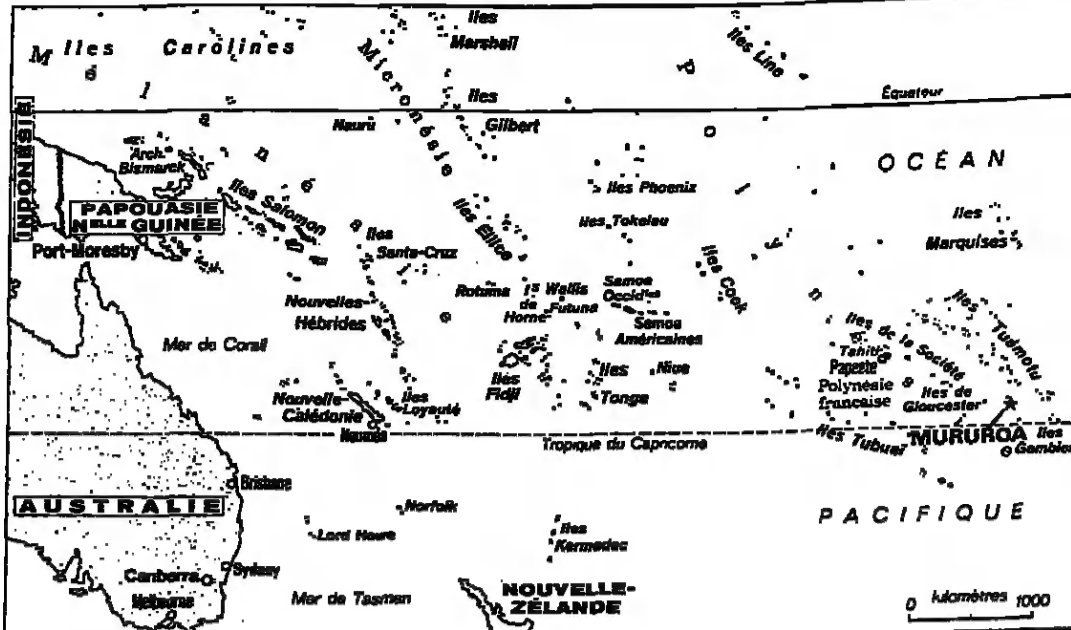
regard de la force de frappe, du rôle et des responsabilités de la France, tout cela est-il sérieux ?

L'habitude aidant, beaucoup seraient tentés de répondre non, d'envoyer une fois de plus la marine montrer les couleurs et puis de faire comme si de rien n'était. Mais la situation se précipite-elle encore auhaussement d'épaules ?

Après tout, Tuvalu a une voix dans le concert des nations. Son vice-premier ministre, l'aimable Henry Nasali, est aussi directeur du S.P.E.C., la communauté économique du Sud-Pacifique qui regroupe treize pays, y compris la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Et puis les raisons de cette nation microscopique sont-elles déraisonnables ? Ses voisins, petits et grands, bruns et blancs, Polynésiens et Mélanésiens, les partagent. Et c'est solidement qu'ils ont décidé, l'été dernier, de transformer leur région en zone d'essai nucléaire, la troisième du genre. Tuvalu, Kiribati, Vanuatu, Niue et autres Nauru, ces archipels aquatiques quasiment inconnus, sont allergiques à l'atome. Sur-tout quand il est français.

Consensus contre Mururoa

Au cœur du débat nucléaire qui agite le Pacifique sud, ou du moins ses élites, on trouve invariablement Mururoa. Sur ce point il y a consensus. Quels que soient par ailleurs les arguments — d'ordre éthique, écologique, stratégique,



que, etc. — avancés avec plus ou moins de passion par les intéressés, l'accord contre les Français est presque parfait. Le reste, nucléaire américain et décolonisation calédonienne, apparaît secondaire, négociable et ne fait pas à ce point l'unanimité. Pour la France, c'est « atom go home », point final. Simpliste ? Mais connaît-on la toile de fond, les jalons de l'obsession, variables selon les cultures, l'environnement, l'histoire ? Les raisons de l'allergie se retrouvent un peu partout.

Sydney, au hasard d'une visite à l'Opéra, cette affiche terrible et fascinante : dans un paysage polynésien, des personnages à la Gauloise rougeoyent sous les feux d'un champignon atomique. Dans la salle à côté, un documentaire récent et rigoureux — déjà primé à l'étranger — « Half Life » (demie-vie), démontre comment les Américains ont délibérément exposé, en 1954, des centaines d'habitants de l'atoll de Rongelap, tout près de celui de Bikini, aux radiations de la première bombe à hydrogène (mille fois Hiroshima). Tristes cobayes, mais pleins d'enseignements et testés régulièrement. A l'époque, Washington affirmait : « pas de danger ».

Sait-on, soit dit en passant, que quelques jours avant d'être coulé le Rainbow Warrior avait transporté des habitants de Rongelap vers une île moins contaminée ?

La croisée de David

Hiroshima (Japon), Bikini (Îles Marshall), Enn, Maralinga et Montebello (Australie), Mururoa. Comment le Pacifique, terrain de prédilection de tant d'explosions nucléaires, ne serait-il pas particulièrement sensible à tout ce qui est atomique ? L'Australie avait prêté, bon gré mal gré — et mal informée — son territoire aux Britanniques pour leurs tests nucléaires en plein air, de 1952 à 1964. Elle demande aujourd'hui réparation. Les générations ont changé, la dépendance à l'égard de Londres aussi. Alimenté d'un côté par une certaine éthique et par la passion écologique, de l'autre par le jeu des puissances et les impératifs de la défense, un débat nucléaire nourri se poursuit.

« Dire aux Australiens, comme l'a fait M. Mitterrand : Vous avez permis aux Britanniques de faire chez vous ce que vous voudriez interdire à la France de faire chez elle, ce n'est pas seulement se tromper d'époque, c'est aussi faire de la provocation. Mururoa est dans le Pacifique sud », remarquait un fonctionnaire australien. Il ajoutait : « Si la présence française dans la région se résume au maintien des tirs nucléaires et des intérêts calédoches, comment s'entend ? » Cela dit, alliance avec Washington oblige, la position de Canberra en matière nucléaire est loin d'être dépourvue d'ambiguïté.

Que dire de la Nouvelle-Zélande, écologiste, morale et pastorale, dont on a tant parlé ? Qu'elle s'est lancée dans l'escalade antinucléaire comme on part en croisade contre une mortelle hérésie. Avec une foi à déplacer sinon les montagnes du moins les puissances. Et pas seulement la France, mais aussi les États-Unis. C'est David (Lange) contre Goliath !

M. Lange, on le sait, a déposé un projet de loi formalisant l'interdiction faite aux navires de la marine américaine à propulsion et/ou armements nucléaires de relâcher dans les ports néo-zélandais. En matière de stratégie, sa logique, régionale, s'oppose à celle qui fait du déploiement

global de l'arsenal nucléaire américain la garantie du bon fonctionnement de la dissuasion et du maintien de la paix mondiale.

« Il faudra faire un geste »

Ce que dit cet avocat un peu pasteur est clair, et, chez lui, populaire : « L'introduction de la dimension nucléaire dans la défense du Pacifique est un élément de déstabilisation (...) dans une région qui n'est pas menacée par les armes atomiques. » Ou encore : « Nous souhaitons une présence française bénéfique et constructive (dans le Pacifique), mais il est un aspect de sa politique qui ne sera jamais accepté, c'est la poursuite des essais nucléaires. »

L'un des conseillers ajoute : « Paris refuse d'aborder les problèmes avec la région. La Nouvelle-Calédonie. Le nucléaire, cela ne nous concerne pas ! Ce sont pourtant deux questions vitales pour le Pacifique sud (...). Le repli français est obsessionnel. Pourtant, il faudra bien faire un geste. Les tirs ne peuvent pas se poursuivre indéfiniment. Leur arrêt est la condition préalable à une vraie insertion de la France dans la région. Mais il faudra choisir : arrêt et participation ou durcissement et escalade. »

Est-on moins véhément du côté de ces îles des mers du Sud, supposées paradisiaques et paresseuses, mais généralement inconnues des Français ? A peine. Là aussi, par exemple, aux îles Fidji, centre politique et culturel de la zone des archipels, la France est dans le collimateur.

R.-P. PARINGAUX.

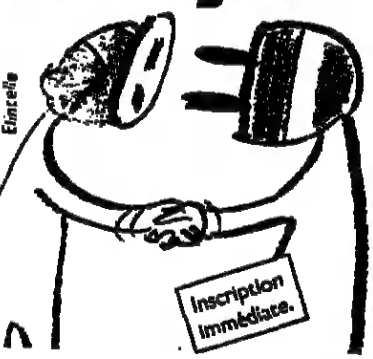
(2) Sur cet aspect du problème, voir le Monde des 26 et 28 février.

Des îles Fidji à Washington, en passant par Honolulu, le Monde poursuivra demain cette enquête sur les réactions à la politique nucléaire française dans le Pacifique sud, et sur les perspectives d'avenir.

MAINTENANT POUR LE PRIX D'UNE CALCULATRICE PAYEZ-VOUS UN HEWLETT-PACKARD.

CHEZ VOTRE DISTRIBUTEUR AGRÉÉ HP. PERFORMANCES A L'APPUI.

Branchez-vous en direct sur l'anglais



Cours trimestriels : 3 ou 4 h de cours par semaine suivant la méthode originale d'ILC, progressive, vivante, accoutumée.
Anglais spécifique : 2 h de cours par semaine, par petits groupes de 10 personnes maximum. Entretien sur les sujets les plus divers : conversation courante ou littérature ou cinéma...
Anglais des affaires : initiation aux chefs linguistiques du Business English.
Renseignez-vous sur nos autres formules : par exemple, si vous êtes pressé, apprenez l'anglais au sprint avec notre formule « semaine bloquée ». Venez nous voir.

L'English Connexion
ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20, passage Dauphine
75006 Paris - Tél. 43.25.41.37

PROFITEZ-EN, POUR LE PRIX D'UNE CALCULATRICE PAYEZ-VOUS UN SAVANT.

CALCULATEURS DE POCHE SCIENTIFIQUES 11C, 15C ET 16C.
CHEZ VOTRE DISTRIBUTEUR AGRÉÉ HP. PERFORMANCES A L'APPUI.

ASIE

Philippines PROPOSITION DE DIALOGUE DES COMMUNISTES

Manille. — Les communistes philippins ont proposé « des discussions préliminaires » avec le gouvernement avant la tenue de négociations sur un cessez-le-feu. Ils ont cependant souligné qu'ils ne déposeraient pas encore les armes, indiquant un document du Front national démocratique (FND) parvenu mardi 1^{er} avril à l'AFP de Manille.

Selon le communiqué, « les discussions établiront les bases des entretiens formels et permettront de désigner les négociateurs et de fixer le lieu de la rencontre ». Le FND, qui regroupe le Parti communiste philippin (P.C.P.), sa branche armée, la Nouvelle Armée du peuple (NAP) et diverses organisations (religieuses, de jeunes, de paysans, d'ouvriers et de professionnels) est « toujours ouvert au dialogue » et prêt à donner à la nouvelle présidence, Corason Aquino, « du temps pour tenir ses promesses », ajoute le communiqué.

M^{re} Aquino a appelé les quelque seize mille membres de la NAP à déposer les armes et à l'aider à reconstruire le pays.

D'autre part, M^{re} Aquino a mis à la retraite mardi trente-neuf officiers supérieurs qui avaient servi sous le régime de M. Marcos. Une douzaine d'autres conservent leurs fonctions. — (AFP, UPI.)

Corée du Sud

Prochaine visite du président Chon Doo Hwan en France. — Le président sud-coréen et M^{re} Chon Doo Hwan effectueront une visite officielle en France du 14 au 16 avril, à l'invitation du président François Mitterrand. L'annonce, mardi 1^{er} avril, à l'Elysée. On indique, d'autre part, à Matignon que M. Jacques Chirac rencontrera le président sud-coréen à trois reprises pendant son séjour. Le prédécesseur de M. Chirac, M. Laurent Fabius, s'était rendu en visite officielle en Corée du Sud en avril 1983.

POUR 20 FRANCS, OFFREZ-VOUS UN CABINET CONSEIL.

Magazine conseil

Conseil en équipement

Conseil en réussite

Conseil en gestion

Aujourd'hui, dirigeant d'entreprise, vous avez besoin d'un magazine conseil. Tertiel, c'est la nouvelle formule du conseil. Disponible tous les jours, 24 h sur 24 et à vos côtés dans tous vos déplacements. Pour 20 francs d'abonnement par mois, le magazine Tertiel est des idées, des solutions, des profits pour l'entreprise.

En vente chez votre marchand de journaux.
TERTIEL. LE MAGAZINE CONSEIL DES DIRIGEANTS.

Les tent

Les tentes de la région de la Nouvelle-Calédonie, qui sont des tentes de type traditionnel, sont utilisées pour la construction de maisons, de bureaux, de magasins, etc. Elles sont faites de bambou et de toile, et sont très résistantes. Elles sont utilisées par les habitants de la région, qui les utilisent pour leur logement, pour leur travail, etc. Elles sont très utiles, car elles sont faciles à monter et à démonter, et elles sont très résistantes. Elles sont utilisées par les habitants de la région, qui les utilisent pour leur logement, pour leur travail, etc. Elles sont très utiles, car elles sont faciles à monter et à démonter, et elles sont très résistantes.

PROFITEZ-EN, POUR LE PRIX D'UNE CALCULATRICE PAYEZ-VOUS UN CERTAIN.
ORDINATEURS DE POCHES 411C ET 412C
CHEZ VOTRE DISTRIBUTEUR AGRÉÉ HP. PERFORMANCES A L'APPUI.

AFRIQUE

Les tentations de reconquête du président tchadien

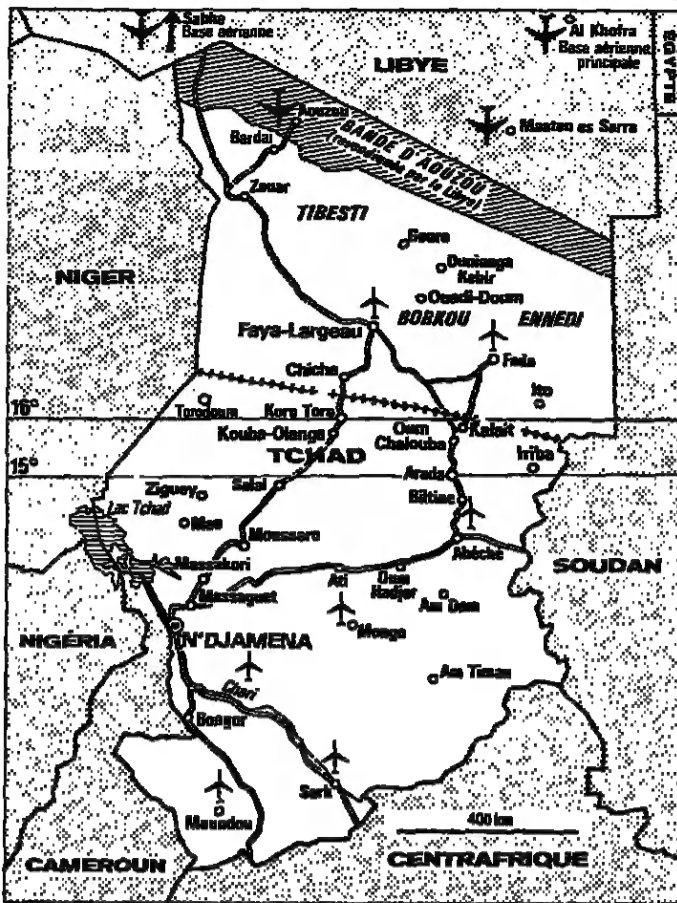
Le président tchadien, M. Hissène Habré, va-t-il changer de stratégie dans le conflit qui l'oppose aux forces du GUNT de M. Goukouni Oueddei soutenues par la Libye ? La nouvelle majorité politique en France poursuivra-t-elle l'action menée au Tchad par les socialistes ? S'agissant de la première question, les circonstances dans lesquelles se sont déroulés les derniers affrontements inclinent à penser qu'une évolution s'est produite à N'Djamena. On connaît la thèse défendue par les autorités tchadiennes : le 17 mars, les FANT (Forces armées nationales tchadiennes) ont été « agressés » par l'ennemi, qui a lancé une offensive sur Koro-Toro, base avancée des troupes gouvernementales située un peu au-dessus du 16° parallèle et à environ 50 kilomètres de Kouba-Olanga. Celles-ci se seraient bornées à repousser l'offensive, puis, au nom du « droit de poursuite », à anéantir la base du GUNT de Chicha.

Or la réalité est bien différente. Lors des premiers combats, du 10 au 14 février dernier, les FANT ont dû effectivement repousser une offensive du GUNT - dont elles avaient été prévenues quelque temps auparavant, ce qui a contribué à leur victoire. Le 8 février, les FANT avaient évacué leur garnison de Kouba-Olanga, ne laissant sur place qu'une compagnie administrative, et s'étaient regroupées à Koro-Toro et à Bir-Soudan. Le 10, vers minuit, elles ont coupé la retraite des troupes du GUNT qui venaient d'attaquer Kouba-Olanga. Le choix de dégarner cette base s'explique aussi par le fait que cette localité est « stratégiquement indéfendable » en raison de la configuration du terrain : les dunes empêchent une bonne visibilité. Au cours de leur contre-offensive, les forces gouvernementales ont découvert des plans qui leur ont permis de surprendre les forces adverses à Ziguéy.

Lors de la deuxième offensive du GUNT, le 5 mars, à Kalait et à Oum-Chalouba, les troupes gouvernementales étaient également averties de l'imminence d'une attaque. La veille, à N'Djamena, une source de haut niveau nous prévenait du déclenchement d'une nouvelle offensive, à 13 h 15. Celle-ci s'est en fait produite le lendemain, à 13 heures. Or, l'avant-veille, le 3 mars, des renforts importants - en hommes et en matériels - ont quitté la capitale pour « monter » au nord.

Le 17 mars, enfin, les choses se sont passées plus simplement. Le président tchadien avait fait part depuis quelque temps aux autorités françaises de son intention de lancer une offensive sur Chicha, et avait demandé de bénéficier d'une couverture aérienne de la chose française. La réponse avait été négative. Paris ne voulant pas s'engager dans une opération de guerre très au-dessus du seizième parallèle qui risquait d'entraîner une confrontation avec l'aviation libyenne, et ce, peu avant les élections législatives. Or, M. Habré savait que, d'une part, Chicha était à sa portée et, d'autre part, qu'il lui fallait calmer ses propres troupes, exaspérées de devoir se contenter de repousser les offensives ennemies, sans jamais pouvoir gagner du terrain. Il décida donc « d'y aller » sans prévenir le commandement français de l'opération « Epervier », dont le chef est le colonel Pissocchet. Au moins six cents hommes, encadrés par de nombreux chefs militaires et commandés par le « com-chef » Hassane Djamous, se lancèrent donc à l'attaque de Chicha.

Un certain vent de panique régna alors chez les militaires français, avertis de cette attaque par leurs propres réseaux de renseignements, mais au dernier moment. Quo fallait-il faire ? Faire décoller les Jaguar et les Mirage pour ordonner main-forte aux FANT ? Le risque était réel, d'autant que l'on sur bien vite, par l'interception de messages radio, que l'aviation libyenne se préparait à décoller pour défendre Chicha. Les télégrammes se succédaient entre Paris et N'Djamena, et



les forces aériennes basées dans la capitale tchadienne furent mises en état d'alerte maximum. Le commandement français d'« Epervier » pechait pour une intervention, mais Paris - c'était le lendemain du scrutin législatif - choisit d'attendre la suite des événements. En fait, tout se passa bien. Fort opportunément, un épais vent de sable se leva dans le nord du pays, empêchant les avions libyens de décoller, et permettant aux FANT de faire retraite après avoir détruit la base de Chicha.

Ces combats du 17 mars soulèvent bien des questions. D'abord, force est de constater que le président tchadien a, cette fois-ci, pris le risque de remonter très au-dessus du seizième parallèle, et que cette action militaire a été déclenchée au lendemain de la défaite électorale du gouvernement socialiste. Ce faisant, il a probablement voulu montrer qu'il pouvait se passer du « parapluie » militaire français, en regagnant - seul - par étapes ou par coups de main successifs une partie du nord de son territoire occupé par la Libye. Mais la démonstration est très relative : M. Hissène Habré n'a pas les moyens de reconquérir durablement les seuls objectifs qui comptent vraiment - les villes de Faya-Largeau et de Fada. De plus, il sait que Paris ne l'aurait pas laissé essayer une défaite de grande ampleur.

Pour la France, en revanche, cette démonstration comporte, pour l'avenir, des aspects inquiétants. Si le président tchadien persiste à vouloir remonter vers le nord, il peut entraîner Paris dans une escalade militaire aux conséquences imprévisibles.

M. Hissène Habré est cependant confronté à un problème nouveau. Même s'il affirme être persuadé que le changement de pouvoir en France ne modifiera pas l'attitude de Paris dans le conflit tchadien, il ne peut guère avoir de certitude. Tout porte à croire en effet que les « affaires africaines » vont à Paris, se compliquer. Jusque-là, les décisions étaient prises, pour l'essentiel, à l'Elysée. M. Guy Penne, conseiller de M. Mitterrand pour les affaires africaines et malgaches, occupant une position centrale, la rue Monsieur (siège du ministère de la coopération) et le ministère de la défense devaient seulement faire appliquer les décisions politiques prises au plus haut niveau.

Aujourd'hui, même si l'Elysée entend conserver un rôle prépondérant, s'agissant notamment du Tchad, les centres de décisions se sont multipliés. A Matignon

riquement intérieures, des Etats. Bien que l'on ait tendance à exagérer son importance, M. Foccart dispose dans tout le continent noir d'un réseau d'amitiés et d'influences qui, quoique vieillissant, est en train d'être réactivé.

Rue Monsieur, le ministère de la coopération, M. Michel Aurillac, bénéficiaire des conseils officieux de M. Maurice Robert, ancien ambassadeur de France à Libreville, ancien officier à la direction du renseignement du SDECE (Service de documentation et de contre-espionnage) et actuel vice-président du Club 89 (cercle de réflexion politique proche de M. Chirac), dont M. Aurillac est le fondateur et le président. M. Robert est, de notoriété publique, l'un des fidèles de M. Foccart.

Quatre « cellules africaines »

Le fait d'avoir nommé au ministère de plein exercice à la coopération montre bien que M. Chirac entend conférer une liberté de manœuvre à ce ministère par rapport à l'Elysée. Cette presque autonomie ne plaît pas à tout le monde au Quai d'Orsay, qui se voit déposséder d'une partie des prérogatives de tutelle sur ce ministère.

Bref, il y a aujourd'hui quatre « cellules » africaines : l'Elysée, Matignon, la coopération et le Quai d'Orsay. Cette dispersion ne serait rien si, concernant le Tchad notamment, une perception commune de ce conflit et du rôle « historique » du président Habré prévalait, ce qui ne semble pas être le cas. Au-delà des affirmations de M. Pierre Messmer, pour qui le Tchad n'est, en tant que pays, qu'une « fiction » (1), il apparaît que, dans l'esprit des « africanistes » qui entourent M. Chirac, voire dans celui du premier ministre lui-même, on se fait une piètre idée de M. Habré, qui demeure « l'assassin du commandant Galopin », négociateur français dans l'affaire de l'enlèvement de Françoise Claus-

tre, assassiné par les rebelles touaregs en avril 1975. Cette vision est sans doute entretenue par le fait que le propre frère du commandant Pierre Galopin, M. René Galopin, qui réside à Eyguarande, en Corrèze (département de M. Chirac), est proche du premier ministre. Il s'occupe d'ailleurs, localement, d'une association de gestion dépendant de la fondation Claude-Pompidou, à laquelle M. Chirac est très attaché.

La continuité ne va donc pas forcément prévaloir dans l'appréciation par Paris du conflit tchadien. Au mieux, un laps de temps va être nécessaire pour convaincre les nouveaux responsables français que M. Habré est le seul à pouvoir s'imposer dans son pays déchiré par la guerre. Au pis, Paris va peut-être être tenté de rechercher d'autres alliances, de relancer l'idée d'un « troisième homme ». Dans les deux cas, les arbitrages de compétences entre les différentes « cellules »

parisiennes seront délicats ou conflictuels.

Devant ces incertitudes, le président tchadien peut choisir de jouer son propre jeu. Sur le plan diplomatique, l'échec de la conférence de Brazzaville, le 28 mars, qui devait permettre une rencontre avec M. Goukouni Oueddei, montre les limites des possibilités de négociation avec les protégés du colonel Kadhaïf. Aussi, tout en poursuivant une politique consistant à se rallier une à une les personnalités du GUNT, M. Hissène Habré va probablement poursuivre une tactique de harcèlement militaire, quitte à appeler au secours la chasse française si les événements tournent à son désavantage.

LAURENT ZECCHINI.
(1) Dans une interview à Paris-Match, publiée le 21 juillet 1983, M. Pierre Messmer indiquait que le Tchad « n'existe pas », ajoutant : « C'est une fiction destinée aux diplomates. Il y a au moins deux ou trois Tchad » (Le Monde du 22 juillet 1983).

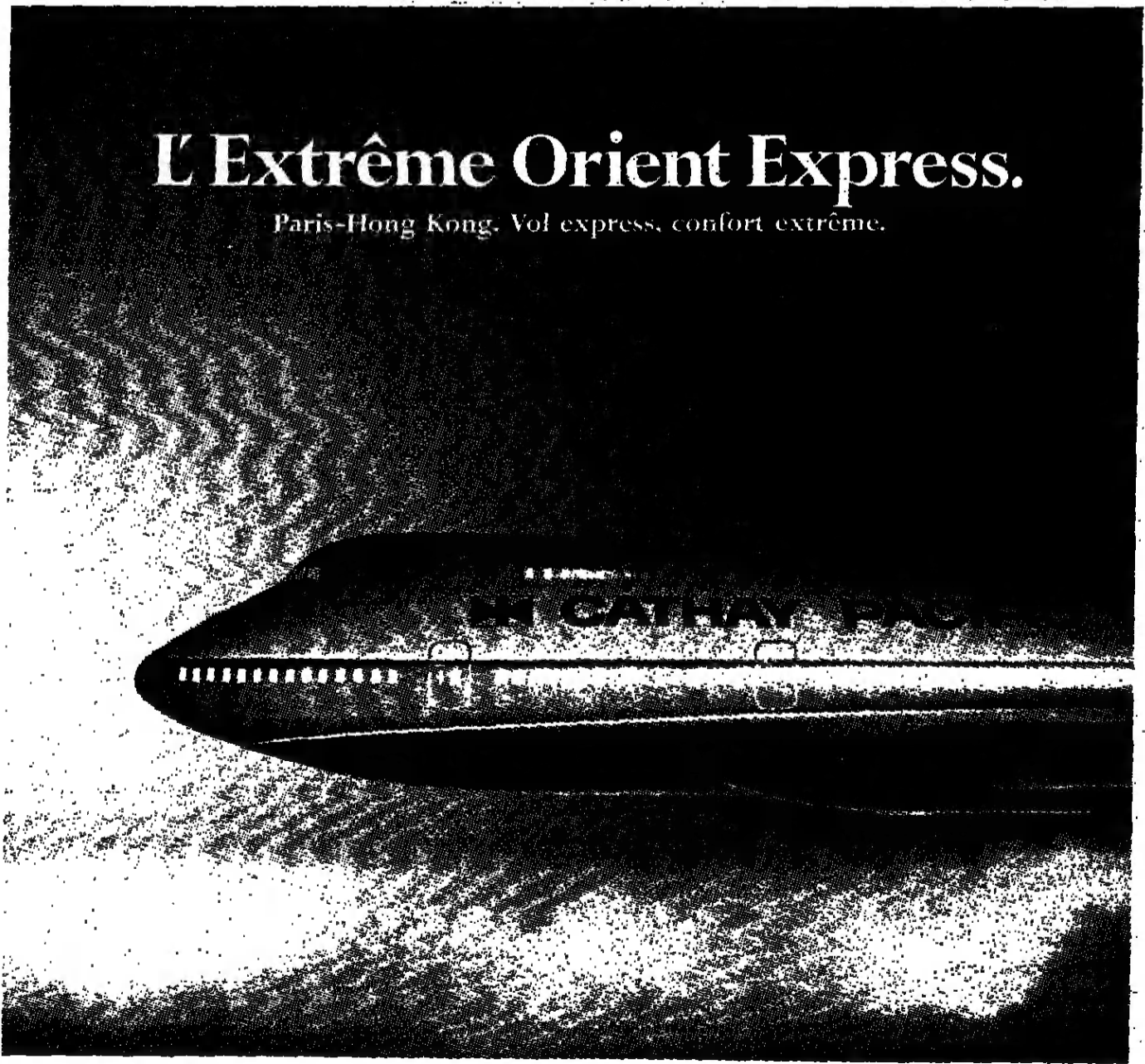
PROFITEZ-EN, POUR LE PRIX D'UNE CALCULATRICE. PAYEZ-VOUS UN BANQUIER.

CALCULATEUR DE POCHE FINANCIER 12C.

HEWLETT PACKARD

CHEZ VOTRE DISTRIBUTEUR AGRÉÉ HP. PERFORMANCES A L'APPEL.

Batavia - Bangkok - Bombay - Brisbane - Brunei - Dhahran - Djakarta - Doha - Freetown - Frankfurt - Hong Kong - Kuala Lumpur - London - Manila - Melbourne - Nagoya - Osaka - Paris - Pékin - Peking - Perth - Rome - San Francisco - Seoul - Shanghai - Singapore - Sydney - Taipei - Tokyo - Vancouver



L'Extrême Orient Express.

Paris-Hong Kong. Vol express, confort extrême.

Volez de Paris à Hong Kong en temps express. Depuis le 2 avril, la Cathay Pacific assure une nouvelle liaison directe avec une seule escale à Rome. Départs : mercredi et dimanche à 11 heures à partir d'Orly Sud. Sur la Cathay Pacific, confort extrême, courtoisie et cuisine raffinée sont toujours au rendez-vous ; pour que vous arriviez au vôtre en pleine forme - Cathay Pacific Airways : 42.27.05

Arrive in better shape

CATHAY PACIFIC
The Swire Group

PROFITEZ-EN, POUR LE PRIX D'UNE CALCULATRICE. PAYEZ-VOUS UN CERVEAU.

ORDINATEURS DE POCHE 41CX ET 41CV.

HEWLETT PACKARD

CHEZ VOTRE DISTRIBUTEUR AGRÉÉ HP. PERFORMANCES A L'APPEL.

Service 1150

politique

L'OUVERTURE DE LA HUITIÈME LÉGISLATURE DE LA V^e RÉPUBLIQUE

Le partage des postes entre le RPR et l'UDF domine le début des travaux

Tractations, requêtes sans espoir, suppliques mélodramatiques, promesses de Gascous, assurances de soutiens en tous genres... en ces premiers jours de rentrée parlementaire, le Palais-Bourbon bruisse de mille rumeurs, de coups de téléphone discrets, de rencontres de couloirs où le hasard fait bien les choses. Il y a tant de postes à pourvoir, tant d'ambitions à satisfaire, tant de comptes d'apothicaire à respecter entre les partis, les tendances et sous-tendances qu'il faut toute la rouerie des vieux routiers de l'Assemblée pour tenter de s'y retrouver.

Pour le « perchoir », l'affaire est entendue. Malgré les candidatures de M. André Labarrère, pour les socialistes, de M. Guy Ducloux, pour les communistes, et probablement de M. Yann Piat, nouvelle étoile du Var, pour le Front national, M. Jacques Chaban-Delmas retrouvera une place qu'il a déjà souvent occupée. La seule question est de savoir à quel tour de scrutin. Si, comme l'espère M. Charles Pasqua, tous les députés devenus ministres (27) peuvent être remplacés dans l'hémicycle dès la première séance de la nouvelle législature, le candidat du RPR et de l'UDF dispose théoriquement de la majorité absolue des voix lui permettant d'être élu dès le premier tour de scrutin. Mais, à l'UDF, quelques regards pincés, ou barrières ont l'intention de se lever de l'impérialisme chiraquien. Il suffirait qu'ils soient six à s'abstenir pour que le maire de Bordeaux ne recueille pas la majorité absolue et doit attendre un deuxième tour, voire un troisième tour pour remplacer au fauteuil présidentiel le doyen d'âge, M. Edouard Frérot Dupont.

Le discours du doyen, celui du message du président de la République occuperont la première journée de travail des députés. Au moins en séance publique, car en coulisses, les transactions continueront pour la répartition des autres postes du bureau, qui seront pourvus par élection le vendredi 4 avril, et des présidences de commissions qui, elles, seront officiellement élues le mardi 5 avril.

Le déjeuner des « patrons » de la majorité gouvernementale à l'hôtel Matignon, le mardi 1^{er} avril, n'a pas été de trop pour figurer le partage

entre le RPR et l'UDF. Finalement, il a été décidé que les chiraquiens auraient une vice-présidence de l'Assemblée (M. Claude Labbé), un questeur (M. Roger Corréze) et trois secrétaires du bureau; les baristes auraient deux vice-présidences (normalement MM. Philippe Mesure et Charles Millon), un questeur (M. Francis Geng); et trois secrétaires. Cela donnerait à l'UDF et au RPR une légère majorité au bureau (12 postes sur 22). M. Pierre Joxe, le nouveau président du groupe socialiste, leur reconnaît ce droit. La majorité lui propose trois vice-présidences (MM. André Billard, Claude Evin et Jean-Pierre Michel), un questeur (M. Christian Lauris-sergues) et deux secrétaires.

Une razzia

Tout cela ne laisserait que deux secrétaires au PC et autant au Front national. Il n'est guère vraisemblable que M. Jean-Marie Le Pen se contente de si peu. Après la première réunion de son groupe mardi après-midi - où il a été élu à la présidence - il s'est refusé à toute déclaration. Mais son entourage laisse clairement entendre que son comportement dépendrait de l'attitude de la majorité gouvernementale. Or une neutralité bienveillante de l'extrême droite serait bien utile au RPR et à l'UDF dans les commissions, où ceux-ci ne disposeraient pas de la majorité absolue. M. Chirac est cependant d'avis que la majorité doit se contenter de ses propres troupes.

Les communistes ont déjà fait connaître leur position. A la réunion des présidents de groupe, le jeudi 3 avril, ils refuseront, contrairement à la tradition, tout consensus sur la composition du bureau de l'Assemblée pour ne pas avoir à cautionner l'entrée dans celui-ci des amis de M. Le Pen. Vendredi, les députés devront donc se prononcer à bulletins secrets. Là, tout est possible. D'autant que le RPR a fait clairement savoir que, si les socialistes n'acceptaient pas la proposition qui leur est faite, la majorité pourrait se montrer plus gourmande. Légèrement elle pourrait, comme le dit M. Jacques Godfrain (RPR, Aveyron), se livrer à une « mini-razzia » voire à une « razzia complète » sur les postes du bureau.

Au déjeuner de l'hôtel Matignon, il a été convenu de ne laisser aucune présidence ni même de vice-présidence de commission aux socialistes, malgré leur demande. Pour compenser sa présence au perchoir, le RPR n'en aurait que deux : la défense pour M. François Fillon, et les lois, pour laquelle sont en compétition M. Jean Foyer et M. Jacques Toubon. Même chose pour le poste de rapporteur général du budget, que briguent MM. Robert-André Vivien et Michel Barnier.

L'UDF aurait bien voulu avoir ce poste, pour M. Edmond Alphandéry

L'élection de M. Chaban-Delmas

« COMME UN MODÈLE »

Dans le premier tome de ses *Mémoires d'espoir (le Renouveau 1958-1962)*, le général de Gaulle écrivait à propos de M. Jacques Chaban-Delmas, alors président de l'Assemblée nationale : « J'apprécie fort l'intelligence des choses et la bonne grâce à l'égard des gens qui le désignent comme un modèle pour conduire les travaux de la Chambre, soit du haut de son fauteuil, soit en maniant les hommes, les groupes et les commissions. Venu tout jeune et d'un bon air, premier rang de l'action dans la Résistance, il y est resté dans la politique sans que les années aient terni son ardeur, ni son allure. Mais s'il paraît ouvert aux contacts, délectable quant aux idées, flexible dans les procédés, Chaban-Delmas s'est, depuis 1940, résolu à me suivre et attaché à la cause du salut et du renouveau national. Tant que je dirige ce combat, je constate que son adresse va de pair avec son mérite sans estomper sa rectitude. »

(barriste), mais cela n'a pas été possible. M. Michel d'Ornano ayant obtenu pour lui-même la présidence de la commission des finances. M. Jean Lecanuet aurait, lui, celle des affaires étrangères. M. Jacques Barrot celle des affaires sociales. Quant à la commission de la production, sa présidence pourrait revenir à M. Jacques Dominati. Une façon comme une autre de conforter la position du leader parisien de l'UDF, ou qu'il souhaite le maire de Paris lui-même, et qui l'a incité à demander au RPR d'être généreux.

Th. B.

Les « baristes » n'étant pas particulièrement gâtés, M. Jean-Claude Gaudin leur a proposé les deux vice-présidences de l'Assemblée. En revanche, ils n'ont pu obtenir la questure, celle-ci, pour des raisons d'équilibre, devant revenir à un CDS (le candidat barriste était membre du PR). Tout cela devait entraîner quelques éclats de voix à la réunion du groupe UDF, mercredi matin.

CONTROVERSE SUR LES PERMANENCES ÉLECTORALES A PARIS

Invocant le fait que « le scrutin de liste départemental suppose tout lien direct entre les députés et la base géographique des arrondissements », M. Jacques Chirac a décidé de retirer aux parlementaires parisiens qui ne sont pas conseillers municipaux les permanences qui étaient mises à leur disposition dans les mairies d'arrondissements. Il leur offre un local unique au centre de la capitale, dans le 4^e arrondissement.

M. Louis Mounier, député socialiste, qui fut conseiller du 13^e arrondissement de 1971 à 1981, s'élève contre cette mesure et annonce qu'il « entend continuer à recevoir ses mandants du 13^e à la mairie, le lundi soir, comme il le fait depuis quinze ans ».

RECTIFICATIF. — Une erreur a rendu difficile, dans nos éditions datées du mercredi 2 avril, la lecture des tableaux qui accompagnaient l'article de Henri Rey et Françoise Subleau intitulé « Le PS, parti atypique-tout ? ». Dans les tableaux 2 (Les raisons de l'adhésion) et 3 (Le libéralisme culturel), les chiffres de la colonne « diplômes inférieurs ou égaux au baccalauréat » auraient dû figurer dans la colonne « diplômes supérieurs » et vice versa.

Le difficile remplacement des ministres

A situation juridique nouvelle, établissement d'une nouvelle jurisprudence. La modification du système électoral permet une nouvelle procédure dans le remplacement des députés devenus ministres. Mais les juristes du ministère de l'Intérieur et ceux du Palais-Bourbon ne sont pas tout à fait d'accord sur ce qu'il convient de faire.

Dans l'ancien système, les députés entrant au gouvernement ne pouvaient être remplacés par leurs suppléants qu'au bout d'un mois. Une démission ne leur était pas possible, car elle aurait entraîné une élection partielle. C'est ce qui explique le retard mis, en 1967, à la composition du gouvernement et à l'engagement de sa responsabilité devant l'Assemblée nationale.

Depuis l'instauration de la proportionnelle, la démission d'un député entraîne immédiatement son remplacement par le suivant de sa liste. Pour permettre la mise en place rapide de l'équipe ministérielle sans compliquer la tâche de la nouvelle majorité au Palais-Bourbon, il avait été prévu de faire démissionner, avant l'élection du président de l'Assemblée, les vingt-sept députés devenus ministres afin de permettre à leurs successeurs de participer immédiatement à tous les scrutins.

Seule difficulté, l'article 6 du règlement de l'Assemblée interdit à un député de démissionner, si son élection est contestée, avant que le Conseil constitutionnel ne se soit prononcé. Dix ministres étaient dans ce cas : MM. Chirac (Corrèze), Georges Chavannes (Charente), Alain Madelin et Pierre Méhaignerie (Ile-et-Vilaine), Alain Carignon (Isère), André Rossini (Meurthe-et-Moselle), Adrien Zeller (Bas-Rhin), Robert Pandraud et Didier Bariani (Seine-Saint-Denis), ainsi

que M. Lucette Michaux-Chevry (Guadeloupe). Problème particulier pour M. Gaston Flosse (Polynésie française) contre l'élection duquel un recours peut être déposé jusqu'au 2 avril à minuit.

Le Conseil constitutionnel a commencé dès le mardi 1^{er} avril à examiner les contestations électorales dont il a été saisi : au total, vingt-cinq contestations concernant vingt-cinq députés. L'ordonnance qui régit son fonctionnement lui permet de trancher sans instruction les cas les plus simples, il a, dès ce premier jour, rejeté dix requêtes, dont celles portant sur la Charente et la Corrèze, jugées irrecevables, et celles concernant l'Ile-et-Vilaine et le Bas-Rhin.

Restent donc contestées les élections de MM. Carignon, Rossini, Pandraud, Bariani, de M. Michaux-Chevry, plus éventuellement celle de M. Flosse. L'application stricte du règlement de l'Assemblée aurait donc privé la majorité gouvernementale de six voix.

La solution Pasqua

Fort de l'absence de toute tradition et constatant que les dispositions induites par le nouveau mode de scrutin s'articulaient mal avec les règles précédemment appliquées, M. Charles Pasqua a proposé sa propre solution. Remarquant que le ministre de l'Intérieur n'a pu à connaître des contestations électorales et que l'article LO 179 du code électoral lui impose de communiquer « sans délai » à l'Assemblée nationale le nom des personnes proclamées élues, il a transmis au Palais-Bourbon le nom des 577 élus. Puis, le 1^{er} avril, il a averti les services de

l'Assemblée de vingt-neuf modifications à sa première liste : vingt-sept concernant le remplacement des ministres, plus MM. Dominique Baudis (UDF, Haute-Garonne) et Olivier d'Ormesson (FN, Val-de-Marne), qui ont aussi laissé leur place à leur suivant de liste.

Cette procédure soulève de nombreuses questions. D'après le règlement de l'Assemblée, les démissions de députés ne peuvent être adressées qu'au président de celle-ci; or la présidence d'âge n'entre en fonction que le 2 avril. Mais le ministre de l'Intérieur voulait aller vite pour que le dossier soit bouclé avant l'ouverture de la session de l'Assemblée, moment à partir duquel son règlement ne peut qu'être appliqué, même si certaines de ses dispositions ne paraissent plus en concordance avec la nouvelle législation.

Les membres du gouvernement ont effectivement adressé leur lettre de démission à la présidence de l'Assemblée. Les services de celle-ci ont, sur sa demande, transmis ces lettres au ministre de l'Intérieur, pour faciliter les opérations du 2 avril : à leurs yeux, ces démissions pouvaient prendre effet qu'à l'ouverture officielle de la session. Sans attendre, M. Pasqua en a pris acte et a notifié, en retour, au Palais-Bourbon les noms des suivants de liste proclamés élus.

Finalement, plus personne ne savait, mercredi matin, où l'on en était. L'autorité de l'Assemblée, et de ses services, sur son propre fonctionnement a été malmenée. Certes, M. Pierre Joxe a déclaré, mercredi matin, n'y voir qu'une affaire de « procédure subalterne », mais le bureau d'âge pourrait être amené à examiner cette question.

MICHEL KAJMAN et THIERRY BRÉHER.

L'UDF souhaite que le gouvernement prenne son temps pour la réforme électorale

M. Jacques Chirac, qui n'avait pas boudé les plaisirs de la guérilla parlementaire contre MM. Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre de 1977 à 1981, se venge, aujourd'hui, au rôle de pacificateur qu'imposent l'élection de la majorité à l'Assemblée nationale, et la diversité des tendances et des affinités, qui s'y est épanouie à la faveur de cinq années d'éloignement du pouvoir.

Autant et peut-être plus qu'à la cohabitation avec un président de la République socialiste, le premier ministre consacre ses soins à assurer l'harmonie entre le RPR et l'UDF et l'équilibre entre les différentes composantes de la seconde. Après y avoir inégalement réussi lors de la formation de son gouvernement, il tente d'éviter que la répartition des responsabilités parlementaires n'entraîne des vexations et ne crée des rancoeurs.

L'installation de la nouvelle Assemblée est, après celle de l'équipe ministérielle, un test décisif, pour le présent et pour l'avenir, de la cohésion de la majorité et de sa stabilité face au couple formé par le chef de l'Etat et un fort groupe socialiste et face à la pression du Front national. Aussi la deuxième réunion des responsables de la majorité autour de M. Chirac, le 1^{er} avril, au cours d'un déjeuner à l'hôtel Matignon, a-t-elle été presque entièrement occupée par la rentrée parlementaire. Le premier ministre, présent, mardi matin, à la réunion du bureau du groupe RPR, a prévu d'assister à la première séance de la nouvelle législature, mercredi, à l'Assemblée nationale, et, aussitôt après, nouvelle marque d'attention envers le Sénat, à la séance de rentrée du Palais du Luxembourg.

Un simple avis

La représentation de l'UDF comprenait aussi le président du groupe de l'Assemblée nationale, M. Jean-Claude Gaudin, et le ministre des relations avec le Parlement, M. André Rossini, président du Parti radical. Du côté du RPR, outre MM. Chirac, Edouard Balladur et Charles Pasqua, MM. Pierre Messmer, président du groupe, Jacques Toubon, secrétaire général du mouvement, et Roger Romani, chargé des relations avec le Parle-

ment à l'hôtel Matignon (mais aussi président du groupe du Sénat), étaient présents.

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, qui prépare à la fois des ordonnances économiques et un « collectif » budgétaire, a exposé ses projets aux participants. On est passé, ensuite, des priorités économiques aux priorités politiques, avec, d'abord, la mise en place des instances parlementaires, pour laquelle, s'agissant des commissions, une alliance éventuelle avec le Front national a été très officiellement écartée.

Tout devrait donc être en place pour que, le 9 avril, le premier ministre puisse faire à l'Assemblée nationale la déclaration de politique générale, sur laquelle il engagera la responsabilité de son gouvernement, et déposer les projets de loi l'habilitant à légiférer par ordonnances. L'un de ces projets portera sur le rétablissement du scrutin majoritaire. La méthode suivie pour cette réforme a été précisée par M. Chirac, le premier ministre soulignant que la commission formée de magistrats, dont il avait annoncé la création, sera chargée d'examiner le découpage des circonscriptions effectué par le ministre de l'Intérieur et d'exprimer - publiquement, il est vrai - un avis « a posteriori » sur ce travail.

M. Chirac a assuré que l'UDF sera associée au découpage, mais les formes de cette concertation n'ont pas été arrêtées. Elle nécessitera, affirme-t-on, un dialogue attentif avec les élus. On semble considérer, à l'UDF, qu'il convient surtout de prendre son temps. Aux alliés du RPR, il reste à convaincre MM. Chirac et Pasqua que rien ne presse.

PATRICK JARREAU.

Le général de Gaulle champion du « message »

La « message au Parlement », prévu à l'article 18 de la Constitution (1), est de pratique courante mais irrégulière. Tous les présidents de la V^e République l'ont utilisé à l'occasion de leur prise de fonctions : le général de Gaulle le 15 janvier 1959, Georges Pompidou le 25 juin 1969, M. Valéry Giscard d'Estaing le 30 mai 1974 et M. François Mitterrand le 8 juillet 1981.

Aucun de ces quatre messages n'a laissé un souvenir impérissable. Le général de Gaulle avait utilisé une formulation sylvestre afin de donner un peu de saveur à une analyse rétrospective : « Si, comme je la crois [le Parlement] ne laisse pas les arbres des intérêts particuliers, des surenchères partisans, des excitations locales, lui cacher la forêt de l'unité française, alors l'avenir, un grand avenir, est assuré à notre nouvelle République, et par elle à la nation. » Georges Pompidou avait rendu hommage au général de Gaulle, qui venait de se retirer sur ses terres après son échec au référendum de 1969, et avait cité Paul Valéry : « Si l'Etat est fort, il nous écrase, s'il est faible, nous périssons. »

M. Valéry Giscard d'Estaing avait fait référence - ce qui fut très remarqué - à Léon Blum mais pas, contrairement à M. Mitterrand, à l'Assemblée du Front populaire de 1936. MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand s'étaient l'un et l'autre drôles en chahutant du « changement » mais sur des registres évidemment différents. Le premier avait dit sa volonté de rendre l'alternance possible en annonçant sa décision d'informer les dirigeants de l'opposition sur « les éléments qui déterminent certaines grandes décisions nationales, notamment extérieures ». Ce fut, sept années plus tard, un succès complet.

M. Mitterrand, en 1981, avait déclaré : « J'ai la conviction que la France (...) vaincra le chômage

et l'inflation si les Françaises et les Français se sentent droitement associés à l'action que nous entreprenons. » La succès fut plus mitigé.

Les présidents, à l'exception de M. Giscard d'Estaing en 1978, ont également utilisé la procédure du « message » afin de saluer les Assemblées nationales nouvellement élues : le général de Gaulle en 1952 (mais pas en 1967 ni en 1968); Georges Pompidou en 1973 et M. Mitterrand en 1986. Georges Pompidou avait choisi cette occasion, le 3 avril 1973, pour annoncer son projet - qu'il n'a pu mener à terme - de réduction à cinq ans de la durée du mandat présidentiel.

Le général de Gaulle et Georges Pompidou ont aussi adressé des « messages » au Parlement en de grandes occasions de la vie du pays : 23 avril 1961 afin d'annoncer l'utilisation de l'article 16 de la Constitution pour faire face à « la rébellion de certains états et éléments militaires provoquée en Algérie, par complot contre l'Etat »; 20 mars 1962 sur les accords d'Evian pour la paix en Algérie; 2 octobre 1962 sur le référendum du 28 octobre (élection du président de la République au suffrage universel); 5 avril 1972 (Georges Pompidou) à propos du référendum sur l'élargissement de la Communauté économique européenne.

Au total, cette procédure a été utilisée à onze reprises depuis 1959 : cinq fois par le général de Gaulle, trois par Georges Pompidou, une par M. Giscard d'Estaing et deux par M. Mitterrand.

(1) L'article 18 de la Constitution est le suivant : « Le président de la République communique avec les deux Assemblées du Parlement par des messages qu'il fait lire et qui ne donnent lieu à aucun débat. Hors session le Parlement est réuni spécialement à cet effet. »

Aux Editions STH
6, av. Léon-Henry, 75016 Paris. Tél. : 46 27 10 15

LES LIBERTÉS PUBLIQUES EN FRANCE ET DANS LE MONDE

par JEAN-PAUL COSTA
maître des requêtes au Conseil d'Etat

Prix public 95 F 272 pages.

L'objet de ce livre est d'analyser à partir du Droit le renouvellement profond de la problématique des libertés publiques.

Chacun de nous est concerné par ce sujet vital au sens propre du terme.

• M. Pierre Sergent : « l'aiguillon ». — M. Pierre Sergent, ancien chef de l'OAS en métropole, transfuge du CNIP, élu député du Front national dans les Pyrénées-Orientales, a comparé, mardi 1^{er} avril, au micro d'Europe 1, la nouvelle majorité parlementaire à « un attelage de deux bœufs tenus par la joug du programme commun de la droite » et se dirigeant « sous la houlette de M. Chirac », vers « une social-démocratie ». « Ces deux bœufs portent à gauche, a-t-il dit, et l'aiguillon, qui est fait pour plier les fesses et remonter vers la droite l'attelage en question, c'est nous. »

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

A la recherche

Le monde de la publicité évolue. Le différentiel de plus en plus. Les banques ou les restaurants, elles n'ont pas le même service ni la même nous a semblé utile pour les ann pour ceux qui ne nous connaissent très bien de préciser notre philosophie. La perfection n'existe pas en pub ne peut que l'approcher au plus p approche constante de la perfection appelons l'excellence. Pour nous, en quelques points principaux.

1- Créer des campagnes qui du Une image de marque, ça se cons du talent mais aussi avec de la persé du temps. Pas en faisant des "coups res" qui sont souvent dangereux et Nos campagnes durent plusieurs an qu'elles reposent sur des concepts qu nent fortement les produits et en défi les marques vedettes. Nos annonces doublement. Leurs marques s'implant ment et ils réalisent souvent une importante sur les traits techniques 23,4, comme ce fut le cas pour les Marie Brizard, "33" Export, Camel, et

2- Faire du sur-mesure à partir des Chez nous, c'est le produit qui e la vedette de la campagne. La pub nous créons ne comporte rien de gratu nous utilisons l'humour, le compar suggestif, c'est toujours au bénéfice que ou du produit.

Nous avons 5

Monde
S LIVRE



Pour recevoir la brochure qui contient la totalité de notre production, adressez simplement votre carte de visite à l'Agence Homsy Delafosse et Associés S.A. 216 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris ou bien téléphonez à Pierre Homsy, au (1) 45 44 38 67.

Homsy Delafosse & Associés S.A.

En lui faisant les yeux, M. Chirac n'a pas eu le plus immédiatement qualifié, mais il a, du même coup, fait raser les querelles passées. M. Chirac lui a emboîté le pas en jetant son dévolu sur les candidats qui, pour certains, ont été M. Peyre-

Ces thèmes très récurrents dans les discours de Chandon figurent en outre dans le programme du RPR au chapitre « Une politique pour la sécurité » (le thème du 9-10 février), programme auquel M. Chandon s'est souvent rallié au cours de sa carrière législative. Mais le thème du programme fait au contraire au ministre une ligne de démarcation avec ses collègues. Il ne faut pas s'écarter, dit-il, ni juger par les dossiers qu'il a demandés à ses collaborateurs d'étudier de près.

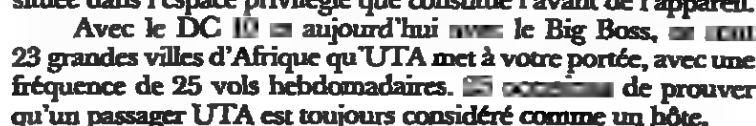
Il faut aussi s'entendre à un retour rapide aux contrôles d'identité préventifs, sans précaution, sans mesure, dans les procédures de l'immigration. Le ministre répond au souci exprimé, dans de la récente par-

Le meilleur de lui-même, M. Chandon pourrait le donner dans le domaine de la gestion. « La justice est une entreprise en fait », dit-il. « C'est la justice d'intermédiaires : chaînes de jugement ininterrompues, grappes... la machine judiciaire... Les entreprises, M. Chandon connaît. Et il a l'habitude d'avoir le bon ordre, à son arrivée à la tête d'Elf, à une règle non écrite mais inviolable : la hiérarchie de l'entreprise une fois posée, il ne se déplace plus, il ne va ni où on le veut ni où on combat au ministère de l'équipement, à où les directeurs départementaux... (sont) dépositaires de leur poste, c'est-à-dire de leur responsabilité. C'est un accord ». Les castes, l'institution judiciaire en cause ; de l'immovibilité absolue (pas celle qui garantit l'indépendance) aussi. M. Chandon y mettra son bon ordre.

Ancien aspirant, il avait déserté de l'armée algérienne en janvier 1982 en emportant des armes. Avec deux complices il avait commis quelques jours plus tard, un hold-up à main armée au Musée national d'Alger, dérochant trois toiles d'art.

JEAN-LOUIS THIS

L'idée de ce projet de loi est née à la suite d'une opération de police en 1989 contre un bar pour homosexuels, le Stonewall, qui avait provoqué des émeutes. Des lois similaires ont été déjà adoptées dans cinquante autres villes et douze comtés, ainsi que dans l'Etat du Wisconsin.



UTA

NOS PASSAGERS SONT NOS HÔTES.

Le PSG sur deux tableaux

DOUBLE TOYOTA AU SAFARI-RALLY **L'Afrique achète japonais**

La protection des spectateurs

(110 km/h environ dans la ville) ; élargir la plus grande voie ; élargir les parcsours chronométrés ; les grandes agglomérations ; prévoir, si possible, sur les circuits rallye, un parcours chronométré qui pourrait être réalisé et qui permettrait un nombre élevé de participants. Mais, dans ce cas, les organisateurs devront impérativement protéger la foule en créant des zones spéciales surveillées, séparées de la route par des cordons, des barrières et si possible des véhicules.

SCIENCES

La grogne des astronautes

MORT DU GÉOLOGUE LOUIS GLANGEAÜD

NATIONS GOLF CHAMPIONSHIP

THE DUNHILL CUP

1986 EUROPEAN FINAL



GOLF CLUB DE NIMES CAMPAGNE
3-5 APRIL 1986

Les épreuves débuteront à 11.00 h. le 3 avril et à 12.00 h. les 4 et 5 avril.



PAROLES DE PÉPÈTE

qu'il faut ne qu'on le vende
proprement. Un numéro bien
vendu est toujours extraordi-
naire.

ALL INFORMATION CONTAINED
HEREIN IS UNCLASSIFIED
DATE 07-18-2009 BY 60322 UCBAW

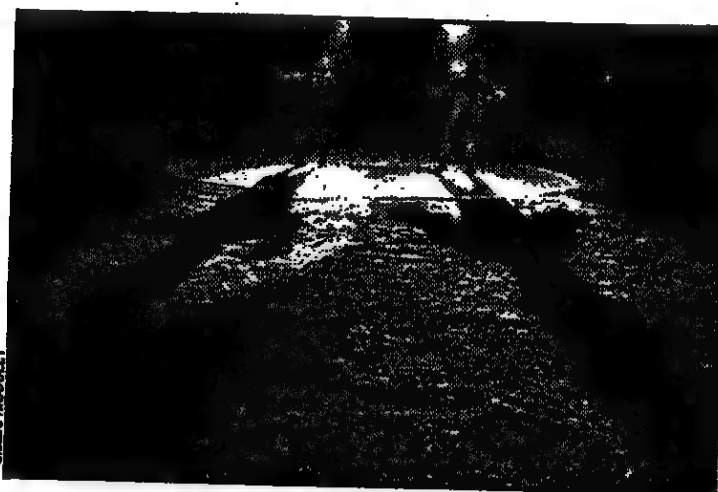
Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le cirque Pauwels

LES CLOWNS NE SONT PAS TRISTES

Le cirque Pauwels s'est installé au Jardin d'acclimatation et y présente jusqu'au 31 mai Robin des Bois et les Saltimbanques. Saltimbanques, trapézistes, clowns, montreurs d'ours, depuis près d'un siècle, la famille Pauwels court les routes.



Personne en 1998 — mais c'était déjà vrai au début du siècle — ne connaît exactement le nombre de cirques qui se produisent en France. Une vingtaine ont une carte de visite : Cirque national (subventionné par le ministère de la culture), cirque Alexandre Bouglione, Amar, Plédo, cirque de Paris, cirque Pauwels, Annie Fratellini, Zivattini, Arlette Grès, Le Puits aux images, etc. Les autres — 50 ? 100 ? — sont tout à la fois éphémères (ils durent une saison ou deux) et immortels : ils renouellent sans cesse de leur œuvre éternelle et de leur nostalgie chameau qui ne sait rien faire sauf montrer ses bosses mises aux enfants des écoles. Les chiffres de l'ASPEC (Association pour le soutien, la promotion et l'enseignement du cirque) disent qu'il y a, depuis peu, net retour au cirque, augmentation des recettes. Le moribond se redresse et réclame à manger. Pierre Joffroy choisit de ne pas parler d'un cirque mais d'une « famille » parmi les autres, actuellement campée au Jardin d'acclimatation : les Pauwels père et fils, bruns et petits-enfants, aînés et cadets, français et étrangers, chrétiens ou autres, une famille-chapeau sur qui l'histoire, entre autres blâmes, a lâché ses foudres, mais ses clartés.

Un clown raconte : « Donc, pas cris. Je salue de la roulotte, déjà maguilla en auguste pour mon numéro, je vois Emilien Bouglione hors de lui : « Yte, vite, Marquis, prends ton fusil, un tigre s'est sauvé ! » Je rentre, décroche l'outil, un Remington à pompe, pénètre avec dans l'écure, le tigre file devant nous. Il y en avait sept ou huit dans cette tournée-là à Orlans en 79-80. Une femme de la troupe, la propriétaire des bêtes, me voit avec le fusil, hurle : « Non, non, ne le tuez pas ! » Mais les autres, les employés, grimpés au haut des mâts, y allaient aussi de la guéule : « Vay-y, tigre ! » Ils avaient peur à juste raison que le tigre se mette à manger du public (trois mille personnes), c'était bien possible, il avait déjà dévoré un cheval, un chameau, un zèbre, il avait en train de mâcher un autre chameau pendant que son dompteur tacheté de la clouer avec sa fourche. J'hésitais, je suis un clown, moi, pas un tueur de bêtes. Mais descendez-le donc, « enculé ! », hurlaient ceux d'en haut des cocotiers. Finalement, le dompteur m'a fait un signe résigné, s'est un peu dévot, j'ai tiré au droit du cœur, à trois ou quatre mètres. Alors la femme que j'ai dit, la propriétaire du tigre, a pris une barre de fer et, par derrière, de toutes ses forces, elle m'a tapé sur la tête. Je suis

tombé à genoux. Azimond. Pour une entrée comique, hein ?... Ma seule consolation, c'est que, par la suite, d'entendre Nana, la femme de Sampton Bouglione, me dire gentiment : « Pleure, pleure, Marquis, qu'il faut le faire, ne regrette rien ! » Mais l'envie de pleurer, je l'avais. Et quand j'y pense, je l'ai toujours. »

Phlaouff. Le vent soulève les retombées de la grande tente bleue et blanc, fait basculer par à-coups les tonnes d'eau qui creusent la toile. En escalade prolongée au Jardin d'acclimatation, les roulettes du cirque Pauwels se serrent frileusement les flancs. Dans leur sabot, les ours tristes de Vladimir dégringolent des gouttes de pitance en jetant d'obliques regards sur leur liberté à rayures d'acier. Une odeur d'huile s'échappe des caravanes. Presque pas de bruit, sinon le claquement mouillé du barman et la longue friture des bourrins d'Alvarez (fils d'écuyer militaire) qui comptent la paille chaude, mélancoliquement.

Par un carreau, on voit Aurika Cornée, la trapéziste (famille Augustin, Bucarest), repasser son maillot pendant que l'homme, assis dans son coin-salon, repasse aussi quelque chose, son français. Le carreau odorant ne raconte pas l'histoire des Cornée mais tout le monde la connaît : elle était acrobate, il était acteur, Hamlet ou Lear, au gré des brises transylvaniennes ; ça s'aima, ces deux-là, et s'était séparé : la politique n'y était pour rien, seulement l'emploi du temps ; il fallait nécessairement que l'un adoptât le métier de l'autre ; comme il était moins difficile d'aller du théâtre au cirque que l'inverse, c'est lui qui fit le sacrifice de la vocation. Devenu équilibriste et porteur d'Aurika, Rado Cornée prétend, en lisant ses moustaches, qu'il ne pense plus au théâtre et que, de toute façon, Shakespeare l'aurait approuvé : porter tout les jours son amour sur les cervicales, dites, ce n'est pas mieux que de regretter sans fin son absence ?

Quelque part un emplumé coquerique. Sur le gazon trempé, deux êtres seuls se tiennent immobiles : Baby le caoutchouc (famille Cohen) dans sa guérite-billetterie et, sur son tertre, le Cedrus Libani, cent soixante-dix ans (famille des pinacées d'Asie mineure).

Jean-Luc Fosse, vingt-six ans (famille de la DASS), préposé à la technique : « Quand je suis sorti de l'assistance avec mon CAP de menuisier, j'ai été huit ans garçon de piste chez Joseph Bouglione. Maintenant je suis

chez les Pauwels. Pépète, c'est un tout grand : un Fratellini ! un Grock ! un Pipo ! un Dario ! un Rhum ! Il m'a donné mon dolman à brandebourgs, et je couche dans sa caravane, bien que j'aie des problèmes. »

Vous l'avez tous connu, Pépète Pépète. L'auguste au pied menu. Pas bête pas bête. Le clown jamais cocu. Qui guette et jette. Qui lui botte le... Vay-y répète.

En clowns dans son petit fauteuil ouvragé et à l'aube de ses soixante-dix ans, Alfred Pauwels, dit Pépète, tire sur ses bretelles, les fait claque. Les clowns ont toujours des bretelles. Pour tenir invraisemblables grimpaux, mais seulement : les clowns attestent, en même temps que la pérennité du cirque, la vérité (fût-elle élastique) des histoires « racontées » le soir au Clown bar, rue Amélie, par les vieux serviteurs des courants d'air quand ils ont longtemps dévoté la planche à force de chutes, de claque et de coups de pied au cul (dans les 30 000 pour Pépète en soixante ans de scène).

Descendant d'innombrables familles de cirque — du belhaine Martin, qui connaissait Balzac, aux Bussac, Sosman, Cohen et Pauwels de Belgique et des Pays-Bas — Pépète est un homme court, ventru, rond de bonille et à la diction souvent houleuse. Il tente ça et là de s'arracher de la glotte un mot qui s'y trouve trop bien et qu'il s'agit d'expulser dans les plus brefs délais :

« A la guerre de 39, j'étais soldat... eh bien... phontie. Tonino, le frère de Zavatta, prétend que c'est à cause de ça qu'on l'a... eh bien... perdu : les ordres arrivaient trop... eh bien... tard, vous voyez ? »

Pépète : le cirque est son monde et le monde est son cirque. Il n'y a jamais pris que les chemins permis à ses ténants démesurés : Riga 1929, Helsingfors en 30, Oslo en 31, Moscou, Moudon, Rio, Berlin, New-York, Londres. Les guides les plus détaillés n'apprennent toujours rien à Pépète sur ces belles métropoles ; il qu'elles sont composées d'un grand chapiteau, d'une piste en sciure, d'un orchestre qui bombarde l'entrée des gladiateurs, et de ces innombrables trésors vivants, plus vivants que palais et cathédrales : les braves calebasses humaines noyées d'extase quand se balancent à la coupole les beautés du trapèze, surpailletées d'or par les désirs d'en bas (O Nelly ! Marieanne !) ou qu'offusquent au ras du sable, avec pelle et petit balai, une bande d'enfants trouvés, en

brandebourgs, brillant derrière la queue levée des lâcheurs crotin.

On dit les clowns tristes. Pépète n'a jamais eu besoin de l'être, la vie s'en est chargée. Elle ne fut de sa naissance à sa jeunesse que faite, faite, faite — et guerre. Le deuxième surtout : les partenaires disparaissaient dans des trappes, parents et alliés clowns non dans le brouillard vers l'Est, vers une ville-étape encore peu connue par les avant-courriers des cirques. Auschwitz où il y avait d'ailleurs, disaient les rumeurs, un bon orchestre, des chiens dressés, un public... »

A la maison, nous n'avons pas de maison, nous n'avons plus. A la maison, nous n'avons jamais pas. A la maison, nous n'avons jamais plus. (Entrée comique, Footit et Chocolat, 1905.)

1942. Planqué à Corbèze, Pépète, auguste entier mais semi-aryen, fait du charbon de bois pour subsister. La faim, tout bêtement (quarante ans après, Baby, son épouse, continue d'endosser la hantise : « Mon frigo est plein ! craquer, le placard aussi. J'achète à manger pour vingt, de

peur de ne pas avoir assez pour deux. C'est idiot, hein ? »).

Il n'y a pas que Pépète et Baby en Corbèze ; pères et mères les ont rejoints, et sœurs et cousins. En ces temps de délation, c'est contraire à toute prudence mais c'est conforme aux dernières volontés de la grand-mère, celle qui tirait à la bricole la péniche du cirque, naguère, sur les chemins de halage des Flaniers. « Restez toujours les uns avec les autres. Tout ce que la famille restera une, tout ira bien, ne vous séparez jamais. »

Les muscles se tendent, les os craquent. Un artiste, se s'entre-tient : il y aura encore des cirques.

PIERRE JOFFROY.

LE GLOSSAIRE DU MÉTIER

- Barnum : tente annexe du cirque.
- Bourrée : salle pleine.
- Caoutchouc : artiste contortionniste, diabolique.
- Flip-Flap : saut de singe avant ou arrière.
- Gardine : rideau entre la piste et les coulisses.
- Sabot : petite cage en bois avec une face en grille ouvragée (transport des animaux).
- Mishio : expression d'admiration pour un travail (le contraire : akramak).
- Verdine : roulotte à cheval.

PAROLES DE PÉPÈTE

1) La vocation : « Pourquoi j'ai voulu montrer un numéro de singe alors que j'arrive à vivre, et à faire vivre, avec un peu de rouge sur le nez ? »

2) La création : « On peut moderniser les numéros mais pas un numéro d'homme. Le clown existe depuis Adam (c'en était un d'ailleurs, un auguste si vous voulez savoir), et, depuis lui, on a fait toutes les entrées possibles. Le comique, c'est en plus. »

3) La perfection : « Tous les numéros que j'ai vus dans ma vie étaient les plus extraordinaires. Au cirque, il y a toujours plus fort, mais ce n'est pas ça qui compte. »

« C'est qu'on fasse bien ce qu'on fait et qu'on le vende proprement. Un numéro bien vendu est toujours extraordinaire. »

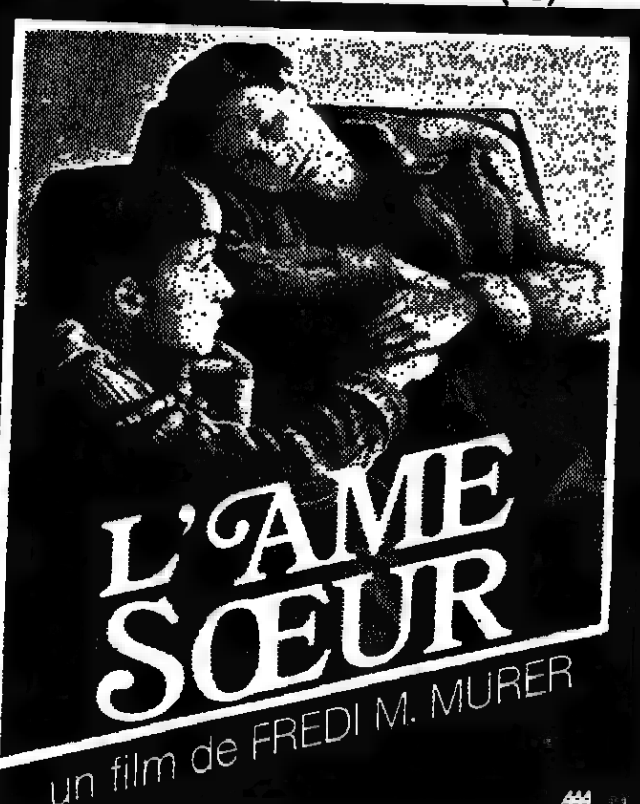
4) L'objection : « On fait le numéro ou on ne le fait pas. Je suis plutôt contre le fil, la ligne, les sécurités. Le fil et vous renvoie, mais on peut aussi s'y tuer, ça dépend comme on tombe. »

5) La petite Jocelyne, une trapéziste douée, s'est blessée deux fois en quatre ans, parce que ses sécurités ont lâché... Il y a à boire et à manger là dedans. »

6) La malédiction : « En 1976, j'étais dans un cirque en Allemagne. Ils ont engagé un dresseur de rats qui avait une dizaine de ces gaspards. Au bout de quelques semaines, il y en avait partout. »

« On l'a foutu à la porte. Mais six mois après, ça grouillait encore dans les coulisses. Je me demande s'ils l'ont pas rappelé avec sa fillette pour les en débarrasser. Y a pas une histoire comme ça ? »

BALZAC (vo) • 3 LUXEMBOURG (vo)
14 JUILLET PARNASSE (vo)



Le groupe Sankai Juku, dirigé par Amagatsu, est l'un de ceux qui ont fait connaître en France le buto, danse japonaise de révolte et de refus. Il est au Théâtre de la Ville avec Graine de cumquat et une création : Des œufs debout par curiosité.

Sankai Juku

MÉTAPHORES ET MÉTAMORPHOSES DE LA DANSE BUTO



Le groupe de danse Buto Sankai Juku est revenu à Paris, après une tournée aux États-Unis où il a perdu un des siens, Yoshiyuki Takada. C'était à Seattle, au cours d'un de ses « performances suspendues » où les danseurs attachés à des cordes, tête en bas, tournoient au-dessus du vide. Jeu symbolique de la naissance résolu dans une effroyable de la mort ; mort en direct du d'un gratte-ciel, retransmis par des milliers d'écrans. Encore transmutée, la petite communauté présente une création d'Amagatsu, *Des œufs debout par curiosité*, une reprise de *Graine de cumquat*.

Le buto a été créé depuis qu'on a vu en 1975 ses images mortifères au Festival de Nancy. Silvia Monfort. Aujourd'hui, le mouvement néo-expressionniste japonais, fondé par Tatsumi Hijikata et Kazuo Ohno, sous l'influence de Mary Wigman, s'incarne pour le public occidental dans trois personnalités, Ushio Amagatsu, Ko Murobushi et Carlotta Hikeda.

A Tokyo, les groupes buto multiplient mais demeurent marginalisés. Pourtant c'est Amagatsu qui a représenté le Japon à l'Olympic Arts Festival d'Angeles, en 1984, aux côtés de Pina Bausch pour l'Allemagne fédérale et de Jean-Claude Gallota pour la France. La danse buto symbolise le refus du Japon de l'après-guerre, industrialisé, américanisé. Alors que, à cette époque, aux États-Unis, Merce Cunningham se tournait vers le zen pour réagir contre la société de consommation, Hijikata et Kazuo Ohno appuyaient leur mouvement de rejet post-atomique sur une esthétique de transgression, Sade ; *Le viol*.

Un même effacement a saisi les japonais et les Occidentaux à la vue des premiers spectacles buto

avec les corps nus, poudrés de blanc, les mains crispées, les yeux révulsés, et ces tableaux surréalistes mêlant l'érotisme et la décomposition des corps. Tant que, au Japon, on les percevait comme une attaque de la société, de l'esthétique traditionnelle. Les Européens étaient sensibles à leurs danses parfois très spectaculaires. Depuis, le buto a conquis sa place dans la danse moderne. Il rejoint une recherche de l'intériorité, de l'essence du geste, de l'acte de « prédance », que l'on retrouve chez François Verret, Hideyuki Yano, Bouvier/Obadia, ou encore chez Catherine Diverres et Hervé Monteil, qui ont allés récemment travailler avec Amagatsu.

Amagatsu a été de vivre à Paris, il s'est marié avec une Française. Crâne rasé, silhouette frêle, il ressemble à un étudiant prolongé. Parfois, dans la conversation, sa manière de parler la bouche ouverte comme un poisson en quête d'oxygène, son air devenu fixe et globuleux, rappellent qu'il est sujet à d'étranges métamorphoses.

Pour parler, foudroyé par une insolation, il se transforme en nain, en femme dans *Graine de cumquat*, son éternel succès. « On peut définir la danse buto par ce qu'elle n'est pas. Elle n'a rien à voir avec la danse occidentale qui est une création de formes et utilise les tensions.

Dans le buto, on part du relâchement du corps. Quand un enfant couché cherche à s'asseoir, la danse a déjà commencé. Dans le mouvement qu'il fait pour s'asseoir, son corps se déplace de manière ininterrompue. C'est ce processus qui est le buto.

Le buto n'est pas une méthode mais une méthode pour répondre à la question : qui sommes-nous ? A cela chacun répond avec son expérience de sa quotidienneté, ses rencontres, sa façon de voir, de lire, de ressentir. Il n'y a pas de buto, il y a des personnes qui existent de nombreuses vagues buto qui travaillent de manière différente, et c'est bien.

Amagatsu admire beaucoup Kazuo Ohno et son sens de l'improvisation. « C'est lui l'esprit du buto, la matière, le squelette ».

A partir de son expérience dans *Graine de cumquat*, Amagatsu a une fois interrompue de transformations. Chaque métamorphose constitue une petite mort, un passage à un autre état : l'enfant devient poisson, le nain devient femme.

Le spectateur ne peut pas toujours les symboles de la danse. C'est sans importance, estime-t-il, à chacun de suivre sa sensibilité, sa culture, son imagination. Le public français apprécie surtout la beauté des images de plus en plus

sophistiquées, marquées d'une perversité sadienne : étrointes amoureuses avec un poisson, lévitation dans un triangle de lumière, ou dans un bocal comme un fœtus dans son liquide amniotique.

Du fœtus on remonte à la fécondation et à la première cellule avec *Des œufs debout par curiosité*, un thème qu'Amagatsu portait en lui depuis longtemps : « L'œuf est une matière vivante et aussi un objet solide. Quand on le met debout il tient en équilibre ; il peut y rester et pourrir sur place. Son centre de gravité se relie au sol. A travers lui l'homme dialogue avec la terre. »

Les danseurs évoluent autour de vingt et un œufs d'autruche posés sur scène entre une pluie de sable et d'eau (la scène du Théâtre de la Ville transformée en petit bain), dans un environnement sonore pour piano et synthétiseur confié à un compositeur japonais, Yoichiro Yoshikawa.

Pour Amagatsu, qui utilise cette fois de nouvelles structures chorégraphiques, ce ballet est le point d'orgue de ses métamorphoses.

MARCELLE MICHEL

■ Spectacles à Paris en France avec Sankai Juku au Théâtre de la Ville (du 2 au 12 avril) ; Carlotta Hikeda à Saint-Brieux (18 avril), Amiens (22), Belfort (26) ; Ushio Amagatsu à Metz (15 avril), Nancy (17) ; et les 3 et 4 juin, Kazuo Ohno au Théâtre de la Bastille.

UN ART COSMOPOLITE

INSTALLÉ à Paris depuis 1972, Hideyuki Verret a perdu le paysage de la danse française. C'est lui qui a travaillé Wollaston, François Verret, Ilse Green, Karine Saporta, Sidonie Rochon. Très attaché au no et au buraku, il prend ses distances vis-à-vis du buto, même s'il cultive le goût des couleurs symboliques — rouge et bleu, — la recherche de l'intériorité et du mouvement d'avant la danse, comme Amagatsu : « J'ai vu le buto avant que le buto ne soit à la mode ; je connaissais surtout Kasei, un solitaire, un mystique. Il a fondé une école, « la Maison des anges », et enseigne l'eurythmie en Allemagne. Tout tournait autour de Tatsumi Hijikata.

l'homme du retour à la terre, quelque'un de fruste, de très authentique, révolté par le massacre culturel du monde paysan et de la nature.

Après, le buto s'est intellectualisé ; il est devenu un art de la ville, cosmopolite. L'intérêt de la danse buto est de permettre à chacun d'inventer son propre langage, que l'on ne peut ni reproduire ni imiter. Mais je ne pense pas que ce mouvement puisse avoir de profondes répercussions sur le théâtre. Au Japon, il est considéré comme une avant-garde influencée par l'Occident. On ne lui voit pas de filiation. Le buto est une île. »

M. M.

L'EUROPE A DU TALENT.

A Amsterdam, à Madrid, à Milan, à Paris, la jeunesse invente, entreprend.

Mais qui relaie cette activité ? Qui "pousse" ces projets européens ? Qui met en contact ceux qui créent et ceux qui financent ?

Eurocréation. C'est l'Agence Française des Initiatives de la Jeunesse en Europe.

Eurocréation pour soutenir la créativité européenne dans les secteurs d'avenir comme les sciences, les nouvelles technologies, la communication, la production, la diffusion culturelles, le tourisme.

Du côté institutionnel, Eurocréation soutient par le Secrétariat d'Etat à la jeunesse, les Ministères de la Culture, de la Communication, des Affaires Etrangères, des Affaires Sociales et de l'Emploi.

Du côté de l'entreprise, Eurocréation a obtenu le soutien des Nouvelles Frontières, de la BCCM Banque Centrale des Coopératives Mutuelles, du magazine Challenge, de l'EAP Ecole Européenne des Affaires, de la Fondation Européenne de la Culture.

Eurocréation, Association régie par la loi de 1901, est habilitée à recevoir les fonds du mécénat. Qu'on le dise.

En avant, l'Europe du talent.

AGENCE FRANÇAISE DES INITIATIVES DE LA JEUNESSE EN EUROPE
BOITE POSTALE 10010 - 92010 NANTERRE

"L'Ame sœur"

LE CINÉMA ENVOUTÉ DE FREDI MURER

Le cinéaste suisse-allemand Fredi Murer a tourné dans le décor de son pays une aventure hors du commun. Gestes, paroles, silences, prennent leur poids d'éternité, gardent leur part d'imprévisible. Comme chez Beckett.

Thomas Noél



L'ÂME SŒUR, du cinéaste suisse-allemand Fredi Murer, s'oppose à tout son être aux grosses productions qui dominent les écrans et à l'industrialisme du public.

Revenant dans son pays natal, le canton d'Uri en Suisse centrale, dix ans après y avoir tourné un surprenant documentaire de long métrage au titre symbolique, *Nous montagnards*, Fredi Murer se résigne à transposer dans un décor familier, une histoire qu'il voulait intemporelle, qu'il pensait à l'origine se dérouler en Suisse. A la fin il aurait presque filmé une scène avec quatre murs nus. Chaque geste, chaque bruit, a une portée d'éternité et sa part d'imprévisible, un peu comme dans *Amélie* sans paroles, de Samuel Beckett.

Il y a quatre. Le père, grand, mince, juif au gain, à la dévotion du diable dans le Septième Ciel, d'Ingmar Bergman. La mère porte plus clairement le poids de son labeur quotidien, négligée, épuisée, mal fagotée, épuisée à la tâche. Deux enfants illuminent le foyer. Belli la fille, qui aurait aimé devenir institutrice, adore la lecture, mais qui doit obéir au diktat paternel et travailler à la ferme familiale ; et puis celui qu'on appelle tout bonnement le garçon, muet de

naissance, que le père juge inutile d'expédier dans la vallée à apprendre les rudiments scolaires.

Avant tout le récit du jeu, Fredi Murer nous fait connaître ses pions, ne brusque rien, nous laisse découvrir l'histoire par les traits du plus strict naturalisme, vers un dénouement abrupt. Belli et le garçon vivent en symbiose avec les éléments, avec la montagne, inséparable dans notre imaginaire de la Suisse. Sans provocation, mais par l'absence la plus immédiate, Belli et le garçon mènent plus avant leur complicité, se s'aiment dans ce silence grandiose. La mère découvre un peu plus tard que Belli aime le garçon. Elle présente soudainement la nouvelle à son mari. La tragédie éclate, violente, sans solution que la mort.

L'Âme sœur s'achève sur le mode lyrique, en une scène funèbre qui accentue le caractère inéluctable d'une aventure hors du commun.

L'incongru du sujet est racheté, si l'on peut employer cette notion chrétienne, par le dépouillement total de la mise en œuvre. Le cinéaste, formé à la photographie, capte le paysage comme une réalité à la fois fixe et en perpétuel mouvement. Les lieux de ces lieux magiques vivent dans une espèce de no man's land, constamment bal-

lotés entre clarté et brume, étrangement reliés au monde par les vestiges de la civilisation, d'abord le radio, tout un confort évident, et en même temps repliés sur leur solitude. Les films n'ont que l'air de la morale, des conventions.

Höhenfeuer (Le Feu des cimes, pour reprendre le titre original) ne se conçoit, ne se consomme, que comme pur objet plastique et sonore, retour aux sources du cinématographe, choc sensoriel plus que conceptuel. Mais avant l'explosion finale, l'enfance a droit à son expression la plus libre, la plus heureuse, dans la confrontation permanente aux adultes, prisonniers du temps, de l'expérience, des préjugés. La moindre lueur, la moindre parole, comptent, signifient. D'où cet étrange recours au doublage des voix des quatre principaux personnages dans le dialecte d'Uri. La musique, ou plutôt la partition sonore, sert de contrepoint, jamais de commentaire.

Notre civilisation repose sur une mince couche de conventions, prête à voler en éclats quand la passion, soudain, brûle les cœurs. L'Âme sœur, film un peu en marge de tout le courant du cinéma contemporain, nous invite calmement, subtilement, à traverser le rideau des apparences.

LOUIS MARCORELLES

Sélection

CINÉMA

« Des filles disparaissent » de Douglas Sirk

Le quatrième film américain (1946) de Douglas Sirk, antizinn émigré devenu Douglas Sirk, reprend le scénario de Pégas, écrit en France, en 1939, par Robert Siodmak. Mais c'est à Londres, au milieu des années 40, que Lucille Ball, dans le rôle tenu par Maria Dely, aide la police à retrouver la trace de filles disparues pour avoir répondu à une annonce de journal, et à démasquer un réseau. Climat du film noir, traversé de mélodrame, de louches, ambiguïté des comportements, intrusion du mélodrame dans une intrigue criminelle. Déjà dirigé par Sirk, George Sanders, élégant, raffiné, séducteur, et de loin, Maria Dely, lumineuse, qui dans Karlhoff remplace l'indifférence qu'était Eric von Stroheim. Très étrange, pratiquement inconnu, c'est bien le film à ne pas manquer. — J. S.

ET AUSSI : la Huitième Femme de Barbe-Bleue. Le ciel peut attendre. To be or not to be, d'Ernst Lubitsch ; Aras-

nis et vieilles nouvelles, New-York-Miami, de Frank Capra ; Cette sacrée vérité, de Leo McCarey, les merveilleuses de la comédie américaine, mais au goût du jour dans Recherche Susan d'après le roman de Susan Seidelman ; Highlander, de Russell Mulcahy, belles images d'une légende ; le Secret des pyramides, de Barry Levinson, le jeune Sherlock Holmes ; Re-animator, de Stuart Gordon, où il le Gore ; les Montagnes bleues, d'Edward Zwick, les galiers de la bureaucratie ; Signé Renard, de Michel Sautter, la tendresse du policier.

THÉÂTRE

« La Femme du boulanger » à Mogador

Vérité ambiguë d'une fable, personnages profondément humains sous leurs masques pittoresques. Il reste quelques semaines pour voir, revoir la Provence de Pagnol ressuscitée par Jérôme Savary dans toute sa saveur âpre et joyeuse. — C. G.

ET AUSSI : Class Enemy à l'Espace Cardin, le jeu des bouillottes ; la Nuit de Madame Lucienne, à Aubervilliers, le couple infernal Copé-Lavallée ; Journal d'une révolution, les Cœurs Jumeaux d'est retour.

MUSIQUE

« Guerre et Paix » de Prokofiev

Pour la première fois, Paris découvre à la scène Guerre et Paix, le fantastique fresque de Prokofiev qui condense avec un extrême talent les mille six cents pages du roman de Tolstoï en treize tableaux, grâce à l'opéra de Sofia. On y retrouvera l'histoire d'amour luxurieuse du prince André, mais aussi les épiques du la guerre

Napoléon, où, malgré une certaine inégalité d'inspiration, le compositeur s'élève souvent sur les hauteurs d'Alexandre Nevski (Champs-Élysées, les 9, 11, 13 et 18 avril, 19 h 30). À Lyon, retour de la merveilleuse Finta Giordano de Mozart, dans la mise en scène de Gildas Bourdet, et sous la direction de Semyon Bychkov (théâtre de la Ville, 6 au 20). — J. L.

ET AUSSI : Scarlatti, Mozart, Schumann, par Christian Zacharias (Pleyel, le 5) ; Musique au présent : Maron, Nuss, Amy et Brizzi, par le MOP, dir. Lucie Ploff (Radio-France, le 5, à 18 h) ; Hommage à Yves Bonnefoy, par Felicity Lott (Athènes, le 7) ; Yves Bonnefoy (Comédie des Champs-Élysées, le 7) ; Ensemble Intercontemporain, dir. P. Gendreau (théâtre du Rond-Point, le 7) ; Ensemble 222m (Pompidou, le 7) ; Symphonie inachevée de Schubert et Requiem de Fauré, par les chœurs et l'Orchestre de Paris, dir. C.M. Ghini (Pleyel, les 8, 10, 11) ; Autour de Schoenberg, par le London Sinfonietta et G. Reinhardt (Pompidou, le 9).

JAZZ

Gato Barbieri à l'Olympia

Qu'est devenue la voix rauque et brûlante du free jazz ? Est-ce que le compositeur de Third World (tiers-monde) porte toujours un chapeau noir à larges bords ? Gato a-t-il gardé cet air de chat argentin malicieux et pathétique ? L'auteur de la musique du Dernier Tango à Paris est-il toujours dans cette fidélité à soi-même qui permet qu'on change ? Sa fureur d'improviser est-elle encore traversée du lyrisme rebelle qui nous l'a fait aimer ? Autant de questions qui rendent indispensable le voyage à l'Olympia : pour la musique, pour l'émotion, pour Gato. — F. M.

ET AUSSI : Gato Barbieri à l'Olympia le 5 avril, à Bordeaux le 6, à Lyon le 7.

DANSE

Le Tanztheater de Vienne

Il s'agit de l'unique compagnie contemporaine d'Autriche fondée en 1982 par deux danseurs, un chorégraphe, un anthropologue. On ne sait quel est exactement son style, mais les critiques locaux situent dans un courant proche de Kurt Jooss, marqué par un certain expressionnisme et le goût des psychodrames dansés (2-6 avril, au Centre Georges-Pompidou). — M. M.

ET AUSSI : deux conférences au Goethe Institut à l'occasion de la venue à Paris de l'école de danse d'Essen (voir le Monde du 28 mars) : Jean-Michel Palmier, culture de conférences à Paris-VIII, y fait revivre le climat de l'expressionnisme ; au début du siècle (7-8 avril, 18 h 30).

EXPOSITIONS

Georges Braque au musée de Biot

Braque est chez Fernand Léger, sur la côte, pour l'exposition, réalisée avec des prêts du musée d'Art moderne, Fondation Maeght et de la collection personnelle d'Adrien Maeght, réunit des peintures des années 40 et 50 — le Guérillon de 1941, les Oiseaux noirs de 1957-1958, notamment. Mais il y a aussi l'Espace de 1906, une douzaine de sculptures, des céramiques ainsi qu'une soixantaine d'estampes (jusqu'au 29 juin). — G. B.

ET AUSSI : Manet, au centre Marcé à Arles ; Musée de Stal, au Musée des beaux-arts de Rennes, René Maeght à l'École de la Fondation Maeght, Denis Legat, au musée de Saint-Etienne, Giuseppe Penone, au musée de Grenoble, Anselmo, Fabio et Mera, à l'école des beaux-arts de Liège, Vienne 1880-1928 et Morellet, au Centre Georges-Pompidou, Topor, à l'École nationale supérieure des beaux-arts.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

Vienne 1880-1928. Peintures et sculptures. Jusqu'au 5 mai. Grande Galerie.

CAFÉ VIENNOIS. Entrée libre. Jusqu'au 11 mai. Porcelaine.

FRANÇOIS MORELLET. Sculptures. Jusqu'au 11 mai. Grande Galerie.

THÉÂTRE. Jusqu'au 11 mai. Grande Galerie.

TOUT NEO TOUT BEAU. Dessins de maîtres. Jusqu'au 11 mai. Grande Galerie.

JOZE. Architecture 1872-1957. Jusqu'au 26 mai. CCL.

IMAGES D'AILLEURS. La photo à la découverte. Jusqu'au 26 mai. CCL.

LES GRANDS PROJETS 1979-1989. Présentation audiovisuelle des grands projets architecturaux. Jusqu'au 7 avril. Grand foyer.

LE SANG EST SALE COMME L'OCÉAN. Des enfants expriment leur perception de la naissance. Jusqu'au 14 avril. Bibliothèque des enfants.

PHOTOGRAPHIE N'EST PAS. Animations (sauf mardi, dim.). Jusqu'au 14 avril. Bibliothèque des enfants.

LA FEMME CORPS ET ÂME. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Du 5 au 27 avril.

REMBRANDT. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Du 5 au 27 avril.

PASTELS DU XIX^e SIÈCLE. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Joazeur (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 10 F. (Gratuite le dimanche). Jusqu'au 9 juin.

LA COUR DU GRAND MOGHOL. Bibliothèque nationale, 55, rue de Richelieu (47-03-81-26). Sauf dim., de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 18 avril.

JOSEPH KUTLER, 1894-1941 - SARY, 1894-1941. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 13 avril.

ATELIERS 86. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 13 avril.

STATUES DE CHAIR. Sculptures de Jeanne Frenkel, Musée du Louvre, 59, rue de Valenciennes (42-34-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; jeudi, de 10 h à 18 h.

REMBRANDT. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Du 5 au 27 avril.

LA FEMME CORPS ET ÂME. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Du 5 au 27 avril.

REMBRANDT. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Du 5 au 27 avril.

PASTELS DU XIX^e SIÈCLE. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Joazeur (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 10 F. (Gratuite le dimanche). Jusqu'au 9 juin.

LA COUR DU GRAND MOGHOL. Bibliothèque nationale, 55, rue de Richelieu (47-03-81-26). Sauf dim., de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 18 avril.

JOSEPH KUTLER, 1894-1941 - SARY, 1894-1941. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 13 avril.

ATELIERS 86. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 13 avril.

STATUES DE CHAIR. Sculptures de Jeanne Frenkel, Musée du Louvre, 59, rue de Valenciennes (42-34-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; jeudi, de 10 h à 18 h.

REMBRANDT. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Du 5 au 27 avril.

LA FEMME CORPS ET ÂME. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Du 5 au 27 avril.

REMBRANDT. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Du 5 au 27 avril.

PASTELS DU XIX^e SIÈCLE. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Joazeur (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 10 F. (Gratuite le dimanche). Jusqu'au 9 juin.

LA COUR DU GRAND MOGHOL. Bibliothèque nationale, 55, rue de Richelieu (47-03-81-26). Sauf dim., de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 18 avril.

JOSEPH KUTLER, 1894-1941 - SARY, 1894-1941. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 13 avril.

ATELIERS 86. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 13 avril.

STATUES DE CHAIR. Sculptures de Jeanne Frenkel, Musée du Louvre, 59, rue de Valenciennes (42-34-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; jeudi, de 10 h à 18 h.

REMBRANDT. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Du 5 au 27 avril.

LA FEMME CORPS ET ÂME. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Du 5 au 27 avril.

REMBRANDT. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Du 5 au 27 avril.

PASTELS DU XIX^e SIÈCLE. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Joazeur (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 10 F. (Gratuite le dimanche). Jusqu'au 9 juin.

LA COUR DU GRAND MOGHOL. Bibliothèque nationale, 55, rue de Richelieu (47-03-81-26). Sauf dim., de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 18 avril.

JOSEPH KUTLER, 1894-1941 - SARY, 1894-1941. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 13 avril.

ATELIERS 86. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 13 avril.

STATUES DE CHAIR. Sculptures de Jeanne Frenkel, Musée du Louvre, 59, rue de Valenciennes (42-34-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; jeudi, de 10 h à 18 h.

REMBRANDT. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Du 5 au 27 avril.

LA FEMME CORPS ET ÂME. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Du 5 au 27 avril.

REMBRANDT. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Du 5 au 27 avril.

PASTELS DU XIX^e SIÈCLE. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Joazeur (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 10 F. (Gratuite le dimanche). Jusqu'au 9 juin.

LA COUR DU GRAND MOGHOL. Bibliothèque nationale, 55, rue de Richelieu (47-03-81-26). Sauf dim., de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 18 avril.

JOSEPH KUTLER, 1894-1941 - SARY, 1894-1941. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 13 avril.

ATELIERS 86. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 13 avril.

STATUES DE CHAIR. Sculptures de Jeanne Frenkel, Musée du Louvre, 59, rue de Valenciennes (42-34-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; jeudi, de 10 h à 18 h.

REMBRANDT. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Du 5 au 27 avril.

LA FEMME CORPS ET ÂME. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Du 5 au 27 avril.

REMBRANDT. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Du 5 au 27 avril.

jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. samedi : 13 F (gratuite le 15 avril). Jusqu'au 11 mai.

DIEGO GIACOMETTI. Peintures et sculptures. Jusqu'au 13 avril. — MUSEUM NAD. G. Peintures et sculptures contemporaines. Jusqu'au 25 mai. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 30 h 15 ; mercredi, de 11 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 11 mai.

LES TENTURES À PARIS. SERGE BELLOU. Hommage à la tenture. Musée de la Ville de Paris, 41, rue de la Harpe (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40 ; mardi, de 10 h à 17 h 40 ; mercredi, de 10 h à 17 h 40 ; jeudi, de 10 h à 17 h 40 ; vendredi, de 10 h à 17 h 40 ; samedi, de 10 h à 17 h 40 ; dimanche, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 12 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 31 juillet.

FÊTES ET THÉÂTRES EN INDE. Musée Kewit On, 41, rue de la Harpe (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40 ; mardi, de 10 h à 17 h 40 ; mercredi, de 10 h à 17 h 40 ; jeudi, de 10 h à 17 h 40 ; vendredi, de 10 h à 17 h 40 ; samedi, de 10 h à 17 h 40 ; dimanche, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 12 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 31 juillet.

COTÉ FEMMES. Musée de l'Homme, palais de Chaillot. Place du Trocadéro (45-33-70-60). Sauf mardi et jeudi, de 9 h à 17 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au printemps 1987.

LANGVISSAN. Un siècle de la vie de Stockholm, 1880-1928. Musée de la marine, palais de Chaillot (45-33-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au printemps 1987.

UN CANAL... DES CANAUX... Conception, 1, quai de l'Horloge (45-34-30-06). TJ, de 10 h à 17 h. Entrée : 21 F. Jusqu'au 6 juin.

PIERRE BALMAIN. Quarante années de création. Jusqu'au 6 avril. Musée de la mode et du textile, palais Galliera, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie (47-20-85-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F.

LES FRANÇAIS ET LA LITTÉRAURE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 10 F ; dim., 8 F. Jusqu'au 21 avril.

HOGGAR. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (45-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 16 mai.

LES FRANÇAIS ET LA LITTÉRAURE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 10 F ; dim., 8 F. Jusqu'au 21 avril.

HOGGAR. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (45-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 16 mai.

LES FRANÇAIS ET LA LITTÉRAURE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 10 F ; dim., 8 F. Jusqu'au 21 avril.

HOGGAR. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (45-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 16 mai.

LES FRANÇAIS ET LA LITTÉRAURE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 10 F ; dim., 8 F. Jusqu'au 21 avril.

HOGGAR. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (45-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 16 mai.

LES FRANÇAIS ET LA LITTÉRAURE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 10 F ; dim., 8 F. Jusqu'au 21 avril.

HOGGAR. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (45-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 16 mai.

LES FRANÇAIS ET LA LITTÉRAURE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 10 F ; dim., 8 F. Jusqu'au 21 avril.

HOGGAR. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (45-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 16 mai.

LES FRANÇAIS ET LA LITTÉRAURE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 10 F ; dim., 8 F. Jusqu'au 21 avril.

HOGGAR. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (45-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 16 mai.

LES FRANÇAIS ET LA LITTÉRAURE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 10 F ; dim., 8 F. Jusqu'au 21 avril.

HOGGAR. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (45-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 16 mai.

LES FRANÇAIS ET LA LITTÉRAURE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 10 F ; dim., 8 F. Jusqu'au 21 avril.

HOGGAR. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (45-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 16 mai.

LES FRANÇAIS ET LA LITTÉRAURE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 10 F ; dim., 8 F. Jusqu'au 21 avril.

HOGGAR. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (45-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 16 mai.

LES FRANÇAIS ET LA LITTÉRAURE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 10 F ; dim., 8 F. Jusqu'au 21 avril.

HOGGAR. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (45-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 16 mai.

LES FRANÇAIS ET LA LITTÉRAURE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 10 F ; dim., 8 F. Jusqu'au 21 avril.

HOGGAR. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (45-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 16 mai.

LES FRANÇAIS ET LA LITTÉRAURE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 10 F ; dim., 8 F. Jusqu'au 21 avril.

HOGGAR. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (45-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 16 mai.

LES FRANÇAIS ET LA LITTÉRAURE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 10 F ; dim., 8 F. Jusqu'au 21 avril.

HOGGAR. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (45-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 16 mai.

LES FRANÇAIS ET LA

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

emplois internationaux

L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE ouvre une inscription pour un plein temps, de PROGRESSEUR ASSOCIÉ D'INFORMATIQUE à la faculté des sciences, appelé à assurer la direction d'un institut d'informatique en voie de création.

Entrée en fonctions : 1^{er} mars 1987 ou date à convenir.

Enseignement offert vers le logiciel ; collaboration avec les autres instituts de la faculté ; travaux de recherche.

Les candidatures (avec C.V., lettres des publications, etc.) part des 5 publications jugées les plus représentatives, programme de recherche, doivent parvenir avant le 10 juin 1986 au doyen de la faculté des sciences, collège propédeutique, 1018 Lausanne, Suisse.

emplois régionaux

ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL RECHERCHE pour bureau d'études

1 ING. GÉNÉRALISTE grande école E.S.T. débutant ou quelques années d'expérience. Envoyer C.V. à HAVAS 63003 CLERMONT-FERRAND CEDEX N° 83 247.

RESPONSABLE MAGASIN

Homme motivé, vous êtes un battant, capable de vous intégrer à une structure très performante et dynamique. Votre capacité d'animation d'une équipe de vendeurs, votre dynamisme et votre sens commercial font de vous un homme de contact. Vous serez responsable d'un magasin de 130 000 et 150 000 F.

Envoyer C.V. + lettre motivation + photo sous n° 742 LE MONDE PUBLICITE 8, rue de Montesson, Paris-7.

L'immobilier

appartements ventes

4^e arrdt

MARAS/SAINT-PAUL
TRIPLEX 78 m², tout confort.
Tél. : 42-72-65-15.

5^e arrdt

LUXEMBOURG pierre de t.
Cm², tout confort, 800 000 F.
Tél. : 43-28-87-16.

LUXEMBOURG pierre de t.
Cm², tout confort, 480 000 F.
Tél. : 43-28-87-16.

6^e arrdt

VUE LUXEMBOURG
130 m², 4^e ét., tout confort.
Tél. : 43-28-87-16.

13^e arrdt

TOLBIAC/JEANNE-D'ARC
STUDIOS, 2 p., 3 p., IMMEUBLE PIERRE DE TAILLE, ASC., GARBI 45-27-22-88.

15^e arrdt

CHARME, SOLEIL, STANDING
M^{me} Lormel, dupl. 70 m², 2/3 p., 70 m² tout confort, 1 850 000 F., 45-57-50-85.

16^e arrdt

PASSY, Triple Récomp., 3 chœurs, cuis., 4 réfr., 2 sers.
3.500.000 F. Tél. 47-27-84-24.

18^e arrdt

SPECIAL 19
2 p., cit., 192 000 F.; 3 p., cit., 200 000 F.; 4 p., cit., 220 000 F. M^{me} Lormel, 45-57-50-85.

94 Val-de-Marne

VINCENNES, 1^{er} lotissement, 4^e et dernier étage, cave, parking. Très agréable, tout confort. Bus, commerces, 3 mn du bois. Proche la gare. Tél. : 43-28-73-86.

appartements achats

ORPI
1^{er} lotissement à PARIS recherche sous appartements REALISATION RAPIDE.
ORPI 45-39-75-50.

PROPRIETAIRES VOUS DESIREZ VENDRE
IMMO MARCADET
Tél. : 42-52-01-82.

locations non meublées citées

14^e studios 2 pièces et 1 pièce, tout confort + divers.
Tél. : 43-54-57-88.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, 1^{er} arrdt, PARIS, recherche et location ou à l'achat APPARTEMENTS de grande classe pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE, 5^e étages, climatisés, etc.

Région parisienne

Etude cherche pour cadres villes très belle. Loyer 500 000 F. (1) 49-69-89-86, 42-83-67-02.

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres très belle. Loyer 500 000 F. (1) 49-69-89-86, 42-83-67-02.

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres très belle. Loyer 500 000 F. (1) 49-69-89-86, 42-83-67-02.

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres très belle. Loyer 500 000 F. (1) 49-69-89-86, 42-83-67-02.

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres très belle. Loyer 500 000 F. (1) 49-69-89-86, 42-83-67-02.

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres très belle. Loyer 500 000 F. (1) 49-69-89-86, 42-83-67-02.

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres très belle. Loyer 500 000 F. (1) 49-69-89-86, 42-83-67-02.

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres très belle. Loyer 500 000 F. (1) 49-69-89-86, 42-83-67-02.

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres très belle. Loyer 500 000 F. (1) 49-69-89-86, 42-83-67-02.

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres très belle. Loyer 500 000 F. (1) 49-69-89-86, 42-83-67-02.

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres très belle. Loyer 500 000 F. (1) 49-69-89-86, 42-83-67-02.

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres très belle. Loyer 500 000 F. (1) 49-69-89-86, 42-83-67-02.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'emploi vous recherche :
• INGENIEURS toutes spécialisations
• administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parée)

MÉDECIN ASSISTANT PÉDIATRE diplômé, grande exp., préf. en France et à l'étranger en tant que pédiatre et assistant.

RECHERCHE poste assistant dans service pédiatrie ou PMI protection maternelle et infantile, Paris-province. BCO/MS 815.

PSYCHIATRE, 34 ans, interne des hôpitaux pay. de Paris, 8 ans exp. psy. Adultes, 2 ans exp. psy. chortopente enfants (CMPP), formation analytique, formation thérapies familiales.

RECHERCHE poste similaire temps partiel, temps plein institutions (CMPP, IMP, dispensaires). BCO/MAB 816.

CADRE DIRECTION, 40 ans, exp. gestion organisation centre de profit : commercial et fabrication biens d'équipement/industriels pour France et export, CA 65 M.F., 50 personnes pour 85, formation anglo-saxonne, bilingue anglais, diplômé I.C.O.

CHEFCHIEF direction vente ou marketing, parisienne si possible. BCO/LA 817.

RECHERCHE poste de coordination, gestion même temporaire, formation d'électronique, goût pour les contacts humains, homme de dialogues, aptitudes à la formation. BCO/LA 818.

ÉCRIRE ou TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 08
Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

E.S.C.A.E.M., 38 ans,
11 ans d'expérience de gestion et direction en Afrique, recherche poste à responsabilité en exploitation en préparation pour constructeur de forages pétroliers.

CADRE SUPÉRIEUR très solide expérience P.M.I., nombreuses réalisations, gestion, planification, dynamique, maîtrise de l'outil informatique, maîtrise de l'outil de gestion, maîtrise de l'outil de communication.

J.M. 28 ans, DES droit des affaires, 28 ans de métier, secrétaire, 28 ans de métier, édition, anglais, libre imméd.

Journaliste, reporter-photographe dans tourisme, loisirs, activités culturelles, 28 ans de métier, secrétaire, 28 ans de métier, édition, anglais, libre imméd.

Journaliste, reporter-photographe dans tourisme, loisirs, activités culturelles, 28 ans de métier, secrétaire, 28 ans de métier, édition, anglais, libre imméd.

Journaliste, reporter-photographe dans tourisme, loisirs, activités culturelles, 28 ans de métier, secrétaire, 28 ans de métier, édition, anglais, libre imméd.

Journaliste, reporter-photographe dans tourisme, loisirs, activités culturelles, 28 ans de métier, secrétaire, 28 ans de métier, édition, anglais, libre imméd.

Journaliste, reporter-photographe dans tourisme, loisirs, activités culturelles, 28 ans de métier, secrétaire, 28 ans de métier, édition, anglais, libre imméd.

Journaliste, reporter-photographe dans tourisme, loisirs, activités culturelles, 28 ans de métier, secrétaire, 28 ans de métier, édition, anglais, libre imméd.

Journaliste, reporter-photographe dans tourisme, loisirs, activités culturelles, 28 ans de métier, secrétaire, 28 ans de métier, édition, anglais, libre imméd.

Journaliste, reporter-photographe dans tourisme, loisirs, activités culturelles, 28 ans de métier, secrétaire, 28 ans de métier, édition, anglais, libre imméd.

Journaliste, reporter-photographe dans tourisme, loisirs, activités culturelles, 28 ans de métier, secrétaire, 28 ans de métier, édition, anglais, libre imméd.

Journaliste, reporter-photographe dans tourisme, loisirs, activités culturelles, 28 ans de métier, secrétaire, 28 ans de métier, édition, anglais, libre imméd.

Journaliste, reporter-photographe dans tourisme, loisirs, activités culturelles, 28 ans de métier, secrétaire, 28 ans de métier, édition, anglais, libre imméd.

Journaliste, reporter-photographe dans tourisme, loisirs, activités culturelles, 28 ans de métier, secrétaire, 28 ans de métier, édition, anglais, libre imméd.

Journaliste, reporter-photographe dans tourisme, loisirs, activités culturelles, 28 ans de métier, secrétaire, 28 ans de métier, édition, anglais, libre imméd.

Journaliste, reporter-photographe dans tourisme, loisirs, activités culturelles, 28 ans de métier, secrétaire, 28 ans de métier, édition, anglais, libre imméd.

Journaliste, reporter-photographe dans tourisme, loisirs, activités culturelles, 28 ans de métier, secrétaire, 28 ans de métier, édition, anglais, libre imméd.

Journaliste, reporter-photographe dans tourisme, loisirs, activités culturelles, 28 ans de métier, secrétaire, 28 ans de métier, édition, anglais, libre imméd.

Journaliste, reporter-photographe dans tourisme, loisirs, activités culturelles, 28 ans de métier, secrétaire, 28 ans de métier, édition, anglais, libre imméd.

Journaliste, reporter-photographe dans tourisme, loisirs, activités culturelles, 28 ans de métier, secrétaire, 28 ans de métier, édition, anglais, libre imméd.

Journaliste, reporter-photographe dans tourisme, loisirs, activités culturelles, 28 ans de métier, secrétaire, 28 ans de métier, édition, anglais, libre imméd.

Journaliste, reporter-photographe dans tourisme, loisirs, activités culturelles, 28 ans de métier, secrétaire, 28 ans de métier, édition, anglais, libre imméd.

LE CARNET DU Monde

Naissances

Claudette KRYNE, Mathias et Tristan, Joseph KASTERSZTEIN, sont heureux d'annoncer la naissance de

Oreos, le 23 mars 1986.

67, rue Vergniaud, 75111 Paris.

M^{me} Jacques Baron, son épouse, Sa famille et ses amis, ont le plaisir de faire part de la disparition de

poète Jacques BARON, survenue le 30 mars 1986, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont lieu le jeudi 3 avril, à 11 h 30, au cimetière du Père-Lachaise.

(Voir le Monde du 1^{er} avril.)

M. Jean Aristide Bonnard, son épouse, M. et M^{me} Jean-Jacques Bonnard et leurs enfants, Le docteur et M^{me} Philippe Bonnard et leurs enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Armand Debatte et sa fille, M^{me} Marcel Guay, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Gay, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Lecomte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tatyard, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Gabrielle DARMON, née Bangeval.

Les obsèques auront lieu le jeudi 3 avril 1986, à 11 heures, au nouveau cimetière de Neuilly.

17, boulevard Victor-Hugo, 92200 Neuilly.

M^{me} Jean DRIARD, née Madeleine Bérard.

sa quatre-vingt-huitième année, munie des sacrements de l'Eglise, ont eu lieu le samedi 22 mars 1986, en l'église de Montlaur, sa paroisse.

De la part de M. et M^{me} Henri Driard, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Bernard Lecomte, M. l'abbé Yves Driard, M. et M^{me} Jean-Luc Guillet, leurs enfants et petits-enfants, Et de toute la famille.

Famille Jean Driard, « Le Château », Montlaur, 45340 Beaulieu-Rolande.

M. et M^{me} R. et M^{me} Fauconnet, M. B. Amiel, M^{me} C. Prévot, M^{me} A. Vignat, M. J. Fauconnet, leurs parents et alliés,

ont le plaisir de faire part de la disparition de

M^{me} Marie-Thérèse FAUCONNET, née Amiel, combattant volontaire de la Résistance, officier de la Légion d'honneur, directrice honoraire du lycée de Sévres, survenue le 31 mars 1986 à Marseille, dans sa 80^e année, des suites d'une longue maladie.

14, rue Humbert, 75015 Paris.

M^{me} Gny Palau, M. et M^{me} Pierre-Yves Palau et leurs enfants, M. et M^{me} Charles Orso et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Luc Guillet et leurs enfants, M. François Palau,

ont le plaisir de faire part de la disparition de

M. Gny PALAUS, ingénieur en chef honoraire au CNRS, expert près la Cour de cassation, chevalier de la Légion d'honneur, survenue le 21 mars 1986, dans sa soixante-septième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

18, avenue Motet, 06130 Grasse.

EDUCATION

Vers l'Europe des universités

L'EUROPE des universités et des étudiants sera-t-elle en train de naître ? On peut le penser à la vue de la multiplicité des projets en cours d'étude ou de réalisation ayant pour but de donner à l'enseignement supérieur une véritable dimension européenne.

Les discussions au sein de l'Europe, ont longtemps porté sur le problème particulièrement embrouillé de l'équivalence des diplômes. Et elle l'ont fait sur ce point de notable progrès comme l'atteste la résolution adoptée par le Parlement européen, concernant la reconnaissance mutuelle des diplômes professionnels d'enseignement supérieur (voir le Monde du 19 décembre 1985).

Mais on est passé maintenant à une phase nouvelle et plus ambitieuse, consistant à encourager les échanges d'étudiants et de professeurs dans les universités et les entreprises à rapprocher peu à peu les cursus universitaires, et à faire travailler ensemble les établissements et les équipes de recherche.

C'est ainsi que le conseil des ministres européen, a approuvé, le 5 décembre dernier, un programme intitulé Comett, destiné à développer la coopération entre l'université et l'industrie. Il reste, pour que ce programme puisse avoir en application en 1987, comme cela est prévu, à se mettre d'accord sur le budget qui lui sera octroyé. Le chiffre de 60 millions d'ECU (1) qui avait été fixé en effet par l'Allemagne fédérale, qui voudrait le porter à 45 millions. Cette position de l'Allemagne s'explique par l'attitude de principe qu'elle a prise à l'égard des dépenses communautaires qu'elle juge excessives, en particulier dans le domaine des projets nouveaux. Les discussions se poursuivent et d'autres réunions sont prévues pour leur permettre d'aboutir.

Une conscience européenne

L'objectif de Comett est de créer un réseau européen pour la formation (AUIF), de façon à encourager, grâce à des bourses, les échanges d'étudiants, d'universitaires et de professionnels entre les universités et les entreprises d'autres pays membres. Cent cinquante de ces associations doivent être constituées d'ici à 1989, pour permettre à 10 000 étudiants d'effectuer des stages de 12 à douze mois dans une entreprise étrangère.

Comett permettra aussi de lancer des projets communs de formation dans des domaines où l'industrie européenne pourrait réaliser une percée en disposant de davantage de personnel qualifié, de développer les nouvelles technologies éducatives et d'étudier l'évolution des qualifications en fonction des mutations technologiques.

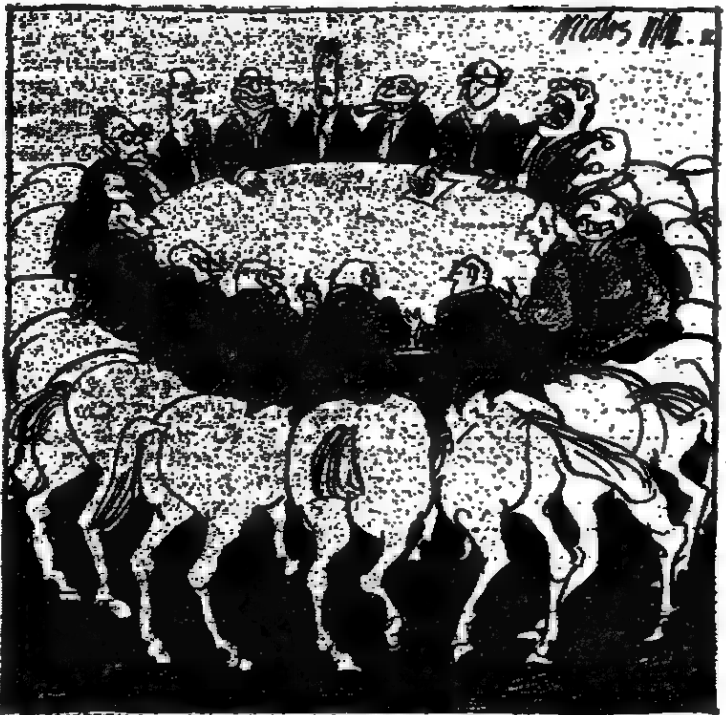
Un autre projet plus ambitieux encore - Erasmus - vient d'être proposé par la commission et pourrait être adopté en juin.

LANGUE DES AFFAIRES

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE - GREC
Apprenez tranquillement chez vous une langue en préparant un examen spécialisé : Chaires de commerce étrangères, Université de Cambridge, BTS traducteur commercial, etc.
Enseignements par correspondance - cassettes et stages on-site complémentaires. Inscriptions toute l'année. Durée d'étude à votre choix.
De gré : LANGUES D'AFFAIRES, Service 4437, 35 rue Collange, 92303 Paris-Levallois.
Tél : (1) 43-76-81-88 (réponse).

Comett, Erasmus, Table ronde... Plusieurs projets importants d'échange et de fondation devraient donner à l'enseignement supérieur une dimension européenne.

objectif : faire en sorte que, à partir de 1992, 10 % au moins des six millions d'étudiants européens effectuent une partie de leurs études dans un autre Etat membre. Les études supérieures ayant une durée moyenne de quatre ans.



Des étudiants de l'Université de Göteborg.

ce sont 150 000 étudiants qui seraient ainsi la possibilité de passer chaque année une partie de leurs études à l'étranger. Cette mobilité donnerait aux cadres une « conscience européenne », grâce à une expérience directe de la vie, de la culture et des mécanismes économiques d'autres pays. Les échanges s'étendraient aussi aux enseignants. Le budget d'Erasmus est estimé à 175 millions d'ECU.

Des bourses seront attribuées aux étudiants et aux universités qui les accueilleront. Un système européen d'unités de valeur sera mis au point pour la reconnaissance automatique de la partie des études faites à l'étranger, et l'organisation de curricula communs entre universités de différents pays sera encouragée.

S'il était adopté et appliqué, ce programme changerait profondément les pratiques universitaires. Actuellement 1 % seulement des étudiants européens effectuent leurs études dans un autre pays membre - ce nombre n'a pas augmenté depuis dix ans (sauf pour les Belges, les Allemands et les Britanniques).

Signalons le projet de « l'université de l'Europe », ardemment soutenu par M. Helmut Kohl, chancelier de la République fédérale de France. Il s'agit d'une université dont le siège serait à Paris, et qui constituerait un réseau d'universités, de laboratoires, de centres de recherche européens, en sciences humaines et sociales. Cette université désignerait un docteur à des étudiants-chercheurs recrutés en fonction des thèmes retenus.

Une fondation technologique

Mais la plus originale des initiatives en gestation est sûrement celle que prépare le groupe d'industriels européens de la Table ronde. Ce club très fermé rassemble depuis trois ans vingt-cinq des plus puissants PDG européens (son président est M. Gyllenhammar, de Volvo, ses vice-présidents M. Agnelli et

constituer un pôle de recherche et d'enseignement de haut niveau qui pourrait damer le pion aux grandes universités américaines.

Deux suggestions sont à l'étude : rassembler les membres du club souhaiteraient construire de toutes pièces une université européenne au plus haut niveau, orientée notamment vers l'informatique et la biotechnologie ; d'autres préconisent la formule plus souple d'une « fondation technologique européenne » qui rassemblerait les équipes les plus performantes sur le plan européen, pour qu'elles réalisent des programmes de recherche ou des programmes de formation, pour les secteurs industriels de pointe.

Décision à Göteborg

Les « chevaliers » de la Table ronde prendront leur décision en mai à Göteborg. Quelle que soit la formule retenue, il s'agit évidemment d'une initiative entièrement privée, financée par les industriels.

Quelles sont les politiques indépendantes, les initiatives émanant d'un changement évident d'état d'esprit. L'idée d'une université européenne est d'abord un projet humain et son potentiel est immense. En mettant en commun ses ressources en matière grise, elle peut constituer un pôle de création et d'innovation permettant de lutter à armes égales avec les géants américains et japonais. Pour cela, il faut d'abord se connaître, étudier, travailler ensemble et regarder ce qui se fait de l'autre côté du Rhin, de la Manche ou des Alpes, avant de traverser l'Atlantique.

FREDERIC GAUSSEN.

(1) 1 ECU = 6,65 F.

RENCONTRE

Ma mère et moi, on pèse pas lourd...

L'ENFANT avait l'air concentré. Les mains derrière le dos, la tête baissée, il regardait avec attention un petit texte affiché au stand de la DGT (direction générale des télécommunications) sur les vertus du câble allié au satellite. Derrière lui, un mur d'écrans renvoyait bruyamment des images venues de plusieurs pays d'Europe, tandis que quelques exposants s'efforçaient de pister bagage. Mais il semblait imperturbable. Il avait quatorze ans.

- Tu as le sentiment que tout ça bouge très vite ?

- Ça pousse un peu. Ils ont pris rapidement de très graves décisions, et maintenant ils font trainer les choses : le satellite a pris du retard, et pour le câble, au lieu de prendre de l'avance avec la fibre optique, ils régressent avec le coaxial.

- Tu en sais des choses ! C'est en lisant la presse ?

- Non, ma mère ne rapporte jamais de journaux, ni de livres. Sauf une revue de vidéo. Ça me donne des idées. Mais j'essaie de faire moi-même ma documentation, et j'écoute quand on en parle à la télé. Ça n'est pas dur quand on s'intéresse.

- Et plus tard, tu veux travailler là-dessus ?

- Oui... Je voudrais être technicien des PTT. Je serais vraiment heureux, alors. Je n'aurais même pas besoin de vacances. Et ça me paraît raisonnable, ce n'est pas trop rêver, je crois.

- Tu sais quelle filière suivre ?

- Oui. Depuis longtemps. Mais j'ai trois ans de retard. On n'arrête pas de me le répéter. Alors, je n'ai rien à dire, même si ce n'est pas ma faute. Ils voudraient m'embarquer en P2 après ma 5^e, sans rien savoir, alors que moi je sais que c'est P4 qu'il me faut.

- Il faut réviser...

- Oui, mais ma mère et moi, on pèse pas lourd devant les profs... Tout ce qu'ils veulent, c'est qu'à mon âge je sois encore en 5^e. Donc, je suis nul. Donc, il faut que je débarrasse le plancher. Mais j'ai peur. Si je ne fais pas P4, je crois que ma vie sera foutue...

ANNICK COJEAN.

DÉBAT

Ne recrutons plus de professeurs de collège

DANS la chaîne qui conduit de l'enseignement primaire à la « Recherche et développement », la solidité de chaque maillon est essentielle. Après l'enseignement primaire, maillon de base, l'enseignement des collèges constitue le maillon ; c'est actuellement le plus faible de la chaîne ; c'est donc lui qu'il faut renforcer.

Or sa faiblesse est liée à ce qu'on appelle le problème des PEGC.

Le corps des PEGC (professeurs d'enseignement général des collèges) a été créé dans les années 60 pour transformer rapidement un grand nombre d'instituteurs en professeurs de collège et répondre ainsi en partie aux énormes besoins en enseignants dus à la conjonction du baby-boom et de la prolongation de la scolarité obligatoire à seize ans.

Dans un bref délai, mais en place, dans les académies, sans contrôle universitaire des « centres de formation de PEGC », les concours d'entrée à ces centres étaient initialement réservés aux instituteurs, et peu à peu ouverts aux candidats extérieurs de niveau bac + 2. Parallèlement, la durée des études dans ces centres est passée de un à trois ans, leur niveau scientifique est devenu très faible (très inférieur à celui d'un premier cycle universitaire normal). Les élèves de ces centres sont dans la situation de « fonctionnaires stagiaires », et le diplôme de sortie (CAPEGC) leur est pratiquement acquis.

En fait, plus de la moitié des PEGC en exercice ne sont pas passés par ces centres de formation ; en particulier, le corps des PEGC a servi à titulariser, sans formation complémentaire, beaucoup de maîtres auxiliaires recrutés en hâte pour boucher les trous d'une grande démission.

La situation de formation et de niveau parmi les enseignants appelés PEGC. Même si certains d'entre eux sont titulaires d'une licence, voire d'une maîtrise (ce qui devient de plus en plus fréquent), il n'en reste pas moins vrai qu'ils sont en général sous-qualifiés.

Un SYNTHESE se présente au prix du papier... Le tout avec choix idéal, conseils avisés, gratuits.

Miracle ? Non ! Il existe encore des endroits où l'on fait de vraies affaires. J'ai vu chez Artirec : 1. Thèmes sur papier, 6 F le m² ; 2. Thèmes sur toile, 10 F le m² ; 3. Thèmes sur toile, 15 F le m² ; 4. Thèmes sur toile, 20 F le m² ; 5. Thèmes sur toile, 25 F le m² ; 6. Thèmes sur toile, 30 F le m² ; 7. Thèmes sur toile, 35 F le m² ; 8. Thèmes sur toile, 40 F le m² ; 9. Thèmes sur toile, 45 F le m² ; 10. Thèmes sur toile, 50 F le m² ; 11. Thèmes sur toile, 55 F le m² ; 12. Thèmes sur toile, 60 F le m² ; 13. Thèmes sur toile, 65 F le m² ; 14. Thèmes sur toile, 70 F le m² ; 15. Thèmes sur toile, 75 F le m² ; 16. Thèmes sur toile, 80 F le m² ; 17. Thèmes sur toile, 85 F le m² ; 18. Thèmes sur toile, 90 F le m² ; 19. Thèmes sur toile, 95 F le m² ; 20. Thèmes sur toile, 100 F le m² ; 21. Thèmes sur toile, 105 F le m² ; 22. Thèmes sur toile, 110 F le m² ; 23. Thèmes sur toile, 115 F le m² ; 24. Thèmes sur toile, 120 F le m² ; 25. Thèmes sur toile, 125 F le m² ; 26. Thèmes sur toile, 130 F le m² ; 27. Thèmes sur toile, 135 F le m² ; 28. Thèmes sur toile, 140 F le m² ; 29. Thèmes sur toile, 145 F le m² ; 30. Thèmes sur toile, 150 F le m² ; 31. Thèmes sur toile, 155 F le m² ; 32. Thèmes sur toile, 160 F le m² ; 33. Thèmes sur toile, 165 F le m² ; 34. Thèmes sur toile, 170 F le m² ; 35. Thèmes sur toile, 175 F le m² ; 36. Thèmes sur toile, 180 F le m² ; 37. Thèmes sur toile, 185 F le m² ; 38. Thèmes sur toile, 190 F le m² ; 39. Thèmes sur toile, 195 F le m² ; 40. Thèmes sur toile, 200 F le m² ; 41. Thèmes sur toile, 205 F le m² ; 42. Thèmes sur toile, 210 F le m² ; 43. Thèmes sur toile, 215 F le m² ; 44. Thèmes sur toile, 220 F le m² ; 45. Thèmes sur toile, 225 F le m² ; 46. Thèmes sur toile, 230 F le m² ; 47. Thèmes sur toile, 235 F le m² ; 48. Thèmes sur toile, 240 F le m² ; 49. Thèmes sur toile, 245 F le m² ; 50. Thèmes sur toile, 250 F le m² ; 51. Thèmes sur toile, 255 F le m² ; 52. Thèmes sur toile, 260 F le m² ; 53. Thèmes sur toile, 265 F le m² ; 54. Thèmes sur toile, 270 F le m² ; 55. Thèmes sur toile, 275 F le m² ; 56. Thèmes sur toile, 280 F le m² ; 57. Thèmes sur toile, 285 F le m² ; 58. Thèmes sur toile, 290 F le m² ; 59. Thèmes sur toile, 295 F le m² ; 60. Thèmes sur toile, 300 F le m² ; 61. Thèmes sur toile, 305 F le m² ; 62. Thèmes sur toile, 310 F le m² ; 63. Thèmes sur toile, 315 F le m² ; 64. Thèmes sur toile, 320 F le m² ; 65. Thèmes sur toile, 325 F le m² ; 66. Thèmes sur toile, 330 F le m² ; 67. Thèmes sur toile, 335 F le m² ; 68. Thèmes sur toile, 340 F le m² ; 69. Thèmes sur toile, 345 F le m² ; 70. Thèmes sur toile, 350 F le m² ; 71. Thèmes sur toile, 355 F le m² ; 72. Thèmes sur toile, 360 F le m² ; 73. Thèmes sur toile, 365 F le m² ; 74. Thèmes sur toile, 370 F le m² ; 75. Thèmes sur toile, 375 F le m² ; 76. Thèmes sur toile, 380 F le m² ; 77. Thèmes sur toile, 385 F le m² ; 78. Thèmes sur toile, 390 F le m² ; 79. Thèmes sur toile, 395 F le m² ; 80. Thèmes sur toile, 400 F le m² ; 81. Thèmes sur toile, 405 F le m² ; 82. Thèmes sur toile, 410 F le m² ; 83. Thèmes sur toile, 415 F le m² ; 84. Thèmes sur toile, 420 F le m² ; 85. Thèmes sur toile, 425 F le m² ; 86. Thèmes sur toile, 430 F le m² ; 87. Thèmes sur toile, 435 F le m² ; 88. Thèmes sur toile, 440 F le m² ; 89. Thèmes sur toile, 445 F le m² ; 90. Thèmes sur toile, 450 F le m² ; 91. Thèmes sur toile, 455 F le m² ; 92. Thèmes sur toile, 460 F le m² ; 93. Thèmes sur toile, 465 F le m² ; 94. Thèmes sur toile, 470 F le m² ; 95. Thèmes sur toile, 475 F le m² ; 96. Thèmes sur toile, 480 F le m² ; 97. Thèmes sur toile, 485 F le m² ; 98. Thèmes sur toile, 490 F le m² ; 99. Thèmes sur toile, 495 F le m² ; 100. Thèmes sur toile, 500 F le m² ; 101. Thèmes sur toile, 505 F le m² ; 102. Thèmes sur toile, 510 F le m² ; 103. Thèmes sur toile, 515 F le m² ; 104. Thèmes sur toile, 520 F le m² ; 105. Thèmes sur toile, 525 F le m² ; 106. Thèmes sur toile, 530 F le m² ; 107. Thèmes sur toile, 535 F le m² ; 108. Thèmes sur toile, 540 F le m² ; 109. Thèmes sur toile, 545 F le m² ; 110. Thèmes sur toile, 550 F le m² ; 111. Thèmes sur toile, 555 F le m² ; 112. Thèmes sur toile, 560 F le m² ; 113. Thèmes sur toile, 565 F le m² ; 114. Thèmes sur toile, 570 F le m² ; 115. Thèmes sur toile, 575 F le m² ; 116. Thèmes sur toile, 580 F le m² ; 117. Thèmes sur toile, 585 F le m² ; 118. Thèmes sur toile, 590 F le m² ; 119. Thèmes sur toile, 595 F le m² ; 120. Thèmes sur toile, 600 F le m² ; 121. Thèmes sur toile, 605 F le m² ; 122. Thèmes sur toile, 610 F le m² ; 123. Thèmes sur toile, 615 F le m² ; 124. Thèmes sur toile, 620 F le m² ; 125. Thèmes sur toile, 625 F le m² ; 126. Thèmes sur toile, 630 F le m² ; 127. Thèmes sur toile, 635 F le m² ; 128. Thèmes sur toile, 640 F le m² ; 129. Thèmes sur toile, 645 F le m² ; 130. Thèmes sur toile, 650 F le m² ; 131. Thèmes sur toile, 655 F le m² ; 132. Thèmes sur toile, 660 F le m² ; 133. Thèmes sur toile, 665 F le m² ; 134. Thèmes sur toile, 670 F le m² ; 135. Thèmes sur toile, 675 F le m² ; 136. Thèmes sur toile, 680 F le m² ; 137. Thèmes sur toile, 685 F le m² ; 138. Thèmes sur toile, 690 F le m² ; 139. Thèmes sur toile, 695 F le m² ; 140. Thèmes sur toile, 700 F le m² ; 141. Thèmes sur toile, 705 F le m² ; 142. Thèmes sur toile, 710 F le m² ; 143. Thèmes sur toile, 715 F le m² ; 144. Thèmes sur toile, 720 F le m² ; 145. Thèmes sur toile, 725 F le m² ; 146. Thèmes sur toile, 730 F le m² ; 147. Thèmes sur toile, 735 F le m² ; 148. Thèmes sur toile, 740 F le m² ; 149. Thèmes sur toile, 745 F le m² ; 150. Thèmes sur toile, 750 F le m² ; 151. Thèmes sur toile, 755 F le m² ; 152. Thèmes sur toile, 760 F le m² ; 153. Thèmes sur toile, 765 F le m² ; 154. Thèmes sur toile, 770 F le m² ; 155. Thèmes sur toile, 775 F le m² ; 156. Thèmes sur toile, 780 F le m² ; 157. Thèmes sur toile, 785 F le m² ; 158. Thèmes sur toile, 790 F le m² ; 159. Thèmes sur toile, 795 F le m² ; 160. Thèmes sur toile, 800 F le m² ; 161. Thèmes sur toile, 805 F le m² ; 162. Thèmes sur toile, 810 F le m² ; 163. Thèmes sur toile, 815 F le m² ; 164. Thèmes sur toile, 820 F le m² ; 165. Thèmes sur toile, 825 F le m² ; 166. Thèmes sur toile, 830 F le m² ; 167. Thèmes sur toile, 835 F le m² ; 168. Thèmes sur toile, 840 F le m² ; 169. Thèmes sur toile, 845 F le m² ; 170. Thèmes sur toile, 850 F le m² ; 171. Thèmes sur toile, 855 F le m² ; 172. Thèmes sur toile, 860 F le m² ; 173. Thèmes sur toile, 865 F le m² ; 174. Thèmes sur toile, 870 F le m² ; 175. Thèmes sur toile, 875 F le m² ; 176. Thèmes sur toile, 880 F le m² ; 177. Thèmes sur toile, 885 F le m² ; 178. Thèmes sur toile, 890 F le m² ; 179. Thèmes sur toile, 895 F le m² ; 180. Thèmes sur toile, 900 F le m² ; 181. Thèmes sur toile, 905 F le m² ; 182. Thèmes sur toile, 910 F le m² ; 183. Thèmes sur toile, 915 F le m² ; 184. Thèmes sur toile, 920 F le m² ; 185. Thèmes sur toile, 925 F le m² ; 186. Thèmes sur toile, 930 F le m² ; 187. Thèmes sur toile, 935 F le m² ; 188. Thèmes sur toile, 940 F le m² ; 189. Thèmes sur toile, 945 F le m² ; 190. Thèmes sur toile, 950 F le m² ; 191. Thèmes sur toile, 955 F le m² ; 192. Thèmes sur toile, 960 F le m² ; 193. Thèmes sur toile, 965 F le m² ; 194. Thèmes sur toile, 970 F le m² ; 195. Thèmes sur toile, 975 F le m² ; 196. Thèmes sur toile, 980 F le m² ; 197. Thèmes sur toile, 985 F le m² ; 198. Thèmes sur toile, 990 F le m² ; 199. Thèmes sur toile, 995 F le m² ; 200. Thèmes sur toile, 1000 F le m² ; 201. Thèmes sur toile, 1005 F le m² ; 202. Thèmes sur toile, 1010 F le m² ; 203. Thèmes sur toile, 1015 F le m² ; 204. Thèmes sur toile, 1020 F le m² ; 205. Thèmes sur toile, 1025 F le m² ; 206. Thèmes sur toile, 1030 F le m² ; 207. Thèmes sur toile, 1035 F le m² ; 208. Thèmes sur toile, 1040 F le m² ; 209. Thèmes sur toile, 1045 F le m² ; 210. Thèmes sur toile, 1050 F le m² ; 211. Thèmes sur toile, 1055 F le m² ; 212. Thèmes sur toile, 1060 F le m² ; 213. Thèmes sur toile, 1065 F le m² ; 214. Thèmes sur toile, 1070 F le m² ; 215. Thèmes sur toile, 1075 F le m² ; 216. Thèmes sur toile, 1080 F le m² ; 217. Thèmes sur toile, 1085 F le m² ; 218. Thèmes sur toile, 1090 F le m² ; 219. Thèmes sur toile, 1095 F le m² ; 220. Thèmes sur toile, 1100 F le m² ; 221. Thèmes sur toile, 1105 F le m² ; 222. Thèmes sur toile, 1110 F le m² ; 223. Thèmes sur toile, 1115 F le m² ; 224. Thèmes sur toile, 1120 F le m² ; 225. Thèmes sur toile, 1125 F le m² ; 226. Thèmes sur toile, 1130 F le m² ; 227. Thèmes sur toile, 1135 F le m² ; 228. Thèmes sur toile, 1140 F le m² ; 229. Thèmes sur toile, 1145 F le m² ; 230. Thèmes sur toile, 1150 F le m² ; 231. Thèmes sur toile, 1155 F le m² ; 232. Thèmes sur toile, 1160 F le m² ; 233. Thèmes sur toile, 1165 F le m² ; 234. Thèmes sur toile, 1170 F le m² ; 235. Thèmes sur toile, 1175 F le m² ; 236. Thèmes sur toile, 1180 F le m² ; 237. Thèmes sur toile, 1185 F le m² ; 238. Thèmes sur toile, 1190 F le m² ; 239. Thèmes sur toile, 1195 F le m² ; 240. Thèmes sur toile, 1200 F le m² ; 241. Thèmes sur toile, 1205 F le m² ; 242. Thèmes sur toile, 1210 F le m² ; 243. Thèmes sur toile, 1215 F le m² ; 244. Thèmes sur toile, 1220 F le m² ; 245. Thèmes sur toile, 1225 F le m² ; 246. Thèmes sur toile, 1230 F le m² ; 247. Thèmes sur toile, 1235 F le m² ; 248. Thèmes sur toile, 1240 F le m² ; 249. Thèmes sur toile, 1245 F le m² ; 250. Thèmes sur toile, 1250 F le m² ; 251. Thèmes sur toile, 1255 F le m² ; 252. Thèmes sur toile, 1260 F le m² ; 253. Thèmes sur toile, 1265 F le m² ; 254. Thèmes sur toile, 1270 F le m² ; 255. Thèmes sur toile, 1275 F le m² ; 256. Thèmes sur toile, 1280 F le m² ; 257. Thèmes sur toile, 1285 F le m² ; 258. Thèmes sur toile, 1290 F le m² ; 259. Thèmes sur toile, 1295 F le m² ; 260. Thèmes sur toile, 1300 F le m² ; 261. Thèmes sur toile, 1305 F le m² ; 262. Thèmes sur toile, 1310 F le m² ; 263. Thèmes sur toile, 1315 F le m² ; 264. Thèmes sur toile, 1320 F le m² ; 265. Thèmes sur toile, 1325 F le m² ; 266. Thèmes sur toile, 1330 F le m² ; 267. Thèmes sur toile, 1335 F le m² ; 268. Thèmes sur toile, 1340 F le m² ; 269. Thèmes sur toile, 1345 F le m² ; 270. Thèmes sur toile, 1350 F le m² ; 271. Thèmes sur toile, 1355 F le m² ; 272. Thèmes sur toile, 1360 F le m² ; 273. Thèmes sur toile, 1365 F le m² ; 274. Thèmes sur toile, 1370 F le m² ; 275. Thèmes sur toile, 1375 F le m² ; 276. Thèmes sur toile, 1380 F le m² ; 277. Thèmes sur toile, 1385 F le m² ; 278. Thèmes sur toile, 1390 F le m² ; 279. Thèmes sur toile, 1395 F le m² ; 280. Thèmes sur toile, 1400 F le m² ; 281. Thèmes sur toile, 1405 F le m² ; 282. Thèmes sur toile, 1410 F le m² ; 283. Thèmes sur toile, 1415 F le m² ; 284. Thèmes sur toile, 1420 F le m² ; 285. Thèmes sur toile, 1425 F le m² ; 286. Thèmes sur toile, 1430 F le m² ; 287. Thèmes sur toile, 1435 F le m² ; 288. Thèmes sur toile, 1440 F le m² ; 289. Thèmes sur toile, 1445 F le m² ; 290. Thèmes sur toile, 1450 F le m² ; 291. Thèmes sur toile, 1455 F le m² ; 292. Thèmes sur toile, 1460 F le m² ; 293. Thèmes sur toile, 1465 F le m² ; 294. Thèmes sur toile, 1470 F le m² ; 295. Thèmes sur toile, 1475 F le m² ; 296. Thèmes sur toile, 1480 F le m² ; 297. Thèmes sur toile, 1485 F le m² ; 298. Thèmes sur toile, 1490 F le m² ; 299. Thèmes sur toile, 1495 F le m² ; 300. Thèmes sur toile, 1500 F le m² ; 301. Thèmes sur toile, 1505 F le m² ; 302. Thèmes sur toile, 1510 F le m² ; 303. Thèmes sur toile, 1515 F le m² ; 304. Thèmes sur toile, 1520 F le m² ; 305. Thèmes sur toile, 1525 F le m² ; 306. Thèmes sur toile, 1530 F le m² ; 307. Thèmes sur toile, 1535 F le m² ; 308. Thèmes sur toile, 1540 F le m² ; 309. Thèmes sur toile

AFFAIRES

Les salariés rachètent l'entreprise Chaudronnerie et forges d'Alsace à son propriétaire allemand

De notre correspondant

Strasbourg. - L'entreprise Chaudronnerie et forges d'Alsace (CEFA) de Soultz-sous-Forêts (Bas-Rhin), appartenant dorénavant aux deux tiers à ses propres salariés. Cette opération a permis que l'entreprise, jusqu'ici contrôlée par un actionnaire allemand, soit mise sous le contrôle de la défense nationale, devenue complètement française.

Créée en 1956 par une société allemande, la CEFA fabrique depuis 1968 les engins de franchissement amphibie pour les chars de l'armée française imaginés par le général Gillois, et qui portent son nom. L'armée possède deux cent cinquante engins de ce type et les fait actuellement modifier et moderniser par la CEFA au rythme de quinze à vingt par an, ce qui assure le carnet de commandes de l'entreprise dans ce domaine jusqu'en 1989.

Les modifications successives du capital de la CEFA l'avaient placée dans une situation paradoxale : elle était contrôlée à 99,98 % par la maison mère allemande, Ewk Goepfer, à Kalsertauern (République fédérale d'Allemagne). Le souci de la famille Goepfer de céder l'entreprise a coïncidé avec celui - déjà ancien - des salariés et des pouvoirs publics français : permettre que le tour de table des actionnaires d'une telle entreprise soit entièrement français.

Avec l'appui de la BNP, qui a pris elle-même une part de capital de 29 % dans la nouvelle holding qui contrôle la CEFA, cinq cadres de l'entreprise se sont associés pour en acquérir 99,3 %. Tous les salariés

(cent vingt-sept personnes) participent de plus à un fond commun de placement pour 29 % des parts. Enfin, le général Gillois détient 3,3 % du capital social.

M. Frédéric Schmidt, l'un des cadres reprenneurs et nouveau PDG de la CEFA, se montre ravi de cette formule : « Le personnel connaît une certaine euphorie, jugent-ils, depuis que les Allemands ont retiré leurs billes ». L'opération, rendue possible par la loi du 9 juillet 1984 sur l'initiative économique, était soumise à un agrément du ministère du budget.

Le directeur régional de la BNP, M. Richard Frachon, qui a négocié pour les salariés de la CEFA, précise qu'une telle opération n'était viable que compte tenu « de la qualité des hommes qui animent la CEFA et des résultats financiers de la société ». Avec un chiffre d'affaires 1985 de quelque 45 millions de francs, la CEFA dégage un résultat net de 2,28 millions et ses fonds propres représentent plus du tiers de son bilan. La BNP n'a d'ailleurs pas l'intention de conserver définitivement sa participation au capital. « Ces actions seront revendues aux actionnaires actuels quand ils le souhaiteront », précise M. Frachon.

La CEFA travaille sur un projet de nouvel engin Gillois, le MAF-2, qui pourra transporter les futurs chars AMX de 50 à 70 tonnes. Un prototype est actuellement testé. Le marché prévisible - une soixantaine d'engins à 15 millions de francs pièce - assurera la moitié du carnet de commandes de la CEFA jusqu'à la fin du siècle.

JACQUES FORTIER.

M. MADELIN :

« Il faut revoir le système d'aides aux industries »

M. Madelin, ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme, souhaite « engager rapidement une réflexion approfondie sur les différents systèmes d'aides à l'industrie ». Le ministre, qui présidait une réunion du comité directeur du Fonds industriel de modernisation (FIM), organisme créé par M. Fabius en 1983, qui alimente par les CODEVI, accorde des prêts bonifiés à l'industrie, a précisé que « le nouveau gouvernement a clairement affirmé ses objectifs libéraux en matière de système d'aides ». Il tient donc à s'interroger sur leur efficacité, leur caractère réellement « incitatif », leur « coût pour l'Etat », leurs « effets pervers à l'égard des entreprises qui en bénéficient et les autres ».

La remise en cause des aides, dont celle du FIM, devrait aboutir sur une nouvelle politique dans le cadre du budget 1987, dit-on dans l'entourage de M. Madelin, mais, cette année, des correctifs pourront être apportés au système actuel. Les aides du FIM ont été contestées par la Commission européenne, en vertu du traité de Rome. La nouvelle politique servira de réponse française à Bruxelles, mais en attendant la FIM, qui fait bien son travail, selon M. Madelin, poursuivra sa lancée. L'organisme a été doté de 9 milliards de francs de crédits pour 1986.

(Publicité)

CULTURE GÉNÉRALE

CLÉ DE LA RÉUSSITE

Conservons quelques heures par semaine à la mise à jour des connaissances de base. Une méthode qui présente les 20 principaux domaines de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes qui ont forgé les civilisations.

Littérature, arts, histoire, sciences, politique, économie, religions, etc. Documentation gratuite à l'Institut Culturel Français, service 3781, 35, rue Collange, 92093 Levallois-Perret Cedex. Tél. : (1) 42-70-73-83.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Précision mécanique Labinal

Le conseil d'administration de la société Précision Mécanique Labinal s'est réuni le 27 mars 1986 sous la présidence de M. Amoury Helou de Fretoy. Il a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice de 34,36 MF, contre 27,53 MF en 1984. Le bénéfice net consolidé du groupe Précision Mécanique Labinal ressort à 75,56 MF contre 72,87 MF pour la part du groupe, contre 70,66 MF en 1984 dont 60,70 MF part du groupe.

La capacité d'autofinancement consolidée s'élève à 157,74 MF, contre 154,81 MF en 1984. Le conseil a décidé de convoquer l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le 13 juin 1986. Il proposera la distribution d'un dividende de 13 F par action, soit 19,50 F avec avoir fiscal, contre un dividende de 12 F par action, soit 18 F avec avoir fiscal au titre de l'exercice précédent. Cette distribution s'appliquera à un capital augmenté de 20 % représentant un montant global de 35,26 MF, contre 20,24 MF précédemment.

CESSATION DE GARANTIE

La Société bancaire de Paris, société anonyme au capital de 20 millions de francs dont le siège social est 24, rue Murillo, 75008 Paris, a décidé de cesser ses opérations de banque au 31 décembre 1985.

A la garantie de la Société bancaire de Paris se substitue celle de la SNPF, 91, rue de Froy, 75017 Paris.

Il est rappelé que l'effet de la présente garantie est maintenu pendant un délai de trois mois à compter de la date du présent journal pour les créances couvertes par cette garantie et produites par le créancier dans ce délai de trois mois à l'adresse ci-dessous.

24, rue Murillo, 75008 Paris. Il est précisé que le présent avis ne saurait porter atteinte à la solvabilité et à l'honorabilité du cabinet ci-dessus indiqué et que le garant se réserve d'apprécier le bien-fondé des créances éventuelles qui seraient portées à sa connaissance.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE BANQUE

Le conseil d'administration de la Société internationale de banque, réuni le 20 mars 1986 sous la présidence de M. Bando de Brie, a examiné l'activité de l'exercice 1985 et a arrêté les comptes.

Le résultat net s'établit à 16 706 365 F contre 7 318 097 F pour l'exercice 1984. Il a été obtenu après constitution d'un excédent de provisions d'exploitation de 12 027 073 F et de provisions hors exploitation de 8 963 489 F, notamment pour impôts différés. Ces chiffres avaient été pour 1984 respectivement de 8 195 639 F et 1 931 331 F.

Cette augmentation du bilan et du bénéfice net a été réalisée grâce à l'impulsion des nouveaux actionnaires de la banque, comprenant notamment Groupe Bruxelles Lambert (GBL). Elle est due tant à la croissance régulière des activités et des résultats des opérations d'intermédiation bancaire qu'à un très sensible développement des opérations d'intermédiation des marchés exécutées pour le compte de la banque et pour les besoins de sa clientèle. Par ailleurs, le renforcement significatif des fonds propres, qui ont été augmentés en milieu d'année de 150 millions de francs par souscription en numéraire, et l'émission d'un emprunt obligataire de 250 millions de francs ont conforté la structure financière de la banque.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende global de 7 897 500 F contre 3 997 500 F versé au titre de 1984. Parmi les autres résolutions, il sera proposé de ratifier la cooptation de M. Didier Finau-Valencienne comme administrateur.

Enfin, le conseil a fixé les modalités d'une nouvelle augmentation de capital. Cette opération, réalisée à ce jour, se traduit par une augmentation des fonds propres de 99 397 100 F. Ceux-ci s'élèveront après affectation des résultats 1985 à 340 millions de francs.

Odeville

M. Jean Taittinger, président-directeur général de la Société Odeville, a fait approuver par le conseil d'administration, dans sa séance du 27 mars 1986, l'arrêté des comptes de l'exercice 1985.

Ces-ci font apparaître un bénéfice net de 39 350 000 francs après impôt sur sociétés pour 41 305 000 francs, et des amortissements pour 5 105 000 francs, contre un bénéfice net de l'exercice 1984 de 28 870 000 francs après impôt sur sociétés pour 31 861 000 francs et des amortissements pour 4 762 000 francs.

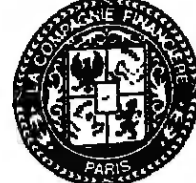
Le chiffre d'affaires hors taxe a atteint 357 822 000 francs en 1985 contre 291 400 000 francs en 1984, constatant une amélioration de 22 %, et le bénéfice net de l'exercice traduit une progression de 36 % par rapport à l'exercice précédent. Le résultat s'entend après déduction de 10 236 000 francs versés au personnel au titre du contrat d'intéressement et de 4 661 000 francs au titre du contrat de participation des salariés au fruit d'expansion de l'entreprise.

Le conseil d'administration proposera un dividende net de 43 francs par action de 100 francs de nominal auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 21,50 francs, donnant un total de 64,50 francs contre 58,50 francs l'année précédente. Ces résultats permettent une progression supplémentaire des réserves et du niveau de l'ordre de 11 170 000 francs.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-81-82, poste 4330



LA COMPAGNIE FINANCIÈRE

(banque du groupe Edmond de Rothschild)

SAINT-HONORÉ REAL

Réuni au siège de la Compagnie financière, le 25 mars 1986, le conseil d'administration de Saint-Honoré Real a décidé de réduire de 0,10 % les droits d'entrée dans la SICAV.

En conséquence, les souscriptions se font désormais en franchise de droits d'entrée pour les investissements supérieurs à 1 million de francs. Les droits sont réduits à 0,10 % pour les montants de souscription compris entre 500 000 F et 1 million de francs, et à 0,40 % pour les montants inférieurs à 500 000 F.

Les souscriptions à Saint-Honoré Real sont reçues auprès de : LA COMPAGNIE FINANCIÈRE, 47, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.



PUBLICIS S.A.

Publicis SA constitue avec ses filiales et participations françaises et étrangères un groupe d'entreprises qui exerce son activité dans la plupart des grands secteurs de la communication : agences de publicité, médias (presse, affichage, écrans, radio), informatique et, par ses dringues, dans une forme originale de la distribution réalisant la restauration à des magasins à rayons multiples et des salles de cinéma.

Le conseil d'administration de Publicis SA, réuni le 28 mars 1986, sous la présidence de M. Marcel Bleustein-Blanchet, a arrêté les comptes de l'exercice 1985.

Avec un chiffre d'affaires consolidé de 5 700 303 000 F, en accroissement de 4,16 % par rapport à l'année précédente, le bénéfice consolidé courant après impôt du groupe Publicis s'établit à 59 935 000 F, contre 61 170 000 F. La part du groupe s'inscrit dans ce résultat pour 50 856 000 F (soit 94,83 F par action) contre 52 649 000 F.

Un profit exceptionnel de 5 770 000 F, sur cession d'une participation étrangère, porte le bénéfice net consolidé de l'exercice à 65 705 000 F, dont 56 626 000 F pour la part revenant au groupe.

La marge brute d'autofinancement consolidé atteint 101 359 000 F contre 97 973 000 F.

Les branches principales ont connu comme suit l'activité du groupe :

Dans le domaine des agences de publicité, Publicis Conseil et ses filiales (vingt-six agences conseil ou spéciali-

sées en France) ont réalisé un chiffre d'affaires de 2 259 940 000 F, en progression de 15,46 %, et un bénéfice consolidé après impôts de 22 959 000 F.

De son côté, Publicis International (vingt-deux agences conseil ou spécialisées installées dans dix pays) a traité un chiffre d'affaires de 1 886 819 000 F, sensiblement égal, à structure comparable, à celui de l'année précédente, après cession d'une filiale au Danemark. Le bénéfice net courant consolidé s'établit à 9 397 000 F. Compte tenu de la plus-value de cession enregistrée, le résultat se trouve porté à 15 167 000 F.

Considérée globalement, l'activité des diverses sociétés de médias a représenté un chiffre d'affaires consolidé de 1 449 830 000 F, en hausse de 8,41 %, et son bénéfice consolidé atteint 17 680 109 F.

Dans le domaine de la distribution, la société Les Drugstores Publicis avec un chiffre d'affaires de 189 832 437 F, un accroissement de 3,77 %, a réalisé un bénéfice après impôts de 4 290 499 F.

Enfin, les revenus de la société mère du groupe Publicis SA se sont élevés en 1985 à 37 278 080 F, contre 29 442 553 F en 1984, et le bénéfice net après impôts s'est établi à 28 579 515 F, contre 23 008 101 F l'année précédente.

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires convoquée le 20 juin 1986 la répartition d'un dividende de 25 F par action contre 22,50 F pour l'exercice précédent, ce qui représente avec l'impôt 36,68 F par action (avoir fiscal de 12,50 F) un revenu global par action de 37,50 F contre 33,75 F.

ÉPARGNER POUR INVESTIR

LIONPLUS

Société d'investissement à Capital Variable

Assemblée Générale Ordinaire du 24 mars 1986

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société réunie le 24 mars 1986 sous la présidence de Monsieur DOREL, a approuvé les comptes de l'exercice 1985.

- Revenus consolidés : F 12 899 046,43
- Revenus globaux par action : F 217,32, composé d'un dividende net de F 21,42 et d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de F 5,80.
- Mise en paiement dès le 28 mars 1986 contre remise de coupon n° 2.

CREDIT LYONNAIS

OFF - Omnium financier de Paris

Le conseil de l'OFF - Omnium financier de Paris - dans sa séance du 26 mars 1986, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1985. Le bénéfice s'établit à 123,4 millions de francs, contre 101,1 millions de francs pour l'exercice 1984, soit une progression de 22 % conforme à ce qui avait été prévu.

Au cours de l'exercice, l'OFF et ses filiales SFA, Omnirex et OPSA ont réalisé des investissements pour un montant global de 306 millions de francs.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 26 juin 1986 de distribuer un dividende unitaire identique à celui de l'exercice précédent, soit 43 francs par action, auquel s'ajoutera l'impôt déjà payé au Trésor, 21,50 francs, soit un total de 64,50 francs. La distribution globale, y compris le précompte mobilier, serait ainsi de 73 millions de francs.

Une assemblée générale extraordinaire convoquée pour le même jour sera appelée à se prononcer sur l'absorption d'Omnirex par OFF.



Le conseil d'administration s'est réuni le 27 mars 1986 pour examiner les comptes de l'exercice 1985.

Le chiffre d'affaires, après prise en compte d'une activité piles grand public limitée à huit mois, s'est élevé à 1,8 milliard de francs contre 1,9 milliard en 1984.

A structures rendues comparables, la progression ressort à environ 12 %.

Au plan mondial et en prenant en compte l'activité piles grand public sur huit mois seulement, les ventes de SAFT et de ses filiales françaises et étrangères se sont établies à plus de 2,6 milliards de francs contre 2,9 milliards en 1984.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 55,3 % du chiffre d'affaires total international contre 50,8 % en 1984.

Le résultat net s'élève à 92,7 millions de francs. Hors incidence de la cession de l'activité piles grand public estimée à 67,5 millions de francs, le résultat net, comparable à celui de 1984 de 20,1 millions de francs, ressort à 25,1 millions de francs (+ 25 %), malgré des dépréciations sur titres très supérieures à celles de l'exercice précédent.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 19 juin 1986 à 15 heures, de procéder à une répartition correspondant, pour les actionnaires ayant droit à l'avoir fiscal, à un revenu global par action de 52,50 francs, soit 35 francs pour le dividende distribué et 17,5 francs pour l'impôt déjà payé au Trésor, contre 19,5 francs au titre de l'exercice 1984, soit 13 francs pour le dividende distribué et 6,5 francs pour l'impôt déjà payé au Trésor.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW YORK

La séance s'est ouverte...

Les marchés financiers ont ouvert la séance...

Le dollar a gagné face au franc...

Les actions ont progressé...

Les obligations ont également progressé...

Le marché des changes a été marqué par...

Les marchés européens ont ouvert la séance...

Le dollar a continué de progresser...

Les actions ont poursuivi leur progression...

Les obligations ont également progressé...

Le marché des changes a été marqué par...

Les marchés européens ont poursuivi leur progression...

Le dollar a continué de progresser...

Les actions ont poursuivi leur progression...

Les obligations ont également progressé...

Le marché des changes a été marqué par...

Les marchés européens ont poursuivi leur progression...

Le dollar a continué de progresser...

Les actions ont poursuivi leur progression...

Les obligations ont également progressé...

Le marché des changes a été marqué par...

Les marchés européens ont poursuivi leur progression...

Le dollar a continué de progresser...

Les actions ont poursuivi leur progression...

Les obligations ont également progressé...

Le marché des changes a été marqué par...

Les marchés européens ont poursuivi leur progression...

Le dollar a continué de progresser...

Les actions ont poursuivi leur progression...

Les obligations ont également progressé...

Le marché des changes a été marqué par...

Les marchés européens ont poursuivi leur progression...

Le dollar a continué de progresser...

Les actions ont poursuivi leur progression...

Les obligations ont également progressé...

Le marché des changes a été marqué par...

Les marchés européens ont poursuivi leur progression...

Le dollar a continué de progresser...

Les actions ont poursuivi leur progression...

Les obligations ont également progressé...

Le marché des changes a été marqué par...

Les marchés européens ont poursuivi leur progression...

Le dollar a continué de progresser...

Les actions ont poursuivi leur progression...

Les obligations ont également progressé...

Le marché des changes a été marqué par...

Les marchés européens ont poursuivi leur progression...

Le dollar a continué de progresser...

Les actions ont poursuivi leur progression...

Les obligations ont également progressé...

Le marché des changes a été marqué par...

Les marchés européens ont poursuivi leur progression...

Le dollar a continué de progresser...

Les actions ont poursuivi leur progression...

Les obligations ont également progressé...

Le marché des changes a été marqué par...

Les marchés européens ont poursuivi leur progression...

Le dollar a continué de progresser...

Les actions ont poursuivi leur progression...

Les obligations ont également progressé...

Le marché des changes a été marqué par...

Les marchés européens ont poursuivi leur progression...

Le dollar a continué de progresser...

Les actions ont poursuivi leur progression...

Les obligations ont également progressé...

Le marché des changes a été marqué par...

Les marchés européens ont poursuivi leur progression...

Le dollar a continué de progresser...

Les actions ont poursuivi leur progression...

Les obligations ont également progressé...

Le marché des changes a été marqué par...

Les marchés européens ont poursuivi leur progression...

Le dollar a continué de progresser...

Les actions ont poursuivi leur progression...

Les obligations ont également progressé...

Le marché des changes a été marqué par...

Les marchés européens ont poursuivi leur progression...

Le dollar a continué de progresser...

Les actions ont poursuivi leur progression...

Les obligations ont également progressé...

Le marché des changes a été marqué par...

Les marchés européens ont poursuivi leur progression...

Le dollar a continué de progresser...

Les actions ont poursuivi leur progression...

Les obligations ont également progressé...

Le marché des changes a été marqué par...

Les marchés européens ont poursuivi leur progression...

Le dollar a continué de progresser...

Le Monde

Fraudes pascales sur les distributeurs de billets

Des milliers de Parisiens ont sans doute mis au compte des traditions pascales le fait de se rendre à l'effigie de Montecarlo (200 F) ou du peintre Delacroix (100 F). Bien à tort, car ces appareils ont tout simplement réagi à leur manière à la vaste fraude organisée au cours du long week-end pascal par des porteurs de fausses cartes. Ceux-ci, en effet, ont su mettre à profit, pour gagner leur argent de poche, la fermeture des banques pendant quatre jours et l'impossibilité où se trouvent encore certains établissements d'établir en temps réel l'indispensable interconnexion entre les distributeurs de billets et le fichier central de la banque.

Depuis le 1^{er} juillet 1985, les porteurs de carte bleue (réseau Visa) et Eurocard (Master Card) peuvent effectuer des retraits d'espèces dans tous les distributeurs automatiques de billets (DAB) et les guichets automatiques de banque (GAB) des organismes bancaires et financiers français. Depuis décembre 1985, les 8 500 DAB et GAB répartis sur l'ensemble de l'Hexagone offrent effectivement cette possibilité. Mais c'est dans la région parisienne, où l'on compte plus de deux mille distributeurs, que la fraude a été la plus fréquente.

Plusieurs réseaux bancaires ont été touchés par l'utilisation de fausses cartes au cours du week-end, confirme-t-on au groupement carte bancaire qui assure à présent l'interconnexion de ces moyens de paiement. « Dès qu'ils ont constaté la fraude, certains réseaux ont automatiquement bloqué l'ensemble de leurs distributeurs et nous avons décelé ainsi mardi matin plusieurs dizaines de transactions anormales. Mais d'autres appareils ont continué à délivrer leurs billets, et il faut que soit terminé le pointage complet de ces dernières opérations pour que nous puissions déterminer l'ampleur de la fraude, explique-t-on. Ce n'est qu'après qu'il conviendra d'effectuer le tri entre

les porteurs de bonne foi dont la carte a vraisemblablement été copiée et ceux qui ont procédé à des retraits frauduleux en utilisant un numéro de code qu'ils ne sont pas les seuls à connaître. »

Ce n'est là qu'un épisode de plus dans la véritable guerre engagée entre les artisans de la monnaie électronique — dont la carte bancaire ne constitue qu'un des divers modes de paiement — et les petits malins qui font acte d'imagination pour déjouer tour à tour les pièges que les constructeurs s'efforcent successivement de mettre en place. « Chaque type de fraude nous oblige à trouver une parade, mais, pour les seuls distributeurs de billets, il existe au moins une trentaine de types de fraude différents, alors... », constate, désabusé, un spécialiste de la monnaie en plastique.

Lors du Salon Assurance-Epo 86, qui s'est tenu à Paris du 4 au 7 février dernier, une session était tout spécialement consacrée à ce sujet, sous le titre « Informatique : combat pour la fraude et le détournement ». Au cours de cette manifestation, l'un des intervenants s'est fait fort d'expliquer comment, très simplement, un quidam amant d'intentions malicieuses avait pu détourner à lui seul près d'un million de francs, tout simplement grâce à une contrefaçon de carte magnétique et au vol de codes d'accès sur neuf comptes, permettant une large utilisation des distributeurs de billets.

Selon le Centre de documentation et d'information de l'assurance, les pertes dues aux accidents d'ordinateur et à la fraude informatique auraient dépassé les 5 milliards de francs en 1985. Certes, ce chiffre comprend aussi les incidents techniques et la malveillance interne due au personnel opérant sur ce type de matériel, mais la part revenant à la seule utilisation frauduleuse de cartes magnétiques est loin d'être négligeable, et les banquiers — français et étrangers — craignent à juste titre que la facture ne s'alourdisse au fil des ans et du recours accru à la monnaie.

SERGE MARTI.

Les Libanais s'interrogent sur les conséquences du retrait des observateurs français

De notre correspondant

Beyrouth. — A Beyrouth le retrait des observateurs français, s'il n'a pas causé de surprise, pose deux questions et un problème, sensiblement différents des préoccupations ayant cours à Paris sur le même sujet.

Première question : ce désengagement de la France fait-il partie d'un marché actuellement négocié à Paris au sujet des otages français au Liban ; si oui, quelle est la nature de ce marché et quels en sont les volets libanais ? Pour le camp chrétien, cela amenuise-t-il encore les possibilités déjà fort réduites d'internationalisation de la crise même en cas d'effacement des observateurs syriens ? Deuxième question : le minutage de l'opération a-t-il une signification précise. En d'autres termes, Paris possède-t-il des renseignements sur une configuration généralisée imminente, qui l'aurait porté à décaler rapidement ses hommes ? Quant au problème, il concerne la Résidence des Pines, ancienne demeure de l'ambassadeur de France, abandonnée à la garde des gendarmes français en 1976, et transformée par la suite en QG du contingent français de la force multinationale, puis du corps des observateurs.

Elle est, en effet, située juste sur la ligne de démarcation entre les deux Beyrouth, plutôt du côté ouest mais en même temps contiguë aux positions de l'armée du côté est. Pour éviter qu'elle ne devienne l'objet d'une confrontation entre les deux secteurs de la ville sino entre les miliciens du secteur musulman, le président du Parlement, M. Husseini, a proposé qu'elle devienne une annexe provisoire du siège, lui-même provisoire (depuis dix ans) du Parlement libanais, de 500 mètres et plus proche du côté est.

Les « casques blancs » s'étaient repliés, mardi, de leurs trois derniers postes d'observation : les tours Murr (Beyrouth-Ouest) et Rizk (Beyrouth-Est) et Sabayn, surplombant le palais présidentiel de Baabda.

Bien que leur retrait devienne quasi inévitable était attendu, et que leur mission était de plus en plus inefficace, le départ des observateurs français n'a pas été perçu avec indifférence à Beyrouth, surtout en secteur chrétien, où l'on constate que la France sous le gouvernement socialiste s'est bien plus engagée au Liban que sous le régime de la droite — avant 1981 et après mars 1986 — dont les chrétiens libanais se sentent pourtant plus proches.

Le vice-président des Forces libanaises, M. Karim Pakradouni, a déclaré à ce sujet : « Nous refusons que la France quitte la résidence qui a vu la proclamation du Grand Liban. Nous nous opposons à la décision du gouvernement français et nous souhaiterions qu'il subisse un havre de paix français au Liban. »

Il reste à Beyrouth même une présence militaire française constituée de cent-cinquante hommes affectés à la garde des deux locaux de l'ambassade dans les deux secteurs de la ville ainsi que de la résidence de l'ambassadeur à Beyrouth-Est. Sans compter un contingent de 1 495 hommes dans le cadre de la FINUL au Liban du Sud. Quand à la présence culturelle, si elle se maintient en secteur chrétien, elle s'est nettement amoindrie du moins sous forme d'enseignants français, en secteur musulman, par suite des risques inhérents à la présence de ressortissants occidentaux dans cette partie de la ville. Deux professeurs britanniques de l'université américaine de Beyrouth viennent peut-

être d'en faire les frais : MM. Leigh Douglas et Philip Hatfield. Disparus depuis vendredi, on ne sait s'il faut les ajouter à la liste des otages occidentaux : huit Français, quatre ou cinq Américains, un Britannique et un Italien.

LUCIEN GEORGE.

Un an de détention pour deux otages juifs. La commission des communautés juives en péril du CRIF tient à rappeler avec émotion que voilà un an, Elie Youssef Srour, soixante-huit ans, et Isaac Sasson, soixante-cinq ans, étaient enlevés à Beyrouth sans aucun motif. Avec Selim Mourad Jamous, soixante ans, et son fils Youssef Beniste, trente-trois ans, il y a cinq otages juifs au Liban. La commission des communautés juives en péril du CRIF adresse à nouveau un appel solennel et angélique aux gouvernements du monde libre et à l'opinion publique internationale pour qu'une action concertée et énergique soit engagée pour obtenir la libération de tous les otages quelque soit leur nationalité et leurs origines. Elle ne peut aussi manquer de rappeler douloureusement la mémoire de Raeli Souhbi Mirrah, Haim Hallala Cohen, Isaac Mirrah, Elie Hallak et Ibrahim Beniste assassinés à Beyrouth dont le seul crime était d'être juifs.

Sur le vif

Masochistes

Ce matin à la radio, l'entenda une dame de Créteil, privée de télé par Télérama en juin dernier. Ils sont une vingtaine comme ça à avoir accepté de laisser leur poste pendant un mois... Pour voir. Elle, c'est tout vu. C'était l'ivresse, la joie. Son mari, aux petits soins, lui faisait les courses, la vaisselle. Les enfants plongés dans de saines et éducatrices lectures. Les sorties le dimanche, le grand air, le soleil... Enfin, le pied, quoi !

La plupart des cobayes ont réagi de la même façon. La preuve : le jour de la redistribution des postes, l'équipe a voulu mettre les familles au défi : vos téléos on se les garde encore six mois, d'accord ? Oui, figurez-vous. Tous d'accord. Sauf les malheureux parents d'un gamin dînant dans la Val-de-Marne, non ? Et pas seulement dans la Val-de-Marne. Le journal publie à cette occasion les résultats d'un sondage Louis-Harris : 44 % des Français se déclarent prêts à se passer de télé ad vitam aeternam.

Juré craché ? Je me permets d'en douter. Ils ont fait la même expérience en Allemagne. Et alors là, ça a été la Bérézina. Au bout de quatre semaines d'abstinence, ils étaient sur les genoux, les mecs. Ils imploraient, ils sup-

pliaient, en sanglotant, qu'on leur rende leur boîte à images, la bonne vieille nounou électronique de leurs chers déshéants, leur ouverture sur le monde.

Frustrés, affamés de foot et de tennis, ils étaient en manque, ils devenaient fous. Au travail, ils ne fichaient plus rien, ils se faisaient raconter pendant des heures, le but marqué par le Bayern de Munich et les débuts de Bobo Becker. Et la nuit, ils cognaient sur tout ce qui passait à portée de la main, le farnam, les gosses, le chien, le farnam, la guerre, pas l'amour. C'est plus à leur mère, qu'ils téléphonaient, les nana, pour se distraire, c'est à leur avocat. Il y avait du divorce dans l'air.

Entre nous, ça me paraît vraisemblable. Imaginez que près d'un siècle après l'invention de Gutenberg on ait privé les gens de l'imprimé. C'est impensable. Et c'est bien dommage. Moi, je le regrette, le bon vieux temps. Qu'est-ce qu'on était bien, enveloppés de peaux de bête, accroupis dans des cavernes glaciales, à déchirer à mains nues des lambeaux de viande sanguinolente et des racines terreuses. C'est là que c'était chouette !

CLAUDE SARRAUTE.

L'AFFAIRE GREENPEACE

La télévision néo-zélandaise « découvre » la troisième équipe de la DGSE

La Nouvelle-Zélande aurait-elle découvert la troisième équipe d'agents secrets français ayant opéré à Auckland, en juillet 1985 lors du sabotage du Rainbow Warrior ? On se souvient de la presse française (le Monde du 18 septembre 1985) avait révélé la présence de deux navigateurs de combat, issus du centre militaire d'Aspretto, en Corse, chargés de poser les deux explosifs sur la coque du navire amiral de Greenpeace, tandis que l'équipage du volier Ouvéa était responsable du complot des explosifs et du matériel de plongée, les faux époux Turenga faisant le lien entre les uns et les autres et s'occupant de récupérer les plongeurs et de faire place nette.

Un documentaire diffusé, mardi soir 1^{er} avril, par la télévision néo-zélandaise croit pouvoir identifier les deux membres de cette troisième équipe : ayant affirmé être des professeurs d'éducation physique dans un collège de filles de Tahiti, ceux-ci, présents sous les noms de Alain Tonnelle et Jacques Camuriet, sont arrivés à Auckland, venant de Papéete, quelques jours seulement avant le 10 juillet, jour du sabotage. Le documentaire présente des photos en couleur des deux hommes, en vacances sur l'île de Cook, quelques jours après l'attentat, en compagnie du commandant Louis-Pierre Dillais, alias « Dormond », chef du centre d'instruction des navigateurs de combat (CINC) d'Aspretto et responsable de la coordination de l'opération sur le terrain. Ce dernier n'avait quitté la Nouvelle-Zélande

que la veille du jour où les faux époux Turenga, Dominique Prieur et Alain Mafart, furent arrêtés et inculpés.

Le documentaire assure que les empreintes digitales de Camuriet et Tonnelle ont été relevées sur les cartes et les documents saisis par la police à bord du volier Ouvéa, quand il fut contrôlé à son escale dans l'île australienne de Norfolk. La police néo-zélandaise a confirmé le séjour et l'identité des deux hommes, tout en précisant qu'elle n'avait pas de preuve formelle lui permettant d'affirmer qu'ils avaient placé les explosifs. Cependant, les enquêteurs ont confirmé qu'une troisième équipe d'au moins deux per-

sonnes — peut-être quatre — avait participé à l'opération montée par la DGSE.

En fait, les noms donnés pourraient correspondre aux fausses identités sous lesquelles voyageaient les membres de la troisième équipe, à l'instar de tous les autres membres de l'opération, si l'on excepte le docteur Xavier Maniguet, l'un des seuls à avoir une identité réelle du volier Ouvéa. Il apparaît de plus en plus que le sabotage du Rainbow Warrior a impliqué exactement quatorze agents français, les « Turenga » n'étant probablement pas les seuls chargés des repérages préliminaires et de la récupération de la troisième équipe.

Aux Etats-Unis

Le crime organisé a un effet de plus en plus néfaste sur l'activité économique du pays

Washington (AFP-UPI). — La commission nommée par le président Reagan pour enquêter sur le crime organisé aux Etats-Unis a rendu public, mardi 1^{er} avril, à Washington, le résultat de ses travaux. Selon ce rapport de 400 pages, fruit d'une étude qui a duré plus de deux ans, la pègre devrait disposer cette année, sur le territoire américain, de revenus s'élevant à 100 milliards de dollars. Par les pertes d'emplois qu'elle entraîne et l'importante érosion fiscale qu'elle provoque, ce crime a un effet de plus en plus néfaste sur l'ensemble de l'activité économique.

Si le trafic de drogue, le jeu, le racket et la prostitution représentent toujours une source importante de revenus pour le crime organisé, celui-ci n'en étend pas moins aujourd'hui ses ramifications, note le rapport, dans de nombreux secteurs industriels. Il se lance dans des opérations sans cesse plus ambitieuses, et son chiffre d'affaires a dépassé celui de certaines industries, telles que celles de la papeterie ou du caoutchouc.

La commission présidentielle estime que la fraude fiscale fait perdre annuellement aux pouvoirs publics plus de 18 milliards de dollars. Les activités occultes de la pègre empêcheraient la création d'environ quatre cent mille emplois, notamment par l'élimination de la

concurrence. Grâce au contrôle qu'elle exerce sur certains syndicats, la Mafia empêche les travailleurs de ces secteurs d'obtenir les augmentations de salaires auxquelles ils auraient droit.

La commission observe aussi que la structure du « milieu » est modifiée, ces dernières années, en raison de l'apparition de nouveaux groupes, tels que les gangs de motards Hell's Angels (Les Anges de l'enfer), et d'autres chinches ou asiatiques et d'autres organisations de malfaiteurs à fort caractère technique. La Cosa Nostra, la Mafia d'origine italienne, demeure l'élément dominant du crime organisé aux Etats-Unis, mais elle n'est plus seule. La collaboration entre mafiosi d'origine chinoise et italienne est devenue courante, allant jusqu'à l'échange de « contrats » (meurtres), la fourniture d'armes et l'avance de fonds, en particulier à New-York où le quartier italien de Little Italy jouxte Chinatown.

Pour que la guerre contre le « milieu » soit gagnée, recommande l'étude, les Etats doivent se doter d'armes légales : adoption de lois identiques, notamment sur les écoutes téléphoniques, les activités de racket et la saisie de biens acquis de manière criminelle, et l'envoi de la police, des services de justice, des procureurs, des juges, des avocats et des hommes d'affaires. Cinq cas d'avocats, le rapport appelle les bureaux des Etats à faire le ménage dans leurs rangs.

Les instances disciplinaires de la profession, note la commission, devraient enquêter de façon plus poussée sur les avocats soupçonnés de ne pas seulement défendre les malfaiteurs, mais aussi de les conseiller avant qu'ils ne commettent leurs crimes.

Dans une prise de position séparée, neuf membres de la commission sur dix-huit ont regretté la sous-estimation, selon eux, dans le rapport du rôle joué dans le crime organisé par les organisations noires et juives.

Bourse du matin

BAISSE

Après neuf séances de hausse consécutives, la baisse était au rendez-vous mercredi matin à la Bourse de Paris. Parmi les valeurs les plus ébranlées, citons Navigation mixte (-4,5 %), Chateauguay (-3,6 %), Compagnie bancaire (-3,2 %), Pernod (-3,2 %), Bon grain (-3 %), Lafarge (-2,9 %), Peugeot (-2,6 %), L'Oréal (-1,8 %), Midi (-1,6 %). Seules quatre valeurs ont encore monté : Moët (+1,8 %), Bouygues (+0,9 %), Elf (+0,7 %) et Total (+0,6 %).

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 2 AVRIL.

Indicateur de séance (%) : - 1,12

VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours
Accor	440,80	438	438
Agache Huet	1050	1036	1050
Alcatel	852	852	852
Alstom	470	470	468
Banque Paribas	1280	1240	1200
Bouygues	1085	1040	1030
Bouygues	1085	1075	1075
B.S.M.	4089	4030	4070
Camuriet	3430	3380	3385
Chateauguay	1453	1380	1400
Ch. de France	825	814	818
Dunet	1185	1154	1150
ELF-Accor	225	228	227
ELF-Accor	2489	2430	2430
Lafarge	1215	1200	1215
L. Vautier S.A.	1215	1201	1205
Michèle	3030	3010	3020
Midi	2370	2350	2360
Midi-Hervé	2280	2230	2280
Moët	916	890	875
Oréal	3417	3370	3375
Pernod-Rouge	1095	1075	1085
Peugeot S.A.	1119	1095	1090
Renault	725	725	720
Saurer Paribas	683	685	675
Télécom	3490	3470	3470
Télécom-C.S.F.	1185	1180	1170
Toutat	325	325	322
T.S.T.	2735	2735	2730
Vallo	590

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

Le numéro du « Monde » daté 2 avril 1986 a été tiré à 457 283 exemplaires

Aux Pays-Bas

DES GROUPES « ANTI-FASCISTES » ANNONCENT DES ACTIONS VIOLENTES CONTRE LE PARTI D'EXTRÊME DROITE

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — Les porte-parole anonymes de groupes d'extrême gauche ont annoncé qu'ils harceleraient sans répit les « racistes et fascistes », dans un entretien accordé au journal NRC Handelsblad, au lendemain de l'attaque, le samedi 29 mars, d'un hôtel proche de Rotterdam, où se tenait une réunion du parti d'extrême droite, le Centrumpartij. L'hôtel, pris d'assaut par une centaine de jeunes gens et armés avec des engins incendiaires, a été entièrement détruit ; deux personnes ont été grièvement blessées.

Des participants à cette « expédition punitive » expliquent dans le NRC Handelsblad que « les fascistes » n'ont pas droit à la liberté d'expression et que d'autres opérations du même type auront lieu. Ce n'est pas la première fois que des comités « anti-fascistes » s'en prennent aux réunions du Centrumpartij, mais l'action du 29 mars a été d'une particulière violence.

Dans un premier temps, les policiers débordés par les assaillants, parmi lesquels des squatters venus de différentes villes du pays, ont dû battre en retraite. Tandis que les locaux étaient mis à sac et incendiés, les cinquante participants à la réunion prenaient la fuite pour échapper au feu et aux passages à tabac.

Certains observateurs craignent que l'extrême droite ne tire de ce genre d'opération un profit considérable lors des élections législatives du 21 mai prochain. « L'extrême droite néerlandaise a désormais ses martyrs », titre un quotidien de centre gauche.

Le Centrumpartij a gagné un siège lors des législatives de 1982. Depuis lors, les ultras de droite se sont entre-déchirés, ce qui a débouché sur une scission. La réunion du 29 mars avait justement pour objectif de réconcilier les factions adverses.

RENÉ TER STEEGE.

A B C D E F G

Sur CFM

de 19 h à 19 h 30

à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (84,8 MHz)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,5 MHz)
à Caen (103,2 MHz)
à Brive (90,9 MHz)
à Saint-Etienne (96,6 MHz)
à Montpellier (88,8 MHz)
à Strasbourg (100,9 MHz)
à Douai (87,1 MHz)
à Valenciennes (97,1 MHz)
à Lens (97,1 MHz)

MERCREDI 2 AVRIL

Allô « le Monde »

47-20-52-97

Les priorités sociales du nouveau gouvernement

avec MICHEL NOBLECOURT

Émission présentée par FRANÇOIS KOCH

Chaque mardi et chaque vendredi, à 8 h 27, la chronique placée de CFM, réalisée avec le Crédit lyonnais.

MINITEL
Magazine
NOUVELLE FORME
30 SERVICES PRATIQUES... PAS CHER
BIMESTRIEL
EN VENTE PARTOUT

1 HOMME AVERTI EN VAUT 2 ET S'HAÏLE 2 FOIS MIEUX CHEZ :
STEPHANE MEN'S
DISCOUNT DE LUXE - DUTY-FREE
DANS LES GRANDES MARQUES SIGNÉES DU PRÊT-À-PORTER MASCULIN
A DES PRIX É-TON-NANTS !
OUVERT T.L.J., AU 130, RD ST-GERMAIN, Paris. (M° Odéon)
12 H A 19 H 30, 5, RUE WASHINGTON, Paris. (M° George V)
RECOMMANDÉ PAR TOUTE LA PRESSE
DE « GAULT ET MILLAU » A « PARIS PAS CHER »
AGRÉÉ PAR LE GUIDE DU CORPS DIPLOMATIQUE

Les limites

du tiers-mondisme

LA RENTRÉE

MM. Mitt

renforcent

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE

LA RENTRÉE